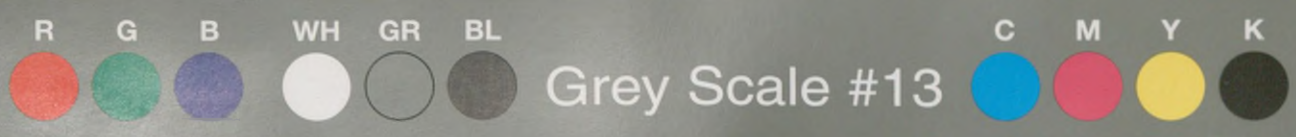


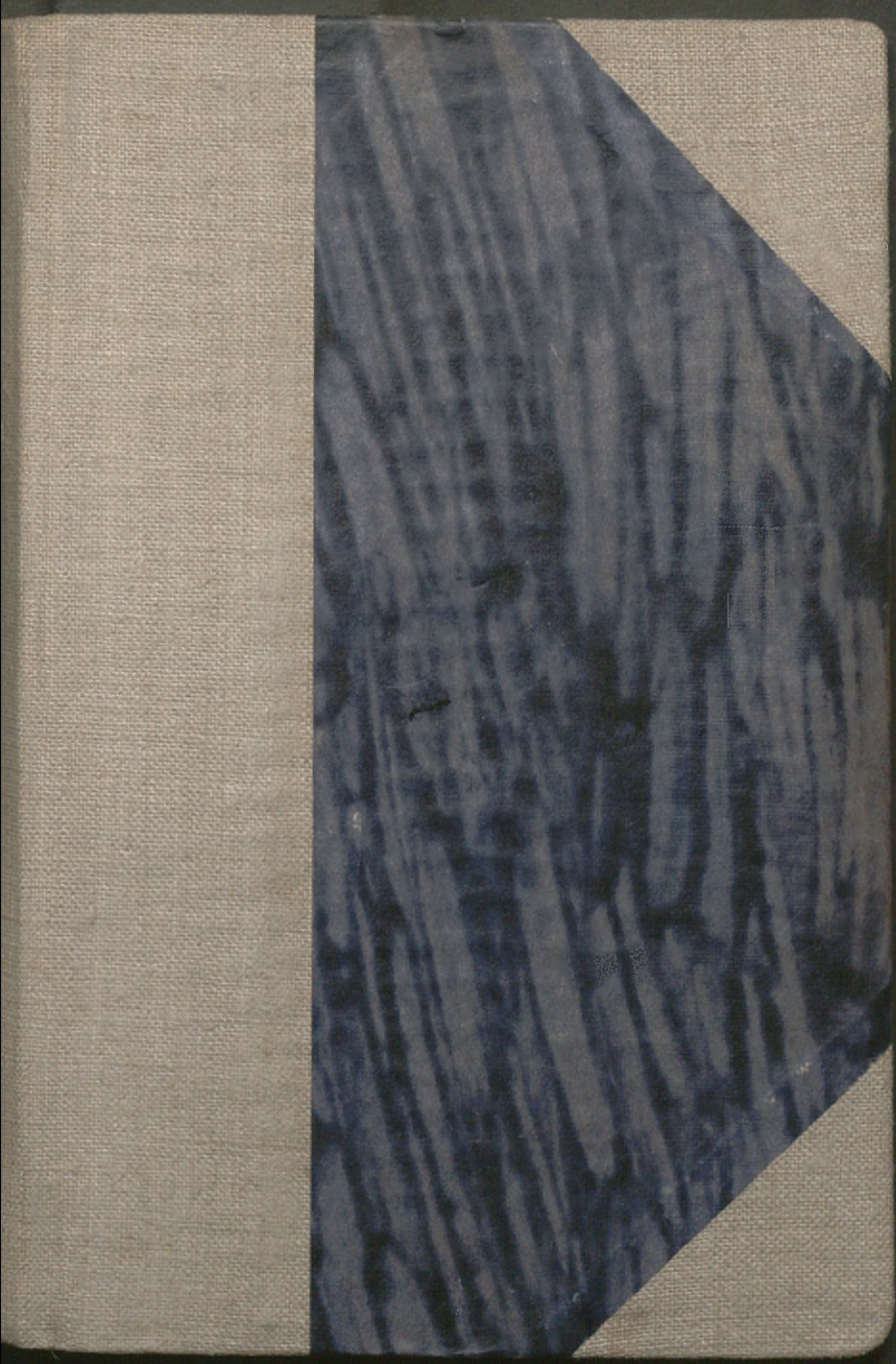
Part Code  
371316



Grey Scale #13



A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19



Colour Chart #13

Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black

Centimetres

Inches





6381

LE DRAME  
DE LA RÉSISTANCE  
GRECQUE



## DU MÊME AUTEUR

*La guerre du dollar.* Préface de Jacques Bainville. Un volume. (Paris, 1932).

*L'alliance des fascismes.* Un volume. (Paris, 1934).

*Moscou, rempart de Versailles...* En collaboration avec Guy Mounereau. Préface de Pertinax. Un volume. (Paris 1935).

*Le vrai « combat » d'Hitler.* Préface de Wladimir d'Ormesson. Un volume. (Paris, 1936).

*La nouvelle Triplice.* Un volume. (Paris, 1936).

*Le complot espagnol.* Un volume. (Paris, 1936).

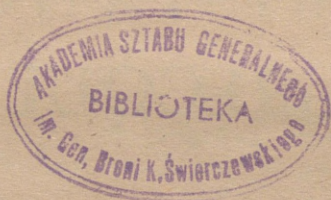
Sous le pseudonyme ATTICUS

*Le « miracle grec ».* Un volume. (Lisbonne, 1941).

E. N. DZELEPY

LE DRAME  
*de la*  
RÉSISTANCE  
GRECQUE





13852

YOUGOSLAVIE

ALBANIE

NEVROKOPI

NILKIS

FLORINA

VERMION

SALONIQUE

Mont  
ATHOS

CREVENA

OLYMPTE

KONITSA

TRIKKALA

KARDITSA

VOLOS

GOUMENITSA

AGRAPHA

SMOKOVO

AMPHILOCHIA

KORYSCHADES

PARNASSE

DELPHES

ELIKO

ELEUSIS

ATHÈNES

LE  
PIRÉE

ERIMANTHOS

MEGASPILÉON

CORINTHE

PYRGOS

OLYMPIA

LÉGENDE

AGRAPHA

Siège de la P.E.E.A

(gouv.<sup>e</sup> prov.<sup>e</sup> de la Grèce Résistante)

KORYSCHADES

Siège du Conseil National

(Parlement de la Grèce Résistante)

SMOKOVO

Quartier général de l'E.L.A.S.

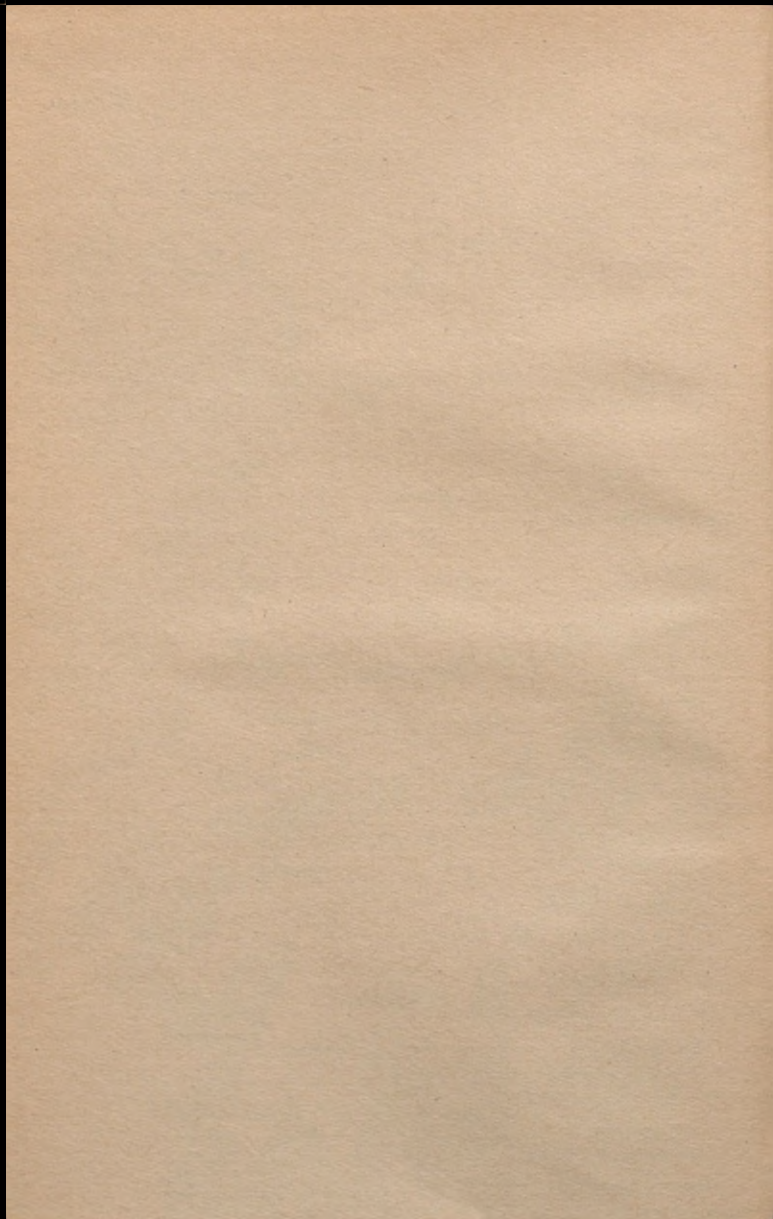
En CAPITALES = grandes villes

En CAPITALES italiques = Lieux des principales actions de Résistance

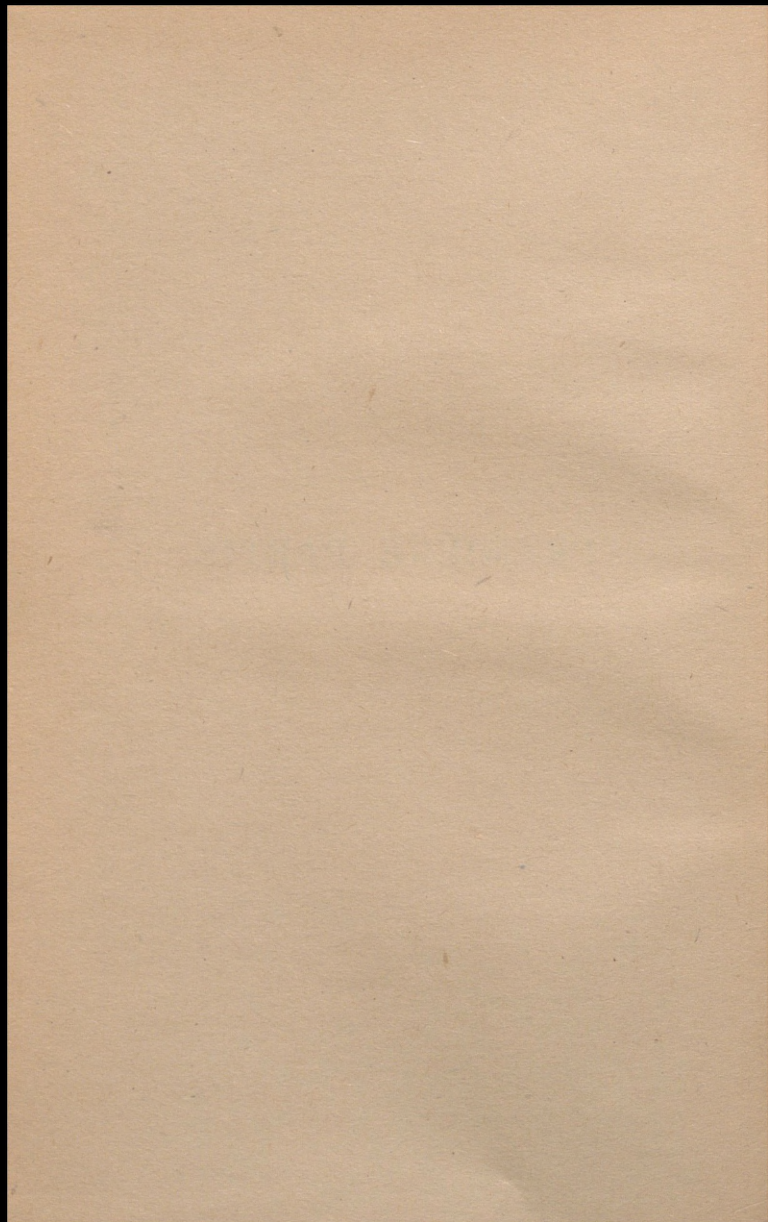
MEGALOPOLIS

KALAMAI

SPARTE



PREMIÈRE PARTIE



## *GENESE DE LA RESISTANCE GRECQUE*

La résistance naquit et grandit en Grèce en dehors de toute influence officielle — soit des vieux partis politiques organisés soit du gouvernement royal réfugié à l'étranger — comme un mouvement spontané embrassant toute la nation et ayant un caractère essentiellement populaire.

La lutte pour la libération commença dès le lendemain de l'invasion. A ce moment critique pour la nation, les « réalistes », les opportunistes et les traîtres de tout acabit, avaient suivi les Tsolakoglou, les Logothétopoulos et autres Quislings grecs, qui s'étaient mis au service des envahisseurs. Ils espéraient pouvoir entraîner derrière eux les masses gagnées par la déception, le découragement et cette sorte de fatalité du malheur qui suit les grands désastres. Leur principal argument était la victoire certaine et prochaine du Reich — l'argument des collaborationnistes français.

Les milieux politiques et militaires, eux, étaient tombés dans une apathie totale, jugeant

vain et périlleux tout effort contre la formidable machine de guerre allemande, peut-être même doutant de la possibilité d'un tel effort de la part du peuple grec épuisé par la guerre contre l'Italie et écrasé sous la botte de l'envahisseur allemand. Les anciens chefs de partis déconseillaient les gestes « prématurés », qui useraient le peu de forces restant encore au peuple grec; ils jugeaient plus prudent de les garder pour le « grand moment », la veille du débarquement allié en Grèce. D'une manière générale, on se laissait aller à une attitude d'« attentisme » oisif ou on prêchait tout au plus, timidement, et sans conviction, la « résistance passive ».

Seuls quelques hommes résolus et téméraires, emportés par une volonté farouche de repousser la défaite, se déclarèrent franchement pour la continuation de la lutte contre l'envahisseur. Ces « fous » savaient aussi bien que les autres, les « sages », que les faibles forces qu'ils sauraient mettre en ligne représentaient peu de chose, pour ne pas dire rien, dans la lutte gigantesque, qui continuait à se dérouler sur le continent; ils se rendaient aussi parfaitement compte que la résistance accumulerait de nouveaux malheurs sur le peuple grec déjà si éprouvé; qu'en portant le « désordre » dans les campagnes, ils exposeraient à la catastrophe certaine les maigres sources de ravitaillement du pays : les villages; bref, ils avaient pleinement conscience de la gravité de leur geste et des lourds sacrifices que celui-ci devait comporter pour le peuple grec. En même temps, ils n'avaient aucun espoir de recevoir la moindre aide venant de l'étranger, et voyaient devant eux la sombre perspective d'une guerre très longue. On était alors en 1941, et on prévoyait à peine 1943 comme l'année du grand effort offensif des alliés. En attendant on ne faisait qu'enregistrer des victoires allemandes.

Mais ce qui comptait avant tout aux yeux de

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

ces hommes, c'était de garder à la Grèce son rang glorieux de nation combattante, de réagir contre le virus de la démoralisation, de maintenir intact l'esprit du peuple grec et de ranimer la flamme de la foi de la nation en son avenir et sa destinée. L'acceptation passive de l'occupation signifierait moralement la mort de la nation. Une autre pensée éminemment nationale dominait en outre leur esprit : en continuant le combat pour la cause alliée, la Grèce remplissait jusqu'au bout son devoir, consolidait les titres qu'elle possédait à la victoire et s'en donnait de nouveaux.

Dans l'état où se trouvait alors le peuple grec, après la défaite, et après l'effort démesuré qu'il avait fourni et les lourds sacrifices qu'il avait supportés durant la guerre contre l'Italie, où tout semblait être perdu, il fallait beaucoup de courage, beaucoup d'optimisme et une confiance solidement établie en la vitalité de la race, pour croire encore à la possibilité d'une action de résistance. Mais ces hommes comptaient sur l'amour du peuple grec pour la liberté.

Les proportions qu'a prises le mouvement de la résistance ont prouvé par la suite d'une manière éclatante combien ils avaient raison.

### LE FRONT NATIONAL DE LIBERATION.

Il y a eu, paraît-il, une centaine de groupes de résistance en Grèce, allant de la simple « bande » d'*antartes* (guerrillas), composée de quelques hommes sous un chef librement choisi (et qui répondaient beaucoup plus aux traditions de la guerre de l'indépendance qu'aux exigences du moment, mais qui étaient de toute façon une émouvante manifestation de la vitalité du peuple grec et de son amour pour la liberté) jusqu'aux organisations complètes dis-

## LE DRAME DE

---

posant de véritables forces armées. A la tête de cette magnifique armée de patriotes se plaçait le Front national de libération, désigné par les initiales de son nom grec : E. A. M. (Ethnikon Apéléfthérotikon Métopon). Sa naissance et son développement s'identifient avec la naissance et le développement de la résistance grecque.

Les bases de l'E. A. M. ont été jetées dès septembre 1941, soit quatre mois à peine après l'entrée des Allemands à Athènes. Ses fondateurs étaient les éléments militants de gauche : communistes, socialistes, républicains, libéraux de gauche, paysans, ainsi que de différentes organisations ouvrières, qui durant quatre ans avaient mené clandestinement la lutte contre la dictature du général Metaxas. Leur premier geste fut d'inviter tous les partis et toutes les organisations politiques, tous les citoyens, indépendamment de leurs convictions anciennes ou présentes, à se rallier au programme d'action du mouvement de libération, qui se résumait dans l'organisation de la lutte contre les envahisseurs.

L'idée fondamentale des fondateurs du Front national de libération était d'entraîner dans la lutte le peuple grec tout entier. Des comités sont à cet effet constitués partout; leur tâche est de prendre l'initiative dans une série de campagnes pour les revendications immédiates du peuple affamé : amélioration des conditions matérielles de la vie, ravitaillement, salaires, etc., pour l'amener peu à peu à une conception plus élevée de la lutte pour la libération.

Au printemps 1942, l'E. A. M. enregistre son premier succès sur le plan politique : c'est la grève des fonctionnaires, éclatée le même jour (14 avril) dans les quatre principales villes du pays : Athènes, le Pirée, Salonique, Patras. C'est en effet un succès considérable. Pour la première fois depuis le commencement de la guerre une

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

grève a lieu dans un pays occupé par les forces allemandes. Et, le plus extraordinaire, les grévistes ont gain de cause. Après une semaine de grève le gouvernement du Quisling grec Tsolakoglou doit accepter toutes les revendications des fonctionnaires : augmentation des traitements payement partiel, en vivres, etc...

En septembre de la même année une nouvelle grève — grève générale, celle-ci — éclate à Athènes, menée également par l'E. A. M. Les employés et les ouvriers, y compris ceux des usines travaillant pour la guerre, descendent dans les rues de la capitale pour proclamer leur volonté de vivre. Cette grève est aussi un succès; le gouvernement Tsolakoglou cède encore et promet tout.

Au début de 1943, l'E. A. M. lance une violente campagne contre la mobilisation de la main-d'œuvre grecque pour le Reich. Le peuple répond par une véritable levée en masse. Le 5 mars des dizaines de milliers d'hommes et de femmes de toutes les classes descendent dans les rues d'Athènes, désarment la police, envahissent le ministère du Travail et détruisent tous les documents déjà préparés pour la mobilisation de la main-d'œuvre grecque. Des rencontres sanglantes ont lieu avec les forces armées allemandes; des tanks tirent sur la foule; les morts et les blessés se chiffrent par centaines. Mais la révolte du peuple grec contre le travail d'esclaves n'est pas brisée. Le même jour les employés d'Athènes proclament la grève générale pour appuyer les manifestations populaires. Quelques jours plus tard, c'est la grève générale ouvrière. Et l'E. A. M. obtient sa première victoire, cette fois, sur l'envahisseur : la promesse, faite par le gouvernement grec au nom des autorités allemandes, qu'il n'y aura pas de service du travail obligatoire, en Grèce.

Cependant ces succès n'ont qu'un caractère

## LE DRAME DE

---

négatif, et la lutte pour la libération ne peut être qu'une lutte éminemment offensive. Aussi l'effort de l'E. A. M. est dirigé vers l'organisation d'une force armée de la résistance. En décembre 1941 les premières dispositions sont prises à cet effet. Cette force armée sera la E. L. A. S. (Armée nationale populaire de libération). On commence par grouper les guerrillas isolées, qui ont déjà pris le maquis, et à former une force de réserve avec les partisans de l'E. A. M. possédant déjà une instruction militaire, tandis que, d'autre part, on prépare de nouvelles recrues. Ce travail d'organisation et d'instruction est fait par un groupe d'officiers ayant adhéré de bonne heure au mouvement.

C'est ainsi que le mouvement de résistance grec avec son armée de libération commence à croître et à prendre forme au milieu de ce sinistre hiver 1941-1942, hiver de famine et de mort. Les émissaires de l'E. A. M. parcourent les villes et les villages du pays, recrutant des hommes, ramassant des armes ; et, au printemps de 1942, les premières formations de l'E. A. M. entrent en action. Ces forces sont encore très modestes et leur activité est limitée. D'ailleurs leur tâche n'est pas facile. Comme dans tous les pays occupés, elles doivent lutter contre l'envahisseur et contre ses mercenaires recrutés dans le pays même, et aussi contre les « forces de l'ordre » : la gendarmerie grecque qui reçoit les ordres du gouvernement des Quislings d'Athènes. En outre, les forces armées de la résistance doivent faire front aux bandes de malfaiteurs et de brigands qui, à la faveur de la famine, sont devenues un véritable fléau pour les populations rurales.

C'est pourquoi les objectifs de la lutte sont multiples. Il ne s'agit pas seulement de combattre l'envahisseur ; il s'agit aussi de rétablir

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

un certain ordre dans les régions libérées et de donner aux populations le sentiment de la sécurité, puisque c'est surtout sur les populations rurales que doit compter le mouvement de libération pour survivre et développer la lutte.

Les premiers succès des forces de la résistance soulèvent une vague d'enthousiasme dans tout le pays ; ce ne sont encore que de petits succès sporadiques : attaques de petites garnisons ou convois italiens ou allemands isolés, désarmement de gendarmes grecs, punition de traîtres, etc... Mais ce qui compte c'est l'apparition de la résistance ; c'est le fait même de cette activité qui marque la présence d'une force armée de la nation, certes encore peu importante mais guidée par la ferme volonté de frapper l'envahisseur et ses complices. Le peuple grec, surmontant sa défaite et sa misère, se lance dans la lutte pour la libération et reprend ainsi sa place dans les rangs des combattants alliés.

Avant la fin de l'année 1942, le mouvement de la résistance, favorisé par la nature montagnaise du pays, a pris de telles proportions qu'en septembre/octobre le commandement italien entreprend sa première « action punitive » dans la Grèce septentrionale, où les guerrillas sont particulièrement actives. Fin novembre la E.L.A.S. remporte son plus beau succès : la destruction du pont de Gorgopotamos, sur la ligne Athènes-Salonique. Le système des communications allemand est ainsi paralysé à un moment critique de la bataille d'Afrique ; ce qui représente un avantage important pour la 8<sup>e</sup> armée britannique, la Grèce servant de principale base d'approvisionnement à l'Afrikakorps de Rommel. En reconnaissance de cette activité, le haut commandement allié dans le Moyen-Orient adresse à l'E. A. M. ses félicitations.

Ainsi grâce au Front national de libération, la lutte contre l'envahisseur prend la forme d'une lutte organisée, menée avec système et méthode, et se développe rapidement. Le mouvement de résistance gagne tout le pays; les guerrillas de la E.L.A.S. sont actives partout, en Thrace, en Macédoine, en Epire, en Thessalie, au Peloponèse et même dans les îles : Crète, Samos, Mytilène etc. Les rencontres avec les troupes d'occupation deviennent de plus en plus fréquentes; les communiqués officiels italiens en parlent régulièrement. En 1943, la lutte des guerrillas de la E.L.A.S. entre dans une nouvelle phase; les *antartes* deviennent de vrais soldats d'une armée régulière disciplinée, avec ses services d'intendance et ses services sanitaires (malgré le manque de médicaments). Les lignes de communication de l'envahisseur sont constamment menacées et coupées; en maint endroit ses forces sont confinées dans les grands centres urbains et le long des voies ferrées.

Au début le problème le plus sérieux pour l'organisation des forces armées de la E.L.A.S., était celui des cadres; les officiers étant plus ou moins sous la coupe des anciens partis, se montraient plutôt hésitants sinon hostiles au mouvement populaire de résistance, malgré les appels réitérés à leur patriotisme faits par l'E.A.M. Mais peu à peu, impressionnés par ses premiers succès et par l'ampleur qu'avait prise le mouvement, ils se laissèrent convaincre.

C'est ainsi que le Front national de libération, qui fut la première organisation de résistance grecque, devint la plus puissante et la plus importante de toutes. Ses adversaires eux-mêmes devaient reconnaître que l'E.A.M. avait entraîné au début « toute la nation. » (1)

---

(1) D'après le général Ventiris, qui représenta à la conférence du Liban les petites organisations militaires.

### *L'ŒUVRE CONSTRUCTIVE DE L'E.A.M.*

Il va sans dire qu'un mouvement d'une telle envergure ne pouvait guère exister et se développer sans l'appui entier de la population. Le mouvement du Front national de libération comptait en effet parmi ses partisans des dizaines de milliers d'hommes et de femmes de tous les milieux sociaux, de tous les partis, ses rangs étant ouverts à tous. Tout le peuple grec était effectivement mobilisé et travaillait pour ses soldats, pour les nourrir, les habiller et les chausser, malgré les mille difficultés et les dangers que présentait ce travail, malgré les privations et le manque de matières premières, et en dépit des représailles terribles des envahisseurs.

Le Front national de libération, après avoir été le noyau de la résistance, finit par encadrer la nation toute entière dans la résistance. C'est pourquoi il dépassait la forme d'une simple organisation de guerrillas et embrassait la vie de la nation toute entière dans ses multiples manifestations. Son activité se développait dans tous les domaines. La lutte pour la libération était menée sur une échelle tellement large qu'elle prenait l'aspect d'une œuvre amplement constructive. Outre la création de l'armée de libération, principal instrument de la résistance, l'E.A.M. devait se charger des tâches lourdes et compliquées de l'organisation de la nouvelle vie nationale.

La clé de voûte du mouvement était le « Comité politique de libération nationale » (P.E. E.A.), constitué en mars 1944. La création de ce comité découlait directement de l'étendue prise par le Front national de libération à la suite de son activité couronnée de succès contre l'envahisseur. Déjà à la fin de l'année 1943, des grandes tranches du territoire grec, en Épire, en

Thessalie, en Macédoine, etc., étaient contrôlées ou entièrement libérées par les forces de la E.L.A.S. Des centaines de villages dans les régions montagneuses du pays, du Pinde, de l'Olympe, du Parnasse, etc., vivaient également, grâce à l'activité des guerrillas de l'E.A.M., sous un régime de liberté. Une foule de problèmes administratifs surgissaient ainsi; et ces problèmes devaient être résolus, si on ne voulait pas plonger la partie libérée de la Grèce dans l'anarchie et le chaos. Cette première étape fut heureusement franchie par l'institution de conseils municipaux ou communaux, librement choisis par la population, et assistés de commissions populaires spéciales chargées des questions de ravitaillement, des questions juridiques et autres. Il fallait cependant un organisme central pour coordonner tout ce travail administratif et prendre la direction de tout le mouvement. Ce fut le « Comité politique de libération nationale ».

C'est avec une légitime fierté que le commandant en chef de la E.L.A.S., le général Sarafis, pouvait dire à la conférence pan-hellénique du Liban que l'activité du Front national de libération et de ses forces armées avait ranimé et exalté l'esprit de la nation grecque, avait grandement contribué à la lutte des Alliés et créé des conditions d'une vie libre et ordonnée dans les vastes régions des territoires grecs libérés.

### *LES ORGANISATIONS SECONDAIRES DE RESISTANCE.*

Après l'E.A.M. venait, dans l'ordre d'importance, la E.D.E.S., (Armée grecque démocratique nationale). Cette organisation avait plutôt le caractère d'une armée privée; elle pouvait

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

être considérée comme l'armée spéciale des partis venizeliste et républicain.

Comme tous les éléments militants de ces partis, la E.D.E.S. aussi se réclamait du général Plastiras qui, tout en vivant en exil (en France), gardait entier le prestige qu'il a toujours exercé depuis qu'il apparut sur la scène politique comme chef de la révolte militaire de 1922.

La création de la E.D.E.S. avait suivi celle de l'E.A.M.; on peut même dire que, dans une certaine mesure, elle a été provoquée par celle-ci. Les grands partis venizeliste et républicain ne pouvaient pas laisser le terrain libre aux forces « de gauche », qui se groupaient autour du Front national de libération; ils se voyaient forcés de réagir contre la puissante attraction qu'exerçait ce mouvement dans leurs propres rangs. Le succès rapide de l'E.A.M. les avait donc obligés à abandonner leur réserve et à sortir de leur « attentisme ».

Mais, à vrai dire, à l'origine de la E.D.E.S. il y a eu une aventure personnelle de son chef, le colonel Zervas. Très connu pour son passé orageux, il était devenu suspect aux autorités d'occupation. Menacé d'être arrêté, il prit le maquis dans l'Epire méridionale. Là il fonda peu à peu un petit groupe de guerrillas, qui fut le noyau de la future « Armée grecque démocratique nationale ».

Le caractère d'organisation privée de la E.D.E.S. était souligné par la façon dont s'effectuait le recrutement de ses membres. La E.D.E.S. ne s'adressait pas aux masses; elle ne faisait aucune propagande pour les attirer; elle ne prétendait du reste pas être ou devenir un mouvement de masses — sachant sans doute qu'elle n'y parviendrait jamais. Ses rangs n'étaient pas ouverts à tout le monde; seules pouvaient y entrer des « personnes de confiance », celles dont la fidélité à l'idéologie vénizelo-ré-

## LE DRAME DE

---

publicaine ne faisait pas de doute; et encore ! après avoir été « initiées » aux buts de l'organisation et prêté serment. Tout se passait en somme ici dans une véritable atmosphère de conspiration.

Des autres groupes mineurs de résistance émergeaient une demi-douzaine d'organisations ayant acquis une certaine notoriété publique. Parmi celles-ci, se plaçait d'abord la E.K.K.A. (Ligue nationale sociale de libération). C'était une organisation de caractère plutôt militaire, composée en grande partie d'anciens officiers ayant servis sous les différents régimes, unis sous un même idéal : la libération du pays et la réalisation de ses aspirations nationales.

Une autre organisation, moins importante encore que la précédente était la P.A.O. (Organisation pan-hellénique de libération), composée presque exclusivement d'anciens officiers royalistes, de tendances nationalistes-irrédentistes. Il y avait encore la P.E.K. (Comité pan-hellénique national), composé de quelques officiers métaxistes, qui cherchaient à se racheter aux yeux du peuple grec, en affichant des sentiments farouchement antibulgares, la haine contre l'envahisseur bulgare étant très vive en Grèce; la *Iera Taxiarchia* (Brigade Sacrée); la *Agonizomeni Ellas* (La Grèce combattante), etc.

Cependant toutes ces organisations, si louables que fussent leurs intentions patriotiques, n'étaient, à vrai dire, que des chapelles de la résistance, et leur importance a toujours été très limitée.

## II

### LA RESISTANCE ET LE GOUVERNEMENT ROYAL.

La première organisation de résistance avec laquelle le commandement allié dans le Moyen-Orient prit contact en Grèce, fut le Front national de libération. Et bien que ses tendances « extrémistes » et l'influence qu'y exerçaient les communistes fussent connues, le commandement allié n'hésita pas à lui prêter son aide (1), n'ayant qu'une chose en vue : la lutte contre l'envahisseur dans laquelle le Front national de libération se trouvait engagé. Et l'extension rapide qu'avait prise cette organisation justifiait pleinement l'action du commandement allié.

Si le gouvernement grec réfugié au Caire avait eu à cœur la lutte contre l'envahisseur, il aurait dû être le premier à indiquer aux alliés la nécessité de soutenir et d'armer les forces du Front national de libération, ou tout au moins de suivre l'exemple du haut commandement allié du Moyen-Orient et de donner son propre appui à l'E.A.M. D'abord parce qu'il était la première organisation de résistance qui, à l'encontre des autres organisations fragmentaires, embrassait l'ensemble de la nation; en second lieu parce que, dans la balance des forces de guerre, il représentait le véritable apport de la résistance grecque. Si l'on pouvait parler d'une activité de guerrillas organisée et efficace en Grèce, c'était bien de celle du Front natio-

---

(1) *The Times*, 2 novembre 1943.

nal de libération. Si l'on pouvait envisager une action militaire plus vaste contre l'envahisseur, voire des opérations combinées avec les forces alliées au moment d'un débarquement en Grèce, on ne pouvait penser qu'à l'E.À.M.

Mais le gouvernement royal grec a toujours ignoré le Front national de libération, et a tout fait pour entraver son développement. Le président du conseil, M. Tsouderos, ne s'est jamais intéressé à la résistance. Dans la hiérarchie des « questions nationales » qui préoccupaient son gouvernement, la question capitale de la résistance ne tenait qu'une toute petite place. M. Tsouderos ne s'est jamais avisé de parler de la nécessité d'envoyer à ces hommes héroïques, qui menaient sur le sol national une lutte inégale contre l'envahisseur, les armes et les équipements militaires qui leur faisaient défaut; ce qui rendait leur tâche déjà assez difficile plus dure encore. La magnifique lutte du peuple grec contre l'envahisseur laissait complètement indifférent ce président du prétendu gouvernement grec. Son attitude, entièrement négative à l'égard du mouvement de résistance, était franchement hostile à l'égard du Front national de libération.

Pourquoi ? Toute la question est là.

### *TENDANCES SOCIALES DE LA RESISTANCE GRECQUE.*

En Grèce, comme dans presque tous les pays envahis — la résistance acquit un caractère populaire de mouvement de masses; ce qui fait qu'au problème national s'est greffé la question sociale. De là la complexité et la confusion apparente de la situation — et l'âpreté du conflit.

Le grand tort du peuple grec est en somme d'avoir mené la lutte dans l'esprit de la Charte



## LA RESISTANCE GRECQUE

---

de l'Atlantique, à la fois contre l'envahisseur et contre le fascisme, pour la liberté nationale et pour la liberté tout court.

Le Front national de libération dépassait les cadres d'une simple organisation de résistance et se détachait des autres organisations de patriotes par ses tendances sociales. Il menait la lutte sur le plan national et social à la fois. Sorti des masses il avait gardé son caractère de mouvement de masses, dressé à la fois contre l'ennemi du présent, l'envahisseur, et contre l'ennemi de demain, la dictature. Tous ceux qui étaient prêts à se battre pour cette double cause du peuple grec — qui n'a rien à voir avec une « idéologie » quelconque et encore moins avec le communisme — avaient leur place dans les rangs du Front national de libération. C'est là le secret de sa constante progression, alors que les autres organisations s'atrophiaient et périlclitaient.

Les buts du Front national de libération se confondaient avec les vœux profonds de la nation toute entière : libération nationale et liberté politique. A l'encontre des mouvements de résistance dans d'autres pays qui, apolitiques au début, se sont peu à peu donné des tâches politiques, en Grèce le Front national de libération posa dès le début, conjointement avec le problème national, le problème politique. Sa devise, formulée dans son premier appel au peuple grec, était : « Union de tous les Grecs pour la libération nationale et pour l'assurance de la souveraineté populaire ».

C'est dans le creuset de l'action, dans la lutte contre l'envahisseur que s'est forgée une conscience nouvelle du peuple grec, dominée par le sens social réveillé et faite d'idées et de sentiments nouveaux, qui emportèrent comme un raz de marée toutes les barrières des préjugés du passé.

Dans cette œuvre de rénovation le Front national de libération s'est automatiquement trouvé dressé contre l'ancien monde politique grec, ces partis momifiés, après avoir conduit le pays à l'anarchie et à la faillite, avaient tout juste servi — beaucoup plus que le « péril communiste » — de prétexte pour l'instauration de la dictature. (1)

Ces politiciens impénitents, vivant dans un monde périmé, au milieu des fantômes d'un passé à jamais mort, et rêvant toujours de résurrections impossibles, se sont eux-mêmes exclus du mouvement de renaissance nationale porté par la résistance. Ayant dès le début méconnu l'importance de celle-ci, ils n'ont rien compris par la suite de son rôle historique. Ils pensaient que le mouvement de résistance disparaîtrait avec la guerre et l'occupation, et que le jour de la libération marquerait leur rentrée en scène.

Or, comme tous les peuples opprimés, qui ont partout porté le poids de la résistance, le peuple grec aussi n'a pas lutté pour le retour à un passé condamné, dont le dernier souvenir qu'il a gardé, est la dictature métaxiste, mais pour un avenir meilleur, pour une Grèce rénovée, digne de lui et de sa gloire d'antan.

### LE GOUVERNEMENT ROYAL CONTRE LA RESISTANCE

C'est précisément le caractère populaire et social de la résistance grecque qui a toujours fort incommodé le gouvernement royal. Pour ces messieurs, le mieux eut été que la résistance

---

(1) « Il est certain qu'en Grèce, ce qu'on appelle les courants populaires, gagnent du terrain », écrivait M. René Payot, dans le *Journal de Genève* du 28 avril 1944. Et il ajoutait : « Les hommes qui entourent le roi sur terre étrangère sont dépassés par les événements ».

n'eût jamais existé. Dans son message de Noël 1943 au peuple grec, M. Tsouderos conseillait paternellement aux guerrillas de « retourner à leurs œuvres paisibles » ! Ainsi le président du Conseil grec faisait chorus avec la propagande allemande et les Quislings d'Athènes.

Mais c'est le ministre de la Sûreté de la dictature de Metaxas, le Himmler grec de sinistre mémoire, Maniadakis, qui a le mieux exprimé, avec la brutalité inconsciente du policier, les sentiments profonds des milieux officiels et des fascistes grecs à l'égard de la résistance.

Dans une série d'articles qu'il a publié dans le journal grec de Buenos-Aires *Patris* (3-6/17-8 1944), il s'en prenait ouvertement aux initiateurs de la résistance en Grèce pour avoir agi à l'encontre des sentiments des « patriotes » et de la « grande majorité du peuple grec », et pour être devenus ainsi « la cause de grands malheurs et de grandes catastrophes pour le pays » !

Aux yeux de ce parfait fasciste, la vraie politique « nationale » que devait suivre le peuple grec sous l'occupation, était celle des Quislings d'Athènes — qu'il appelle, avec une rare élégance, « le gouvernement grec esclave » ! Car il n'admet pas que ceux-ci aient trahi leur pays; il est même convaincu qu'ils n'étaient « nullement disposés à aider ou à faciliter la tâche de l'envahisseur ». Eux aussi étaient de bons « patriotes ». Seule leur tactique était différente, en ce qui concernait notamment « la manière et le moment où il fallait donner libre cours à la haine et partant, à l'action contre l'envahisseur ». Et sur ce point les Quislings d'Athènes étaient en accord avec « la grande majorité des patriotes grecs » beaucoup plus que les chefs de la résistance !

Et le chef de la Gestapo de la dictature métaxiste de donner raison à la police du « gouvernement grec esclave » qui sévissait contre

les « bandes de guerrillas », « en pleine conscience d'accomplir une œuvre nationale » !

Ce « bon grec » reproche aussi au haut commandement allié dans le Moyen-Orient d'avoir pris au sérieux la contribution des guerrillas grecques à la cause alliée et les « petits incidents sans importance » que représentaient leurs combats contre l'envahisseur, leur activité « négative, du point de vue national » se développant uniquement dans les régions montagneuses délaissées par les Allemands !

Les hommes de la résistance ne méritaient que « la malédiction et l'anathème national pour les maux et les catastrophes qu'ils accumulaient sur la tête du peuple grec sous prétexte de la lutte nationale ».

Si ce digne serviteur de la dictature, était appelé demain à prêter de nouveau ses services « pour le maintien de l'ordre », il ouvrirait tout grands les bras aux collaborationnistes grecs, et sévirait avec violence contre les hommes de la résistance, « en pleine conscience de remplir une œuvre nationale ». Ajoutons que les articles de Maniadakis portent le titre général : « Parlons franc ». En effet !

Au début, le gouvernement royal installé au Caire ne se montra guère inquiet des progrès du Front national de libération et de son activité militaire. Il fondait alors sa confiance sur les forces armées qu'il était en train d'organiser, avec l'appui des Anglais, dans le Moyen-Orient, pour poursuivre certes le combat aux côtés des alliés, mais surtout pour s'en servir ensuite, la guerre terminée, afin de s'imposer au pays.

Voici ce qu'écrit à ce sujet dans son livre (1) l'amiral Sakellariou, ancien chef de l'état-major de la marine pendant la guerre contre l'Italie,

---

(1) « *La position de la Grèce dans la seconde guerre mondiale* », paru, en grec, au début de 1944, à New-York.

qui fut vice-président de Conseil dans le cabinet de M. Tsouderos jusqu'en avril 1942, et dont la personnalité se détache à coup sûr parmi les ex-collaborateurs du dictateur Metaxas :

« Ces gens (M. Tsouderos et son entourage) oublient la guerre et l'affreux état dans lequel se trouve la patrie; ils n'ont qu'un souci : comment rester au pouvoir. Ils pensent que la fin de la guerre est proche et qu'il faut qu'ils soient, eux, les premiers à débarquer en Grèce libérée, en imposant leur volonté au moyen des forces armées qu'ils tiendront en mains. »

Tous les postes de commandement de ces forces étaient confiés à des officiers ayant la confiance de M. Tsouderos et de la clique royale. Leur nombre était déjà assez important; mais on en fit sortir de Grèce d'autres encore, avec l'aide des autorités britanniques.

Mais ces plans ont été brusquement renversés. Dès la fin de 1942, un fort mouvement de réaction s'empara de l'armée et de la marine de guerre; et en mars 1943, il éclata avec violence au sein de la 1<sup>re</sup> brigade en formation. Quelques semaines plus tard, il s'empara de la 2<sup>e</sup> brigade. Ce mouvement étant bien entendu taxé de « communiste », le gouvernement répondit par une série de mesures vigoureuses : arrestations, emprisonnements, déportations à des camps de concentration dans le désert; mais il se vit quand même contraint d'abandonner son projet de « réorganisation » des forces armées par leur transformation en troupes de choc de la future dictature. Le roi dut même se séparer de quelques uns de ses plus fidèles serviteurs du temps de la dictature métaxiste qu'il avait gardés près de lui, tel l'amiral Sakellariou, commandant en chef de la flotte. Et la crise emporta également le vice-président du Conseil, ministre de la Guerre, M. Canellopoulos, nouvellement nommé, après

sa fuite de Grèce, et dont en sa qualité d' « homme de gauche », s'étaient servi les Anglais et la clique royale pour mieux arriver à leurs fins : la transformation de l'armée en instrument de la cause royale-fasciste.

Cette première crise était un avertissement ; elle signifiait que le gouvernement ne pouvait pas compter sur les forces armées régulières du Moyen-Orient. Celles-ci avaient montré qu'elles se refusaient à se prêter au rôle auquel on les destinait. Le fait était d'autant plus grave que ces troupes, la 2<sup>e</sup> brigade notamment, accusées maintenant d'être « noyautés » par le Front national de libération et les communistes, s'étaient magnifiquement comportées à El Alamein et lors de la glorieuse campagne africaine d'octobre/novembre 1942. C'étaient ces troupes, dont le général Montgomery avait dit être « heureux d'avoir commandé de tels hommes ».

D'ailleurs, la réaction de ces « communistes » avait eu alors comme effet le remplacement des ministres totalitaires renvoyés par des personnalités vénizelistes de premier plan, tels le fils d'Eleuthère Venizelos, M. Sophocles Venizelos, chef du parti libéral fondé par son père, et MM. Sofoulis, Roussos et Karapanayotis. Enfin, le président du Conseil, M. Tsouderos lui-même, reconnaissait le bien fondé de la réaction de l'armée contre sa « fascistisation », lorsqu'il déclarait que son gouvernement était fidèle « au principe de la souveraineté populaire », et qu'il considérait comme son devoir de déposer le pouvoir dès son retour à Athènes, la Grèce une fois libérée, afin qu'un nouveau gouvernement « représentant tous les partis politiques et toutes les forces nationales » puisse être formé.

Toujours est-il que l'échec du plan du gouvernement du Caire de se donner une armée comme instrument de sa politique, posait pour

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

lui toute la question de la résistance. A partir de ce moment ses yeux se tournèrent vers la Grèce. La force armée sur laquelle il comptait pour la mater du dehors lui ayant échappé, il cherchait désormais un autre moyen pour la diviser et l'affaiblir par le dedans, tout en se donnant en même temps une force sur le plan de la résistance.

### *INTRIGUES AU CAIRE POUR DIVISER LA RESISTANCE*

C'est dans ces circonstances que le gouvernement royal commença à s'occuper, pour ainsi dire sérieusement, de la résistance. Déjà à ce moment le président du Conseil, M. Tsouderos, était à pied d'œuvre pour détourner l'intérêt que le commandement allié du Moyen-Orient portait au Front national de libération et pour le porter sur la E.D.E.S. Maintenant ce travail était systématisé et intensifié. Le but du gouvernement du Caire était de faire de la E.D.E.S. une sorte d'organisation privilégiée, jouissant de l'appui exclusif, moral et matériel, des alliés; ce qui, dans sa pensée, suffirait pour la rendre la plus forte de toutes les organisations de résistance et surclasser le Front national de libération. Celui-ci, abandonné par les alliés et combattu par le gouvernement, finirait par disparaître... (1).

(1) L'amiral Sakellariou affirme dans son livre déjà cité que le gouvernement du Caire envoyait de l'argent à certaines organisations de guerrillas (la E.D.E.S.). Cet ancien collaborateur de M. Tsouderos va jusqu'à affirmer que ce dernier a provoqué la division dans la résistance, et le dénonce comme le responsable de la lutte fratricide parmi les patriotes grecs : ayant entraîné dans ses intrigues les agents des services secrets britanniques, il était ainsi devenu la cause de « leur néfaste immixtion dans les affaires intérieures grecques ».

Vers la fin mars 1943, c'est-à-dire immédiatement après les incidents dans les forces armées du Moyen-Orient, on annonçait officiellement au Caire que le colonel Zervas avait envoyé au roi Georges un « message de dévouement ». A cette occasion le chef de la E.D.E.S. était qualifié dans le communiqué de « chef des différents groupes des combattants libres en Grèce ». Ce geste, inspiré sans doute par M. Tsouderos, visait à mettre son protégé, compromis par son passé « républicain », en bonne posture vis-à-vis du roi et vis-à-vis des Anglais.

Du colonel Zervas on savait jusqu'alors qu'il était un ancien officier vénizéliste, ayant joué un rôle actif — peu glorieux d'ailleurs — dans tous les coups de force depuis la révolte militaire du général Plastiras en 1922. Après avoir suivi ce dernier, il l'abandonna plus tard pour devenir le bras droit de son rival, le général dictateur Pangalos, contre lequel il conspira également par la suite, étant passé au service du rival de celui-ci, le général Condylis.

Tout à coup ce personnage si peu recommandable connut une publicité aussi tapageuse qu'inattendue, tous les services de propagande du gouvernement du Caire s'étant chargés de faire de lui le « héros de la résistance grecque ». A la radio du Caire — et même de Londres — ainsi que dans une grande partie de la presse britannique et américaine, il n'était plus question que de lui ; comme si les vraies forces de résistance en Grèce étaient représentées par la E.D.E.S. Pour mieux rehausser son prestige, on s'ingéniait à servir à l'opinion publique mondiale les plus grossiers mensonges ; le colonel Zervas serait un « héros de la guerre d'Italie », et son nom aurait souvent été cité dans les communiqués officiels grecs (1) ; ce qui relève de la

---

(1) Voir l'article de M. Fritz Kaufmann, *Greece's Hidden Army*, dans le *Maclean's Magazine* du 1<sup>er</sup> octobre 1943.

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

pure fantaisie. On le présentait en outre comme le « commandant en chef » de toutes les guerrillas grecques » (2).

On est même allé jusqu'à composer pour lui un arbre généalogique imaginaire ! Napoléon — c'est son prénom — Zervas appartiendrait à « une famille riche et hautement respectée tenant une place importante dans la vie culturelle de la Grèce moderne ». Un de ses parents serait le critique d'Art, bien connu à Paris, Christian Zervos; un autre serait le Dr. Skevos Zervos, très connu aussi pour ses campagnes pour la cause de son pays natal, le Dodécanèse, et ses travaux historiques (3). Or, les premiers à être étonnés de cette parenté avec le colonel Zervas (avec l'accent sur l'é et un a) seraient ces personnages, dont le nom est d'ailleurs Zervos (avec un o et l'accent sur la dernière syllable). Ces détails sont nécessaires pour donner une idée des méthodes employées dans la campagne contre le Front national de libération.

### UNITE DE LA RESISTANCE GRECQUE.

Cependant, l'unité de la résistance grecque, dont le Front national de libération s'était fait le champion, était forte à tel point que pendant longtemps elle a pu résister aux intrigues du gouvernement royal. Car, en effet, la résistance a toujours été unie en Grèce, tant que les hommes du Caire ne s'en sont pas mêlés.

Ce fait a été oublié par ceux qui comme le *Times* (6 mars 1944) regrettaient que les patrio-

(2) Voir l'article de M. Fritz Kaufmann, ainsi que l'article *Greece Under the Axis*, de M. G. Haniotis, chef des services d'information du gouvernement du Caire aux Etats-Unis, publié dans l'*American Federationist* d'août 1942.

(3) Fritz Kaufmann; article déjà cité.

tes grecs n'aient pas été capables de passer sur leurs différends et d'employer toutes leurs énergies pour la guerre de libération, Pourtant c'est le propre correspondant au Caire du grand organe de la cité qui rappelait (*Times*, 27 octobre 1943) « la façon héroïque dont les guerrillas grecques ont défié les envahisseurs » pendant les années 1942 et 1943; tandis que son collègue à Ankara louait leur « si splendide démonstration d'unité de but et d'action combinés, en particulier pendant les mois d'été 1943. (*Times*, 2 novembre 1943).

L'idée de la collaboration, sur le plan militaire aussi bien que sur le plan politique, a depuis toujours dominé la pensée des dirigeants du Front national de libération. C'était tout naturel; la lutte contre l'envahisseur étant le but suprême, elle devait être menée par toutes les forces de la résistance réunies dans un front commun. Ce front était en effet réalisé grâce à l'initiative de l'E.A.M.

Déjà au printemps de 1943, lorsque l'activité des guerrillas acquit un caractère d'opérations militaires plus ou moins régulières et étendues, elle était dirigée par un commandement général commun, où étaient représentées toutes les forces de résistance, notamment la E.L.A.S., la E.D.E.S. et la E.K.K.A, et auquel participaient également des officiers de liaison britanniques.

Au début de juillet 1943 des rapports plus étroits s'établirent entre les deux commandements, les forces de la résistance agissant désormais suivant les ordres du haut commandement allié au Moyen-Orient. Les opérations étaient combinées maintenant entre les différents groupes de guerrillas dans le cadre d'un plan général. L'envahisseur fut le premier à ressentir les effets de cette unité parfaite de la résistance grecque.

Les guerrillas eurent leur part à la bataille de

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

la Méditerranée. Le correspondant au Caire du *Times* (27 septembre 1943) a expliqué de quelle admirable manière les guerrillas grecques avaient alors servi les plans alliés. Ce fut, disait-il, avant le débarquement en Sicile que les partisans eurent à remplir la tâche la plus importante. Il était nécessaire de cacher au haut commandement allemand le point où allait être déclenchée l'attaque alliée. Les partisans grecs furent chargés, en conséquence, d'entreprendre une opération de diversion dans le but de faire croire aux Allemands qu'un débarquement en Grèce était imminent. L'ampleur que les guerrillas grecques avaient alors donnée à leur activité, avait en effet, induit en erreur les Allemands sur les intentions du haut commandement allié dans la Méditerranée. Le résultat fut considérable; à un moment où les Allemands ne disposaient que de peu de réserves, Hitler dut envoyer en hâte en Grèce quatre divisions, dont une cuirassée et l'autre motorisée. Aussi lorsque les forces alliées débarquèrent en Sicile, il n'y avait que trois divisions seulement en face d'elles.

Il en fut de même plus tard, lors du débarquement sur le territoire de l'Italie continentale et la bataille de Salerno; l'activité toujours intense des guerrillas grecques, s'ajoutant à celle des forces du maréchal Tito, entretenait toujours chez les Allemands l'impression que peut-être, après tout, quelque chose pourrait se produire quand même de ce côté; ce qui les obligeait à y maintenir des forces considérables.

A ce moment critique de la bataille de la Méditerranée, la situation était tellement tendue en Grèce, à la suite de l'activité des guerrillas unies, que le commandement allemand de la Grèce du Nord dut admettre que le pays était en état de révolte.

### *SITUATION MONSTRUEUSE.*

Et pourtant grâce à l'hostilité et aux intrigues du gouvernement royal à l'égard de la résistance, celle-ci souffrait d'une pénurie chronique de moyens de combat. La nécessité d'un appui sérieux et substantiel lui venant de l'extérieur, n'avait jamais cessé d'être impérieuse. Pour tenir, pour durer, pour survivre et se développer, la résistance devait être constamment et richement pourvue en matériel de guerre et en moyens financiers. Cette nécessité était devenue plus urgente du fait que la résistance avait à remplir sa lourde tâche contre un ennemi tout puissant à un moment particulièrement grave de la guerre, alors que la bataille de la Méditerranée battait son plein.

Cette aide substantielle faisait défaut. Les hommes affluaient dans les rangs du Front national de libération, mais les armes manquaient. Le support allié allait en premier lieu à la E.D.E.S., et de ce fait était plus ou moins perdu pour la lutte contre l'envahisseur puisque la E.D.E.S., de par son caractère de troupe de parti, était frappée d'atrophie, et par conséquent, en dépit de tous les appuis officiels, était dans l'impossibilité de prendre l'ampleur du Front national de libération et de se substituer à lui dans la lutte pour la libération.

Telle était la situation dramatique de la résistance grecque qui, qu'on le veuille ou non, s'identifiait, avec le Front national de libération; au lieu d'être soutenue elle était combattue par le gouvernement « responsable » du Caire, qui cherchait à la diviser et à l'affaiblir par tous les moyens.

S'il n'avait tenu qu'aux militaires du haut commandement allié dans le Moyen-Orient, qui

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

avaient déjà pris une part active dans le développement du Front national de libération, les choses auraient continué à suivre leur cours normal; la résistance en Grèce aurait pris les proportions correspondant à l'élan patriotique qui l'animait — et la cause des alliés dans les Balkans en aurait été plus efficacement servie. Mais les militaires n'ont pas toujours été écoutés.

Et l'on assistait ainsi à ce tragique paradoxe, que les hommes, qui devaient être accusés un jour d'avoir négligé l'ennemi pour faire de la politique, ont été en maintes circonstances obligés de limiter leur activité à cause du manque d'armes et de munitions, voire à payer de leur sang cette monstrueuse situation.

### III

#### NAISSANCE DE LA « CRISE ».

La « crise » de la résistance grecque n'était donc pas l'effet de son manque d'unité. C'est parce que la résistance était trop unie que la « crise » a été provoquée, lorsque le gouvernement du Caire s'aperçut que toutes ses intrigues et ses efforts pour la diviser, avaient échoué.

L'unité de la résistance apparut comme un grand danger pour les hommes du Caire lorsque, après avoir fait ses preuves sur le plan militaire, elle se manifesta également sur le plan politique. Ce fut encore une fois par l'initiative du Front national de libération. De même qu'il avait invité tous les Grecs, indépendamment de leurs opinions politiques, à prendre part à la lutte contre l'envahisseur, il tendit maintenant la main au gouvernement royal pour établir l'union nationale sans laquelle les plus beaux exploits de la résistance et ses sacrifices les plus lourds resteraient sans effet.

Quelques semaines seulement avant le déclenchement de la « crise », toutes les organisations de résistance étaient tombées d'accord sur ces deux points qui, à ce moment, dominaient la situation politique :

a) les forces de la résistance devaient participer au gouvernement du Caire qui, tel qu'il était, ne représentait pas la nation;

b) le roi ne devait pas rentrer en Grèce avant le plébiscite qui devait décider de la forme du régime futur de la Grèce.

Le 10 août 1943, une délégation de six membres représentant toutes les organisations de résistance, sous la conduite de M. Tsirimocos, secrétaire du Front national de libération, se rendit au Caire. Le haut commandement allié, dans le Moyen-Orient attachait une telle importance à cette démarche qu'il facilita le voyage des délégués des guerrillas. Les militaires alliés ont toujours envisagé la situation en Grèce — comme en Yougoslavie — uniquement du point de vue militaire; aussi se rendant parfaitement compte de l'importance de la résistance grecque au moment où la bataille de la Méditerranée allait entrer dans sa phase décisive, par le débarquement en Italie, ils tenaient absolument à renforcer la position des guerrillas en leur ouvrant les portes du gouvernement.

Telle était d'ailleurs également la pensée des hommes de la résistance. Dans une note remise au gouvernement dès leur arrivée au Caire, ils déclaraient :

« A l'approche de la bataille décisive pour la libération de notre pays, et afin de coordonner pleinement et de développer au maximum la lutte nationale à l'intérieur et hors de la Grèce, et pour assurer le retour sans heurts du peuple grec à la vie politique libre, (les représentants du peuple grec combattant) considèrent comme indispensable l'entente immédiate de toutes les forces nationales, indépendamment de leurs couleurs politiques, par la formation d'un gouvernement provisoire *d'union nationale*, qui se chargera de diriger la lutte pour la libération dans son ensemble et de mobiliser toutes les forces armées, en Grèce et à l'extérieur, de préparer et assurer la libre expression de la volonté du

peuple grec sur la question gouvernementale et constitutionnelle ».

Et les délégués de la résistance suggéraient une réunion des représentants des partis et des organisations populaires pour discuter en commun avec les membres du gouvernement cette « urgente question nationale ».

Dans une seconde note les délégués de la résistance demandaient une déclaration officielle du roi par laquelle Georges II s'engagerait à ne pas revenir en Grèce avant que le peuple grec se fût prononcé par plébiscite sur la question constitutionnelle.

Sur ce dernier point, à l'exception du président du Conseil, M. Tsouderos, tous les membres de son gouvernement tombèrent d'accord; toutefois aucune suite n'a été donnée à la demande des délégués de la résistance, le roi ayant refusé de faire une telle déclaration. Quant à la participation des représentants de la résistance au gouvernement, elle a été repoussée par M. Tsouderos. Et les délégués des guerrillas rentrèrent en Grèce, après avoir rédigé une longue déclaration, portant la date du 15 septembre 1943 et relatant l'échec de leurs négociations; déclaration qui, bien entendu, a été censurée. La nation grecque ne devait pas savoir pourquoi la première tentative de la résistance pour établir l'union nationale avait échoué.

Pour le gouvernement royal du Caire cette démarche collective des organisations des guerrillas avait servi de leçon. Elle prouvait que toutes les intrigues pour diviser la résistance n'avaient servi à rien; elle montrait aussi que tant que la résistance resterait unie, la situation du gouvernement du Caire et du roi lui-même demeurerait intenable.

Un point particulièrement inquiétant pour M. Tsouderos était l'attitude de sa protégée, la

E.D.E.S. Sa participation au front commun de la résistance n'était pas seulement pour lui une grande déception; elle laissait voir qu'au sein de cette organisation, sur laquelle il fondait tous ses espoirs pour diviser la résistance, les éléments patriotiques l'avaient emporté sur leur propre chef. En effet, alors que les délégués de la E.D.E.S. prenaient au Caire position contre le roi, le colonel Zervas faisait des déclarations de loyauté à l'égard de Georges II.

La résistance apparaissait ainsi, précisément à cause de son unité, comme un grand danger pour le gouvernement royal. Il ne restait donc plus à ce dernier qu'à redoubler ses efforts pour briser cette unité, dresser la E.D.E.S. et les autres organisations mineures contre le Front national de libération.

### *LA RESISTANCE DEVIENT TROP FORTE.*

Un événement considérable vint précipiter la « crise » en renversant toute la situation : la capitulation de l'Italie. Ses répercussions en Grèce furent aussi profondes qu'inattendues.

Jusqu'à ce moment, un certain équilibre existait entre les différentes organisations de résistance; les forces combattantes du Front national de libération, alimentées au compte-goutte, de l'extérieur, grâce aux intrigues de M. Tsouderos, n'avaient pas encore pris des dimensions trop inquiétantes. Cet équilibre est tout à coup renversé. Le Front national de libération est le premier à profiter de la capitulation de l'Italie. Comme ses forces armées sont répandues sur presque tout le territoire grec, il entre en possession de grandes quantités de matériel de guerre italien. C'est au colonel Serafis — d'après

le *Das Reich* du 6 août 1944 — que le général italien Infante remettra, à Larissa, une grande partie du matériel de guerre et des approvisionnements des armées d'occupation italiennes. Cela va permettre à l'E.A.M. de doubler ses forces et de procéder à l'organisation d'une véritable armée, avec des divisions, des régiments et des bataillons bien encadrés et entraînés. (*Hellas*, 11 février 1944).

Si les hommes du Caire avaient vraiment eu à cœur la résistance et son œuvre nationale, ils auraient dû être les premiers à se réjouir de cet accroissement des forces de la plus active organisation de guerrillas. Mais c'est précisément cela qui leur déplut, et qui les troubla. Le Front national de libération prenait à leurs yeux trop d'importance, il devenait trop puissant. Raison de plus pour lui déclarer ouvertement la guerre.

Les observateurs britanniques les mieux disposés à l'égard du gouvernement royal grec, sont d'accord sur ce point : que les hostilités entre le Front national de libération et la E.D.E.S., éclatèrent tout de suite après la débâcle italienne, et que la cause en était due aux « disputes sur les quantités de matériel de guerre que les Italiens avaient préféré livrer aux guerrillas plutôt que de les abandonner aux Allemands, et dont la E.L.A.S. obtint la majeure partie ».

Le correspondant à Ankara du *Times* (2 novembre 1943) écrivait à ce sujet : « Pendant quelque temps ces différentes organisations travaillaient tranquillement et même elles coopéraient avec ce résultat que d'importantes lignes de communications étaient coupées et que les Allemands et les Italiens étaient pratiquement rejetés des régions qui étaient, et qui sont toujours, sous le contrôle presque complet des patriotes. Cela continua jusqu'au moment où les

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

hostilités éclatèrent entre la E.L.A.S. et la E.D.E.S., hostilités dont la cause immédiate semble être le partage du matériel de guerre provenant des forces italiennes après la capitulation de l'Italie ».

Mais ce que la presse britannique ne disait pas, c'était le rôle qu'avait joué dans cette triste affaire le gouvernement royal.

### LA LUTTE FRATRICIDE.

A s'en tenir à la version officielle grecque et aux informations publiées dans la presse britannique, la lutte fratricide aurait commencé de par la faute du Front national de libération. Ses chefs, enhardis par la force militaire soudainement accrue de leur organisation et croyant qu'à la débâcle italienne allait succéder l'abandon de la Grèce par les Allemands ou tout au moins un débarquement allié, auraient voulu profiter des circonstances pour imposer au pays leur domination. A cette fin l'E.A.M. aurait déclenché une violente campagne de calomnies contre ses adversaires, en particulier la E.D.E.S. En outre il aurait mis en œuvre une nouvelle tactique de terrorisme contre ses propres partisans eux-mêmes pour exterminer tous ceux qui s'opposaient à ses fins et briser toute résistance à son accession au pouvoir... (*Times*, 2 novembre 1943).

Les observateurs britanniques étaient cependant d'accord sur un point — qui constituerait une circonstance atténuante : à savoir que le conflit entre l'E.A.M. et la E.D.E.S. était habilement provoqué par les Allemands. Craignant une action générale des guerrillas grecques au moment où la disparition des forces italiennes d'occupation avait laissé un grand vide en

Grèce, l'envahisseur avait tout intérêt à diviser la résistance. (*Times*, 27 octobre 1943). Dans son « avertissement » aux patriotes grecs, le général Wilson insistait particulièrement sur ce fait, que les Allemands n'avaient plus — après la débâcle italienne — qu'un seul espoir de se maintenir en Grèce : affaiblir les Grecs par les querelles intérieures.

Les chefs de l'E.A.M. auraient été les principales victimes des machinations de l'envahisseur en prêtant foi aux racontars disant que la E.D.E.S. collaborait avec les Allemands; que ceux-ci avaient offert au colonel Zervas pour ses hommes des vivres provenant de la Croix Rouge internationale; que celui-ci avait accepté de conclure un armistice avec l'envahisseur. Ce serait là, selon le correspondant au Caire du *Times* (27 octobre 1943), « l'arrière-plan de la lutte entre les deux partis ».

Il est de fait que les Allemands ont été pour beaucoup dans le conflit entre les guerrillas grecques et pour les raisons données par les informations de la presse britannique : afin de les affaiblir à un moment difficile pour les forces d'occupation. Cependant les choses se passèrent en réalité d'une manière bien différente de celle que nous venons de voir exposée par le *Times*.

Pour les Allemands, la résistance a toujours été et continuait à être le Front national de libération. C'étaient ses forces qui étaient devenues particulièrement menaçantes du fait qu'elles avaient reçu de grandes quantités de matériel de guerre italien. Il s'agissait donc en premier lieu, non plus de semer la discorde entre les guerrillas grecques, mais de dresser tout le monde, le peuple grec tout entier, contre le Front national de libération.

« Les Allemands, disait le correspondant à Ankara du *Times* (2 novembre 1943), préparent

une offensive de grand style contre les guerrillas grecques, qu'ils espèrent exterminer séparément en affaiblissant leur efficacité et leur coopération ». Or, ces guerrillas étaient celles du Front national de libération.

### *LES INTRIGUES ALLEMANDES.*

L'action des Allemands pour dominer la situation créée en Grèce à la suite de la capitulation de l'Italie, s'était alors développée sur deux plans différents. D'un côté ils cherchaient à tromper le peuple grecque en se présentant tout à coup comme ses meilleurs amis, et comme les défenseurs de ses intérêts nationaux contre l'impérialisme italien ! Ils croyaient pouvoir exploiter ainsi à leur profit sa haine contre l'envahisseur italien et détourner son attention des perspectives heureuses qu'ouvrait pour la Grèce la débâcle italienne.

Une note officieuse allemande publiée fin septembre à Athènes rappelait que le Führer dans son discours du 4 mai 1941 au Reichstag avait proclamé « que l'Allemagne a toujours eu des sentiments d'estime pour la Grèce, à laquelle elle se sent déjà liée par l'antique culture grecque » ; que l'Allemagne « n'a aucun intérêt politique, militaire ou territorial en Grèce » ; que « le désir de l'Allemagne est que la Grèce obtienne après la guerre dans la famille des peuples européens la place qui lui revient comme Etat libre et indépendant ». Cette déclaration, disait la note officieuse allemande, « est encore valable aujourd'hui ». Et comme pour s'excuser du fait que les armées allemandes avaient envahi la Grèce, la note allemande ajoutait : « Lorsqu'au printemps 1941 le Reich décida

d'aider l'Italie dans les Balkans, il ne le fit pas pour des motifs personnels, mais uniquement pour assister son alliée ».

Les Allemands oubliaient que cet « espace grec », auquel ils s'intéressaient tout à coup d'une manière aussi touchante, Hitler l'avait reconnu en juin 1941 comme faisant partie de l'« espace vital » de l'Italie. Maintenant ils n'hésitaient pas à proclamer que les prétentions italiennes n'étaient que l'effet des ambitions dynastiques de la maison de Savoie « derrière lesquelles il n'y avait pas d'intérêts vitaux italiens ». (*Donau-Zeitung*, 29 septembre 1943).

La presse dirigée d'Athènes était chargée de chanter sur tous les tons l'« amitié » de l'Allemagne pour le peuple grec: et elle ne faisait que répéter à satiété que c'était grâce à l'aide que lui ont apporté les autorités allemandes que le peuple grec n'avait pas succombé à la famine, et que la mortalité était « fortement » tombée au cours de la dernière année, tandis que le chiffre des naissances avait atteint le niveau d'avant guerre. (*Neues Wiener Tagblatt*, 21 octobre 1944).

Les Allemands avaient montré où ils voulaient en venir, lorsqu'ils parlaient de « stabilisation » de la situation dans les Balkans, « stabilisation » qui serait intervenue grâce à leur « nouvelle politique » en Grèce, cette politique ayant « favorisé politiquement les conditions de défense de ce bastion européen dans le Sud-Est ». (*Donau Zeitung*, 30 septembre 1943). Car les amabilités et les cajoleries allemandes à l'égard de la Grèce faisaient partie de toute une politique de « réconciliation » avec les peuples balkaniques, politique dictée par les circonstances. Hitler se montrait décidé à enlever à l'Italie les avantages, les concessions et la part d'influence qu'il lui avait consentis dans les

Balkans en 1941. Ce que la *Berliner Boersen-Zeitung* appelait le « rétablissement de la paix, de la sécurité et de la prospérité dans les Balkans ». Le ministre Neubacher, chargé des affaires balkaniques, avait reçu des instructions formelles du gouvernement allemand de « faire des Balkans, déjà au cours de la guerre, un membre sain de l'Europe », afin qu'ils puissent « exercer leur fonction européenne ». (*Donau-Zeitung*, 28 octobre 1943).

Après avoir fait proclamer l' « indépendance du Monténégro et de l'Albanie, et dégagé la Croatie de toute allégeance à l'égard de Rome, Hitler avait fait venir (le 18 septembre) à son Quartier général le Quisling serbe, le général Neditch, pour discuter avec lui de « l'état futur des affaires de Serbie ». C'est un événement d'une importance considérable », remarquait la *Transocean*, « car les derniers événements d'Italie ont rendu possible une solution des problèmes du sud-est européen ».

D'autre part les Allemands ouvrirent tous les feux de leur propagande en Grèce pour dénoncer le « péril communiste » la « trahison communiste », l'un et l'autre représentés par le Front national de libération. Le premier touchait la corde sociale et se résumait ainsi : le Front national de libération a jeté le masque et s'apprête à instaurer un régime rouge. Le second touchait la corde nationale et disait : les communistes de l'E.A.M. sont d'accord avec les Bulgares pour leur abandonner les territoires grecs, par eux occupés, de la Thrace et de la Macédoine. Des milliers et des milliers de tracts, soi-disant communistes, étaient répandus dans tout le pays, dans les grandes villes et les villages les plus éloignés, où il était question de « nos frères bulgares » et des « différences ridicules qui nous séparent des Bulgares ».

### LE COMPLEXE ANTICOMMUNISTE.

Tout cela sentait fort la propagande nazie. Si grande que fût l'idée que l'on se faisait des possibilités d'activité de l'E.A.M., les proportions massives des tracts « communistes » mis en circulation, auraient dû attirer la suspicion sur leur origine. D'autre part on se demande pourquoi les communistes auraient dévoilé d'une manière aussi tapageuse — et inutile — leur « trahison » juste au moment où « ils s'apprêtaient à s'emparer du pouvoir », après s'être si habilement « camouflés » durant des années !

Enfin un autre fait devait ouvrir les yeux des bolchevicophobes les plus aveugles : la campagne contre le Front national de libération était menée de pair avec une violente attaque de la propagande allemande contre l'Angleterre, accusée d'avoir — elle aussi ! — « trahi » les pays balkaniques, en particulier la Grèce, en les abandonnant aux Soviets. Un journal d'Athènes cité par les *Muenchner Neueste Nachrichten* du 10 novembre 1943, « révélait » que l'influence de Moscou s'étendait jusqu'à Chypre. Tandis que le *Voelkischer Beobachter* du 1<sup>er</sup> octobre 1943 s'indignait que les Anglais fussent allés si loin dans leur « trahison » au point d'abandonner également les rois de Grèce et de Yougoslavie, pour faire plaisir à Moscou !

« On croyait jusqu'à présent, disait-on, que la Grèce se trouvait en dehors de la zone du danger bolchevique. Mais on s'aperçoit maintenant que l'influence bolchevique pénètre également dans la Méditerranée, où se trouvent les intérêts vitaux de la Grèce. Or, les vues ouvertement proclamées de Moscou sur tous les Balkans,

jusqu'à la mer Egée et l'Adriatique, signifieraient la fin de l'indépendance et de la liberté grecques » (*Neues Wiener Tagblatt*, 21 octobre 1943).

Le but de cette campagne antibritannique était visible; il s'agissait de jeter le trouble, la confusion et le découragement dans les esprits alors que le peuple grec tout entier était emporté par l'espoir de sa libération qui semblait très proche, après la capitulation de l'Italie.

Or, si les accusations de la propagande contre l'Angleterre, de même que les manifestations d'« amitié » de l'Allemagne à l'égard du peuple grec, ne trompèrent personne en Grèce, en revanche le coup contre le Front national de libération réussit parfaitement. Dans la lutte contre le « péril rouge » la E.D.E.S. se trouva automatiquement dans le camp de l'envahisseur. Et cette « organisation de résistance » — de même que les autres qu'elle entraînait derrière elle — se qualifiaient pour ainsi dire officiellement d'« anticommuniste », comme si leur véritable mission n'était pas tant de combattre l'envahisseur que de « sauver » la Grèce du bolchevisme — s'il le fallait, avec l'aide de l'envahisseur !

C'est ainsi que les différentes organisations de résistance : vénizelistes, républicaines, royalistes, métaxistes, libérales ou totalitaires, divisées sur le plan politique, se trouvèrent unies — pourrait-on dire : sous l'égide allemande — dans une sorte d'« union sacrée » contre le « danger commun », le Front national de libération. Le fait que les armes employées contre lui étaient de fabrication allemande ne gênait guère. Le propre de la lutte « anticommuniste » est de tout se permettre, de n'hésiter devant rien, de trouver tout naturel.

« La E.D.E.S., disait le correspondant au Caire du *Times* (2 novembre 1943), accuse la

E.L.A.S. (les forces armées du Front national de libération), de chercher à monopoliser le mouvement de résistance avec l'arrière-pensée d'établir le communisme en Grèce ». Ce n'était là qu'une partie des calomnies déversées sur le Front national de libération, calomnies qui se confondaient avec celles lancées par la propagande nazie, au point qu'on ne pouvait discerner leur origine exacte. Brodant indistinctement sur les thèmes anticommunistes de la presse d'Athènes contrôlée par les Allemands, on racontait, dans le camp de la E.D.E.S., que les communistes de l'E.A.M. menaient la lutte avec machiavelisme, d'une manière catastrophique pour les paysans, dans l'intention de les réduire à la misère et de les « prolétarianiser », afin de grossir ainsi les rangs du parti communiste. L'E.A.M., disait-on encore, dispose pour sa propagande des sommes énormes de provenance bulgare, etc., etc...

C'est dans son effort pour se défendre — pour défendre l'existence même de la résistance — contre le danger de tomber victime de la manœuvre allemande, que le Front national de libération entra en conflit ouvert avec la E.D.E.S. et les organisations qui la suivaient.

La « crise » était là. Les Allemands avaient ce qu'ils voulaient : la résistance était touchée. L'activité du Front national de libération n'avait certes pas cessé; elle était cependant loin de correspondre aux circonstances. Le préjudice porté à l'E.A.M. par la campagne anticommuniste fut, en effet, énorme. Malgré tous ses efforts pour réagir, il ressentit profondément les effets de cette campagne de diffamation jusque dans ses propres rangs, étant donné que la grande majorité de ses partisans n'était pas communiste. Et il a fallu un grand travail d'éclaircissement et de persuasion pour rétablir la situation et regagner le terrain perdu.

### LA COLLUSION ENTRE ZERVAS ET GOEBBELS

On a reproché — nous l'avons vu — au Front national de libération d'avoir été victime de la « manœuvre allemande », qui consistait à présenter la E.D.E.S. comme collaborant avec l'envahisseur, pour provoquer un conflit entre les deux organisations. Mais s'agissait-il vraiment d'une « manœuvre » de l'envahisseur ? La collaboration entre le colonel Zervas et les Allemands était un fait patent. On saurait en effet difficilement admettre qu'en se jetant corps et âme dans la campagne anticommuniste lancée par la propagande nazie et visant le Front national de libération, le chef de la E.D.E.S. faisait le jeu des Allemands inconsciemment.

*The Tablet* (15 avril 1944) et autres organes britanniques sympathisant au colonel Zervas, ont confirmé que les autorités allemandes d'occupation en Grèce lui avaient effectivement offert un pacte; elles étaient prêtes à lui fournir pour ses hommes une partie des vivres envoyés en Grèce par la Croix Rouge internationale. Que fit le chef de la E.D.E.S. ? Repoussa-t-il sur le champ avec dégoût l'insultante proposition ? Il s'adressa au Caire pour savoir ce qu'il devait faire ! Et c'est « agissant d'accord avec le haut commandement du Caire », disait le correspondant, dans la capitale égyptienne, du *Times* (27 octobre 1943), qu'il refusa de coopérer avec les Allemands !

Les choses avaient-elles donc été assez loin, dans le camp des « anticommunistes » grecs, à ce moment, pour qu'une collaboration de la E.D.E.S. avec les Allemands pût être sérieusement envisagée ?

Cela ne serait guère étonnant. Les milieux

dans lesquels le colonel Zervas avait évolué dans le passé étaient ceux-là mêmes qui avaient fourni plus tard aux Allemands et aux Quislings d'Athènes, leurs meilleurs instruments. Le commandant en chef des « brigades de Sûreté » — la milice grecque, créée par l'envahisseur pour combattre, comme en France, les « terroristes » de la résistance — était le fameux colonel Dertilis, promu, entre temps, général par les Allemands. Le colonel Dertilis et le colonel Zervas, étaient, selon une expression familière de l'ex-dictateur Pangalos, du temps de ses splendeurs, ses « deux fidèles chiens ».

Il en était du reste de même du général Pangalos. Le correspondant à Ankara du *Times* (2 novembre 1943), signalait la réapparition sur la scène politique grecque de l'ex-dictateur, réapparition qui, disait-il, « compliquait » davantage la situation du fait que Pangalos avait commencé à jouer un rôle « extrêmement suspect ». Ce rôle était sans doute celui d'agent de liaison entre les Allemands et le colonel Zervas. La lutte commune contre le communisme avait probablement de nouveau rapproché le dictateur trahi et son serviteur infidèle qui l'avait livré à ses adversaires. Car le général Pangalos était déjà depuis le début de l'occupation allemande parti en guerre, sous le drapeau nazi, contre le bolchevisme.

Mais il y a mieux encore. Dans sa campagne anticomuniste contre le Front national de libération, le colonel Zervas ne se servait pas seulement des arguments, des thèses et autres slogans de la propagande nazie. Ses meilleures armes, grâce auxquelles il comptait frapper à mort l'E.A.M., étaient manifestement de fabrication allemande. L'organe de la propagande nazie à Zagreb, *Die Neue Ordnung* publiait dans son numéro du 23 janvier 1944 un article traitant de « la guerre des tracts des partisans

grecs ». Dans cet article il n'était cependant questions que des tracts où la E.D.E.S. « déclarait la guerre » à tous les partisans du Front national de libération, et cela, disait le tract, parce que toutes les organisations (appartenant à l'E.A.M.), même si elles sont camouflées comme nationales, ne sont que des partisans du parti communiste qui dirige tout le mouvement.

D'autres tracts — et on remarquera la suite dans les idées exposées — « parlent avec beaucoup de détails », nous dit l'organe nazi, « de la *trahison* des partisans communistes à la cause nationale grecque ». Et dans un tract enfin, « les nationalistes (c'est-à-dire la E.D.E.S.) accusent le chef du groupe des partisans communistes (c'est-à-dire l'E.A.M.) d'avoir conclu au cours de l'automne dernier avec le chef communiste (bulgare) Dascalus (lisez : Dasca-loff) un accord concernant la création d'une République soviétique dans les Balkans ». Selon le même tract, « les communistes grecs s'engagèrent à céder aux Macédoniens (Bulgares) les régions annexées jadis par la Grèce (la Macédoine) ».

Et l'organe nazi mettait pour ainsi dire les pieds dans le plat avec une « finesse » bien teutonique, lorsqu'il concluait : « Il est caractéristique, dans ces tracts, que l'argument, selon lequel les partisans communistes (grecs, soit l'E.A.M.) constituent un front unique avec les communistes bulgares, revienne toujours. Il semble que c'est là un point important dans la lutte contre les communistes ».

Et pour cause ! C'était là la grande trouvaille de la propagande nazie : compromettre la résistance aux yeux du peuple grec, en la présentant comme « vendue » aux Bulgares, et briser son élan à un moment critique en dressant contre le Front national de libération, accusé de

« trahison », toutes les autres organisations « nationales ».

Et l'on comprend la satisfaction avec laquelle l'organe nazi de Zagreb enregistrait le succès de cette propagande perfide, lorsqu'il ajoutait : « A la suite de cette révélation (la « trahison » de l'E.A.M.), plusieurs groupes de partisans se sont séparés des organisations communistes (l'E.A.M.) et se sont joint aux nationaux (la E.D.E.S.). C'était là ce « réveil des éléments trompés », « réveil » obtenu par la propagande anticommuniste contre le Front national de libération, dont parlait en se délectant également un autre journal nazi, la *Donau-Zeitung* du 28 octobre 1943, et qui aurait provoqué la lutte entre les différentes « bandes » en Grèce.

Le *Manchester Guardian* du 4 juin 1944, reconnaissait que cette « question » avait « provoqué une confusion et des torts considérables »; et il ajoutait : « Là aussi il est difficile de vérifier jusqu'à quel point ces rapports sont vrais; mais le fait demeure que les cercles grecs sont fortement troublés par le soupçon que l'organisation E.A.M. — ou plutôt son groupe d'action macédonien (?) — puisse avoir pris des accords en ce qui concerne le statut futur des Grecs en Macédoine. En effet, ce soupçon a grandement contribué à empoisonner la situation politique grecque ».

Or, la pièce maîtresse du dossier anticommuniste de la E.D.E.S., le soi-disant « accord » signé entre le parti communiste grec et le parti communiste bulgare traitant de la création d'une « République soviétique » dans les Balkans et de la cession de la Macédoine grecque aux Bulgares, n'était qu'un faux allemand ! Ce même « document sensationnel », on l'a retrouvé plus tard, en mai 1944, à un moment où la propagande nazie menait de nouveau une campagne plus violente que jamais contre la « trahison »

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

de l'Angleterre à l'égard des pays balkaniques, « abandonnés aux Soviets ». L'« accord » en question, adroitement glissé par quelque agent secret allemand aux correspondants anglais au Caire, parut en effet in extenso dans deux journaux londoniens, le *Daily Herald* et le *Daily Mail* — et fut, bien entendu, triomphalement reproduit par plusieurs journaux nazis, notamment la *Koelnische Zeitung* du 21 mai 1944.

### LA RESISTANCE AU BANC DES ACCUSES !

La « manœuvre allemande, qui avait provoqué la « crise » de la résistance grecque, n'était donc pas dans les « calomnies » du Front national de libération contre la E.D.E.S., présentée comme collaborant avec l'envahisseur, mais dans le grossier piège du « danger bolcheviste » — cet épouvantail usé mais toujours efficace, dont la propagande nazie s'est servi depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir; piège, monté cette fois par les Allemands contre le Front national de libération. C'est dans ce piège qu'a failli tomber la résistance grecque, avec la complicité des organisations dites « nationales », manœuvrées par le gouvernement royal du Caire, et par conséquent avec la complicité de celui-ci.

Il est en effet évident que le colonel Zervas n'aurait jamais osé se jeter dans les bras des Allemands sans l'approbation de ses protecteurs du Caire. Si le gouvernement ne « marchait » pas, il était certain que les Allemands en seraient pour leurs frais; leur campagne anticommuniste contre l'E.A.M. aurait aussi peu de succès que leur campagne antibritannique ou leur politique « grecophile ».

Mais pour les hommes du Caire la campagne anticommuniste était la bienvenue. Ils ne

voyaient là qu'une occasion pour frapper le Front national de libération. Pour aussi monstrueux que cela puisse paraître, ce but rapprochait le gouvernement royal des Allemands; aussi n'hésita-t-il pas à accepter leurs services. En fait l'accroissement des forces du Front national de libération, à la suite de la capitulation italienne, l'avait rendu dangereux et pour l'envahisseur, sur le plan de la résistance, et pour le gouvernement du Caire et son entourage politique, sur le plan intérieur. C'est pourquoi les profits de cette honteuse opération étaient partagés entre celui-ci et les Allemands.

Tout cela se passait bien entendu au détriment de la résistance. Le correspondant de guerre du *Das Reich* (6 août 1944), écrivait dans son article déjà cité : « La situation devint plus difficile pour l'E.A.M., lorsque les Anglais, avertis par les incidents (entre l'E.A.M. et la E.D. E.S.) après la trahison de Badoglio, suspendirent subitement l'envoi d'approvisionnement (à l'E.A.M.) qui s'effectuait jusqu'alors par parachutes. La E.L.A.S. se vit ainsi contrainte de renvoyer provisoirement en permission une partie de ses membres... Il était clair qu'elle avait ainsi perdu son esprit combattif ».

La « crise » de la résistance ayant été portée au passif du Front national de libération, celui-ci fut mis au banc des accusés. Il était inculpé du « crime » de s'être livré à une lutte fratricide au lieu de combattre l'envahisseur, et d'avoir ainsi porté préjudice à la cause alliée !

Les voix les plus autorisées s'étaient élevées pour condamner son attitude. Dans un message que le général Sir Henry Maitland Wilson adressa en octobre 1943 aux guerrillas grecques, le commandant en chef des forces alliées dans le Moyen-Orient leur rappelait leurs « grandes responsabilités de soldats envers leur pays, leurs alliés et leur histoire ». (*Times*, 23 octobre

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

1943). Et M. Churchill, dans le discours prononcé le 22 février 1944 aux Communes, faisait cette déclaration empreinte d'une sévérité extrême :

« Le cas le plus triste de toute la situation, que je puis désigner comme un malaise de la défaite, c'est celui de la Grèce... Il est assurément bien triste de voir régner en Grèce la confusion et les dissensions intestines, accompagnées de tant d'exemples de *trahison* et de violence. »

Dans la pensée du premier ministre britannique, l'organisation rendue ainsi responsable de la « confusion » et des « disputes intérieures » en Grèce était l'E.A.M. Et c'est contre celui-ci qu'était aussi portée l'accusation d'avoir commis des actes de « trahison » et de « violence ».

Mais ce n'est pas tout. Dans son discours du 22 février M. Churchill avait aussi parlé d' « éléments puissants parmi les guerrillas » qui pensaient « beaucoup moins à exterminer l'ennemi extérieur qu'à s'emparer des titres de propriété de leur pays et à devenir le parti dominant, une fois la guerre finie, sans nullement se préoccuper de l'opinion des masses nationales... »

Et ces « éléments » étaient bien entendu ceux de l'E.A.M.

Le but de cette campagne était claire; il s'agissait de supprimer le maigre appui, militaire et financier, que l'E.A.M. recevait jusqu'alors de la part des Alliés. Lorsque M. Churchill, dans son discours du 22 février disait : « tout cela profite aux envahisseurs allemands qui regardent avec une complaisance dédaigneuse, des Grecs tuant des Grecs avec des armes qui leur ont été fournies pour tuer les Allemands », il ne faisait qu'apporter une justification au boycottage de l'E.A.M. Puisque ces hommes employaient les armes qu'on leur four-

nissait, non pas contre les Allemands mais pour tuer leurs adversaires afin d'établir leur régime de violence, à quoi bon continuer à leur en envoyer ?

En effet, l'intérêt britannique se porta désormais définitivement et exclusivement sur le colonel Zervas et son « mouvement ». Le fait qu'un officier de liaison néo-zélandais ait été tué au cours d'une bagarre entre partisans de l'E.A.M. et de l'E.D.E.S., avait créé une pénible impression dans tous les milieux en Angleterre.

Il eut été juste de s'abstenir de tout jugement définitif; rien n'est plus difficile dans des cas pareils que d'établir les responsabilités. Néanmoins cette mort fut attribuée aux soldats du Front national de libération; ce qui avait largement été exploité pour alimenter la campagne contre cette organisation.

En décembre 1943 M. Eden, répondant à une question, fit une déclaration aux Communes d'où il résultait clairement que le gouvernement britannique avait définitivement pris parti pour la E.D.E.S. Après s'être porté garant des convictions « démocratiques » du colonel Zervas, le chef du Foreign Office déclara : « Je lui enverrai tout ce que je pourrai comme approvisionnement »; tandis que, en ce qui concernait les autres organisations de résistance, y compris le Front national de libération, il n'avait promis qu'« une certaine aide ».

Or, curieuse contradiction, cela se passait au moment où le gouvernement britannique abandonnait le général Mihaïlovitch, devenu trop suspect à cause de ses relations avec le gouvernement des Quislings de Belgrade, et reconnaissait officiellement le mouvement populaire du maréchal Tito comme le vrai mouvement de résistance en Yougoslavie.

Les hommes du Caire pouvaient être satisfaits; ils avaient obtenu tout ce qu'ils voulaient.

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

L'E.A.M. était abandonnée à son sort, écrasée sous le poids des plus lourdes accusations. Mais les Allemands, eux aussi, enregistraient avec une égale satisfaction ce résultat. Car tout cela se passait naturellement au détriment de la résistance.

C'est ainsi que la « crise » de la résistance grecque était présentée comme une sorte de manifestation de « folie collective », un accès de la « politicomanie » des Grecs, ce « vice ancestral ». Et l'opinion mondiale restait sous l'impression que la Grèce, après s'être couverte de gloire en la servant comme nulle autre, avait abandonné la cause alliée pour laquelle elle a supporté tant de sacrifices.

Or, rien n'était plus faux que cette impression; rien n'était plus loin de la vérité que de prétendre que l'action contre les Allemands avait virtuellement cessé en Grèce « du fait des luttes intestines » (*Observer*, 10 décembre 1943); et que les patriotes grecs passaient leur temps à s'entretuer avec les armes qu'on leur avait fournies pour combattre les Allemands.

« Je dois confesser que la partie du discours du premier ministre où il décrit l'actuelle situation en Grèce, m'a fait de la peine ; la peine que cause un tableau très faux de ce qui se passe réellement aujourd'hui dans ce malheureux pays. D'après ce tableau, les guerrillas, qui au début se battaient contre les Allemands, se battent aujourd'hui entre elles. Je crois que cela n'est pas vrai ». Ainsi s'exprimait à la séance du 23 février 1944, de la Chambre des Lords, lord Haddington répondant aux paroles dures que M. Churchill venait de prononcer au sujet de la Grèce.

En effet, il n'y a pas eu de crise dans la résistance grecque. Les quelques incidents qui ont eu lieu parmi les guerrillas en Grèce et dans les forces armées grecques du Moyen-Orient,

## LE DRAME DE

---

incidents dont on a *intentionnellement* exagéré la gravité pour en faire une « crise », n'avaient rien à voir avec la résistance même.

Ce qu'on présentait comme une « crise », ce n'était qu'une vaste mystification, à l'abri de laquelle une sombre conspiration était ourdie contre la lutte du peuple grec pour sa libération et pour ses libertés. La « lutte fratricide », qu'on regrettait et qu'on condamnait avec tant de véhémence pour avoir soi-disant contribué à l'« affaiblissement » de la résistance, avait été provoquée avec intention parce que la résistance — c'est-à-dire l'E.A.M. — était devenue trop forte à la veille de la victoire. Ce qui rendait plus profond encore l'antagonisme entre les forces opposées.

Car la vraie crise, c'était celle qui résidait dans l'antagonisme existant entre les jeunes forces nationales qui menaient la lutte contre l'envahisseur, d'une part, et les forces politiques et économiques représentées par le vieux monde politique et gravitant autour du roi, d'autre part.

### LA RESISTANCE N'A JAMAIS CESSÉ

En dépit des intrigues du gouvernement royal du Caire, et malgré la « crise » provoquée par celles-ci, la résistance n'a jamais cessé en Grèce même au moment où elle était accusée d'avoir failli à sa tâche, et où on voulait faire croire que les « hostilités » entre les guerrillas l'avaient complètement paralysée et avaient mis en danger son avenir.

Et d'abord, il faut remarquer que les « hostilités » ont été limitées dans le temps et dans l'espace; comme le disait un organe officieux britannique, « jamais des combats sur une

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

grande échelle n'ont eu lieu entre les guerrillas ». Les « hostilités » s'étaient produites en Epire où opérait la E.D.E.S. Or l'Epire n'était qu'un secteur du « front grec » — et il n'en était même pas le plus important. L'activité des forces armées du Front national de libération s'étendait sur toute la Grèce, en Macédoine et en Thessalie, où passaient les lignes de communication principales des forces d'occupation. Et dans ce secteur important du « front grec » les meilleurs succès de la E.L.A.S., notamment la destruction en plusieurs endroits de la ligne Salonique-Athènes, coïncidaient avec les pires moments de la « guerre civile » des guerrillas : septembre-octobre 1943. « Les guerrillas ont coupé si souvent la ligne de chemin de fer Athènes-Salonique, écrivait le *Times* du 28 octobre 1943, qu'elle est hors d'usage; et les Allemands sont confinés dans les villes où se trouvent leurs principales garnisons ».

C'est à cette activité couronnée de succès que faisait allusion un des officiers de liaison britanniques de passage à Londres, connu par les guerrillas grecques sous le nom d' « Eddie », dans un message à ses « amis de Grèce » radio-diffusé le 4 octobre 1943 — quelques jours avant l' « avertissement » du général Wilson au peuple grec. — Dans ce message « Eddie » annonçait aux guerrillas que M. Churchill l'avait prié de leur dire qu'il estimait beaucoup leurs efforts, leurs sacrifices et l'aide précieuse qu'ils apportaient à la lutte commune. M. Churchill, ajoutait « Eddie », « est certain que quand viendra l'heure de la libération, il pourra compter sur l'appui de vous tous, non seulement par votre contribution à la libération de votre nation, mais aussi pour la continuation de la lutte à nos côtés jusqu'à la défaite finale de l'Axe ».

M. Jean Politis, ancien ministre de Grèce à Rome, s'étant échappé d'Athènes en octobre

## LE DRAME DE

---

1943, déclarait à son arrivée au Caire que « les guerrillas attaquaient l'ennemi de tous côtés ». (*Reuter*, 5 novembre 1943).

Le plus curieux est que le général Wilson lui-même, dans son « avertissement » d'octobre 1943 aux guerrillas grecques, reconnaissait leur vaillante activité — et tout ce que celle-ci comportait de sacrifices pour le peuple grec. « Le peuple grec, disait-il en terminant, uni comme un seul homme avec les guerrillas nationales, noyau solide de la résistance, harcèle et attaque les Allemands partout où il peut. Les Allemands naturellement inquiétés et même alarmés par la résistance grecque, emploient des méthodes terroristes avec une sévérité grandissante. Des petits villages sont attaqués avec les armes lourdes et complètement détruits lorsque leurs défenseurs s'enfuient dans les montagnes. Des exécutions en masses de citoyens grecs ont lieu fréquemment... Les guerrillas dirigent leurs principales attaques contre les communications, et le chemin de fer Athènes-Salonique est continuellement détruit et réparé par les Allemands pour être détruit de nouveau ».

Tel était d'ailleurs également l'avis de M. Churchill. Dans le message qu'il avait adressé le 25 mars 1944, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance grecque, à M. Tsouderos, alors président du Conseil, il disait : « L'esprit de résistance demeure inébranlable parmi les masses du peuple grec, et je suis sûr que malgré la terrible oppression des envahisseurs allemands cet esprit ne faiblira pas ».

Et le *Times* du 25 mars 1944 écrivait à la même occasion dans un article de fond : « À l'intérieur du pays ni les hommes qui ont été dominés par le nombre et par la puissance des machines, ni la nation elle-même, qui se trouvait derrière eux contre la force de l'Axe, ne se considèrent comme vaincus. Les groupes de

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

patriotes continuent à descendre des montagnes pour attaquer l'envahisseur; les villes affamées défient l'ordre nouveau et refusent de collaborer avec les barbares modernes. La Grèce blessée, affamée mais indomptable, continue la lutte ».

Pour tout dire, les dissentiments intérieurs n'ont jamais empêché la résistance grecque de faire tout son devoir, et de la manière la plus efficace; pour cette simple raison que les incidents provoqués par le gouvernement du Caire ne pouvaient ni briser l'élan du Front national de libération ni arrêter son activité.

#### IV

### LE REQUISITOIRE CONTRE LE FRONT NATIONAL DE LIBERATION

Une double accusation pesait désormais sur le Front national de libération : celle d'être responsable de la « crise » de la résistance, et d'être « antinational » et « communiste ».

*The Tablet* (15 avril 1944), a résumé le réquisitoire contre le Front national de libération. D'après cet organe catholique anglais, il s'agissait d'une organisation « kryptocommuniste », c'est-à-dire une organisation communiste camouflée; ce qui serait prouvé par le fait qu'elle a été frappée d'anathème par les suprêmes autorités de l'Eglise grecque — sous le contrôle allemand !

Si l'E.A.M. finit par constituer l'organisation de résistance la plus importante et la plus forte en Grèce, ce n'est que grâce à un stratagème de pur style « rouge ». Les communistes avaient réussi à se faufiler parmi les premiers groupes isolés de patriotes qui prirent le maquis, et établirent ainsi leurs premières « cellules ». Après avoir assuré leur contrôle sur plusieurs de ces groupes de guerrillas, ils les fusionnèrent ensuite dans une organisation militaire unique, la E.L.A.S.

Les communistes jouent admirablement la comédie. Tout en « contrôlant » l'E.A.M. — nous explique *The Tablet* — ils prétendent que

celle-ci n'est point une organisation communiste, mais qu'elle contient des éléments d'autres partis « progressistes ». Ils déclarent que leur intention n'est pas d'établir le communisme en Grèce, mais de former un « front populaire » pour introduire des réformes sociales; ce qui correspond à la politique actuelle des communistes dans tous les pays, politique qui consiste à se « camoufler » pour mieux tromper la vigilance du peuple et s'emparer du pouvoir. La « lutte pour la libération » elle-même ne serait pour les communistes — pour employer les mots de M. Churchill — qu'une occasion pour « accaparer les titres de propriété de leur pays et devenir le parti dominant ».

Même dans un organe libéral, comme le *Manchester Guardian* (4 juin 1944) on pouvait lire, dans une dépêche de son correspondant spécial à Ankara, des considérations de ce genre : « En jetant un regard rétrospectif sur les deux dernières années, on arrive forcément à la conclusion que tous les troubles et toute la confusion créés en Grèce et en Yougoslavie, proviennent du fait que les organisations qui avaient été formées dans le but de combattre les envahisseurs, au lieu de se borner à poursuivre ce but, ont commencé à se mêler de la politique intérieure et extérieure. A tort ou à raison, elles ont donné l'impression qu'elles avaient l'intention de se servir des forces armées à leur disposition pour imposer leurs propres vues politiques aux peuples de ces pays ».

Ces accusations contre le Front national de libération étaient également colportées par la presse allemande, ce qui n'étonne guère, presque tous les arguments qui vômissaient la résistance grecque étant d'origine allemande. Un membre des « Compagnies de propagande » de Goebbels, parlant dans *Das Reich* du 6 août 1944 au sujet de « la guerre de bandes rivales »

en Grèce, expliquait qu'au lendemain de la capitulation de l'Italie, l'E.A.M. ayant cru qu'il avait gagné le jeu, « laissa tomber le masque ». Se sentant fort par l'acquisition d'armes et d'approvisionnements de provenance italienne, il brisa l'accord avec la E.D.E.S. et commença à « terroriser » les partisans de celle-ci pour les forcer à passer dans les rangs de la E.L.A.S.

En bref, « le fond de la crise grecque » serait le « péril communiste ». Aussi non seulement on accablait l'E.A.M. de toutes les responsabilités de cette « crise », mais on était enclin, dans l'examen des faits, à donner d'avance raison à tous ceux qui prétendaient se dresser contre ce « péril ».

### LE PRETEXTE COMMUNISTE

Or, le « péril communiste » n'a jamais existé en Grèce — et il existe encore moins aujourd'hui. Ce fait est reconnu par un organe comme *The Tablet* lui-même, qui rappelle qu'aux dernières élections libres qui ont eu lieu en Grèce, la veille de la dictature de Metaxas, le parti communiste grec obtint 70.000 voix sur 1.200.000 votants, soit à peine 6 pour cent. De même selon le correspondant au Caire du *Times* (16 mai 1944) la Grèce n'est pas plus de 10 pour cent communiste. A l'Assemblée révisionniste, que le général Metaxas dissout le 4 août 1936 pour imposer sa dictature, il n'y avait que 11 députés communistes sur 300. Mais on dira peut-être que cela constituait quand même un danger; dans cette même Assemblée il n'y avait que 7 députés métaxistes, ce qui n'a pas empêché leur chef de s'emparer du pouvoir...

Enfin de l'aveu même du chef de la Gestapo de la dictature, le ministre de la Sécurité Mania-

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

dakis, il y avait « exactement » en Grèce 940 « véritables communistes » — sur une population de presque 8 millions ! — qui, bien entendu, ont, tous, été arrêtés et jetés dans les prison ou exilés aux îles désertes (1).

Le « péril communiste » a servi de prétexte au général Metaxas et à sa clique pour imposer au peuple grec la dictature. Le procédé est connu et n'a rien de spécifiquement grec. Il est établi et reconnu aujourd'hui que ce furent les agents de Metaxas qui provoquèrent les grèves qui ont permis à ce dernier de suspendre la constitution et d'établir le régime dictatorial. La « grève générale » de Salonique notamment fut « l'incendie du Reichstag » du fascisme grec.

La dictature du général Metaxas était si peu « anticommuniste » qu'elle s'était surtout acharnée contre les chefs de tous les partis politiques grecs, particulièrement contre les libéraux (anciens vénizelistes) et les démocrates. Car, du point de vue politique, ceux-ci représentaient le vrai « danger ». La plupart de ces chefs ont connu les horreurs de l'exil aux îles désertes de l'archipel grec; tel M. Canellopoulos, chef du jeune parti d'Unité Nationale, qui fut plus tard, vice-président du cabinet de M. Tsouderos au Caire, et M. Papandréou; sans parler de Michalacopoulos, ancien président du Conseil, qui mourut dans des circonstances mystérieuses entre les mains de la police de Metaxas.

La dictature métaxiste, toujours sous l'étiquette « anticommuniste », a « épuré » le corps d'officiers de l'armée, de la marine et de l'aviation de tous les éléments libéraux et démocratiques. Le général Metaxas a même refusé à ces officiers de servir leur pays pendant la guerre contre l'Italie, alors que l'armée grecque souffrait d'un manque de cadres évident.

---

(1) Voir les articles déjà cités, de Maniadakis dans le journal grec de Buenos-Aires *Patris*.

## LE DRAME DE

---

La dictature du général Metaxas était tout simplement fasciste. Tellement fasciste que faisant la guerre contre l'Italie — car elle ne pouvait vraiment pas faire autrement — sa censure interdisait toujours à la presse grecque d'attaquer le régime mussolinien !

### LE « CHEVAL DE TROIE » DU FRONT POPULAIRE

Il est un fait indiscutable que le petit parti communiste grec a joué un rôle prépondérant dans la création et l'organisation du Front national de libération. (C'est ce qui s'est produit d'ailleurs dans tous les pays occupés). Il est également avéré qu'il constitue toujours le noyau de cette organisation. Les communistes n'en font pas du reste un secret.

Si vraiment il existait un « péril communiste », c'est-à-dire si les communistes étaient réellement assez forts pour s'imposer un jour au pays, il est évident qu'ils n'auraient pas besoin de se « camoufler » pour tromper le peuple grec. Le fait qu'ils aient recours à la tactique du « camouflage » — s'il en est vraiment ainsi — démontrerait qu'eux-mêmes ne se sentent pas de taille à imposer par la force leur domination au pays.

De même lorsque les adversaires du Front national de libération dénoncent la « comédie » que jouent les communistes au sein de cette organisation de résistance, ils apportent par cela même la preuve que le « péril communiste » est un grossier épouvantail confectionné à des fins inavouables.

D'ailleurs même si les communistes étaient disposés à s'engager dans cette voie, comment

sauraient-ils le faire sans détruire leur propre œuvre? Le Front national de libération — leur prétendu « instrument » — étant composé de partisans de tous les partis, et même d'éléments apolitiques, réunis autour d'un programme d'action national et social, se trouverait automatiquement dissout le jour où les communistes essaieraient de l'employer à leurs fins personnelles.

En mettant les choses au pire, ce « péril » se réduirait à la manière adroite dont les communistes se servent de la formule du « Front populaire », qui serait en quelque sorte leur « cheval de Troie ».

Or, le « front populaire est aujourd'hui en Grèce ce que la sécurité collective était avant la guerre en Europe sur le plan international : l'unique rempart contre le péril fasciste. Cela, les aspirants dictateurs en Grèce le savent mieux que quiconque. De là leur hostilité contre le front populaire qu'ils cherchent à compromettre aux yeux de la masse du peuple grec en le présentant comme un instrument de la dictature communiste; hostilité qui rappelle la furieuse campagne menée avant la guerre — et pour les mêmes motifs à peu près — par la propagande naziste et sa « cinquième colonne » en France contre la formule du front populaire. Seuls les gens qui n'ont rien appris de cette guerre et qui n'ont pas réussi à détacher leurs yeux du mirage munichois, peuvent encore employer — comme le fait *The Tablet* — la formule du front populaire dans un sens péjoratif.

Les communistes grecs font preuve d'une sagesse politique élémentaire en reconnaissant ce que le *Manchester Guardian* (13 mai 1944) et d'autres journaux britanniques (*Times*, 16 mai 1944) ont souligné avec perspicacité, à savoir que dans les circonstances actuelles au-

cun parti en Grèce, de gauche ou de droite, n'est capable de gouverner à lui seul le pays, et que par conséquent l'entente et la collaboration s'imposent si l'on veut éviter les horreurs de la dictature et de la guerre civile.

Ce fait est reconnu par les autres partis également; seulement, contrairement à ce que font les communistes, qui cherchent à prévenir le danger de la dictature d'une minorité par une politique de coalition de large envergure — le front populaire — les aspirants à la dictature se préparent pour établir leur pouvoir par la force.

Le Front populaire n'est donc point en Grèce le « cheval de Troie » du communisme; il constitue une garantie contre le double danger de la dictature et de la guerre civile; aussi le Front national de libération après l'avoir pratiquement réalisé dans ses rangs, a cherché à l'appliquer sur une base plus large sous la forme de l'union nationale.

Etant donné le rôle qu'à joué le parti communiste grec dans la création du Front national de libération, rien de plus naturel si sa position y est prépondérante. Mais, comme l'admet le *Times* du 16 mai 1944, le fait que cette organisation de résistance a une direction communiste, ne veut point dire qu'elle est nécessairement communiste. C'est ce que pensait exactement M. Churchill du mouvement du maréchal Tito (1).

Le chef des forces militaires de la E. A. M., la E. L. A. S., le colonel (aujourd'hui général) Sarafis n'est pas communiste. Il en est de même des autres officiers supérieurs qui jouaient un rôle prépondérant dans cette armée, soit dans l'état-major général, soit comme commandants de grandes unités.

---

(1) Voir son discours du 24 mai 1944.

De même le comité politique du Front national de libération était présidé par le colonel Bakirdjis, un des ex-officiers vénizelistes — républicains les plus connus pour leur activité politique, qui s'est affilié au Front national de libération après avoir été en 1942 au Caire. Parmi les cinq membres de ce comité, il n'y avait qu'un communiste, le secrétaire du parti, M. Santos; les autres membres étaient le colonel Mandakas, qui fut chef des guerrillas de Crète; M. Tsirimokos, fils d'un ancien ministre d'Eleuthère Venizelos; et M. Gavriilidis, ancien député agrarien dans le dernier parlement grec. Plus tard deux autres personnalités entrèrent au comité politique de l'E. A. M., le professeur de droit constitutionnel à l'Université d'Athènes, M. Svolos, qui n'a aucun rapport avec le parti communiste grec, et M. Askoutsis, ancien ministre vénizeliste. Le professeur Svolos notamment fut une des figures les plus éminentes du parti vénizeliste; étant passé par la suite à la dissidence républicaine de ce parti, il fut le meilleur collaborateur de son fondateur Papanastassiou — le « père de la république hellénique » — et l'un des principaux auteurs de la nouvelle constitution républicaine.

Il faut en outre ajouter qu'un des personnages les plus actifs et les plus influents de l'E. A. M. est le métropolitite de Kozani (Macédoine), Monseigneur Joakeim, qui signait ses appels pathétiques comme « chef spirituel de la révolution »; sans parler de nombreux membres du clergé grec qui se sont battus dans les rangs des « antartes » du Front national de libération.

Le fait donc que le parti communiste grec fut le véritable promoteur du Front national de libération n'empêche point que celui-ci exprime les aspirations profondes du peuple grec et qu'il soit le plus proche de la réalité actuelle grecque.

V

LE FOND DE LA « CRISE GRECQUE »

Le fond de la « crise grecque » n'est pas aujourd'hui le « péril communiste ». Le fond de la « crise grecque » c'est le *péril fasciste*. Le peuple grec sent que ses libertés politiques sont de nouveau menacées, après l'expulsion des envahisseurs germano-bulgares. C'est pourquoi sa lutte pour la libération a été menée sur deux fronts à la fois : sur le front national et sur le front politique. Autrement dit : le peuple grec s'est battu pour sa liberté nationale mais aussi pour ses libertés politiques. Il cherchait, conformément à la Charte de l'Atlantique, à « restaurer » ses « droits souverains » et son « indépendance », dont il a été privé par la force ».

On ne doit pas perdre de vue que le peuple grec a connu une odieuse dictature. Ce fait domine toute la situation grecque. Il est impossible au peuple grec de l'oublier.

C'est pourquoi on aurait tort de lui reprocher d'avoir, au milieu du cataclysme, « fait de la politique ». Le sentiment d'avoir fait dans cette guerre tout son devoir et d'avoir, proportionnellement, servi plus que tout autre la cause alliée, suffirait à le faire pardonner même si en s'occupant de politique il négligeait quelque peu la lutte contre l'envahisseur. Mais, nous l'avons vu, ce n'a point été le cas. La lutte pour la libération se confondait avec la lutte pour ses libertés politiques et dominait tous les esprits.

### LE PERIL FASCISTE

Le péril fasciste n'est pas comme le « péril communiste », un produit de l'imagination à des fins déterminées. C'est un péril réel et permanent. Car les aspirants à la dictature ne sont pas seulement les partisans déçus du général Metaxas qui ne rêvent que de recommencer. Ce sont tous ceux que les changements sociaux — le « glissement vers la gauche ». comme on dit — dont la guerre serait forcément suivie, en Grèce comme ailleurs, effrayait, et qui sont décidés à tout entreprendre pour empêcher ce processus d'évolution aussi inéluctable que juste. Ces gens taxent de « communiste » toute tentative pour tirer la leçon de la guerre sur le plan social, dans un pays vivant sous le régime de la plus sombre féodalité, celle des castes et des factions, et prétendent faire obstacle au progrès social par des méthodes fascistes.

Ces gens appartiennent aux vieux partis réactionnaires aussi bien qu'au grand parti libéral ou vénizeliste et ses ramifications républicaines. Leurs procédés sont les mêmes que ceux employés jadis par le général Metaxas. Ils agitent l'épouvantail du « péril communiste » pour se donner un prétexte à leur propre dictature.

L'agitation contre l'E. A. M. n'avait pas d'autre but. On lui reprochait ses « tendances communistes », on l'accusait de vouloir « monopoliser » la résistance et d'accaparer le pouvoir, tout en sachant bien que ces accusations étaient sans fondement. « Je ne crois pas ce qu'on raconte, que quelques-uns de vous cherchent, en monopolisant la résistance, à monopoliser le pouvoir », proclamait M. Tsouderos dans un message adressé le 1er janvier

1944, en sa qualité de président du Conseil, aux guerrillas en Grèce, à l'occasion du nouvel an. Et dans ce message qui, en premier lieu, était destiné aux guerrillas du Front national de libération, il ajoutait : « Je suis même absolument convaincu que la plupart d'entre vous ne vous laisserez pas entraîner à des actes contraires à la souveraineté populaire. Vous qui luttez pour les droits du peuple, vous ne sauriez pas comploter pour l'abolition de ces droits ».

Mais l'agitation contre le Front national de libération servait à justifier d'avance la propre action des aspirants à la dictature, le jour où ils jugeraient le moment venu pour intervenir par la manière forte. C'est pourquoi ces « libéraux » et ces « démocrates » sont d'accord avec les métaxistes totalitaires et les royalistes réactionnaires, auxquels ils n'hésitent pas à tendre dès maintenant la main pour « sauver » avec eux la Grèce du « communisme ».

Sur un point leur opposition contre le Front national de libération est sincère; ils combattent en lui les tendances sociales progressistes qu'il représente. Lorsqu'ils dénoncent le « péril communiste » soi-disant représenté par l'E. A. M., ils font d'une pierre deux coups; tout en se donnant le prétexte nécessaire à la dictature, ils compromettent en même temps toute réforme sociale en la taxant de « communiste ». Car ce qu'on craint avant tout, ce n'est pas le communisme, c'est le « glissement vers la gauche » de la vie politique, sociale et économique en Grèce, glissement qui menace d'emporter toutes les formules périmées de « leur » économie et de « leur » politique dites sociales. Et c'est contre ce péril qu'ils se dressent avant tout, en se camouflant — sur le modèle nazi — en « croisés » de l'antibolchevisme.

### *LES FORCES EN PRESENCE*

La « crise » de la résistance grecque n'était donc que l'effet de la tension entre ces forces politiques et sociales diamétralement opposées, qui se sont forcément affrontées sur le plan national, dans le cadre de la guerre : d'un côté les forces centripètes populaires, éminemment nationales, emportées par un élan « révolutionnaire », dans le meilleur sens du mot, avides de liberté et d'expansion, aspirant à un meilleur avenir — « pour un niveau de vie décent », comme dit le Président Roosevelt (21 juillet 1944) — et représentant de ce fait le progrès social et les intérêts bien compris de la nation; de l'autre côté les forces centrifuges des castes sociales et économiques et des factions militaires — qui n'en sont que l'expression — qui s'identifient à la nation, pour qui la liberté est comme ils l'entendent, bonne si elle supprime les entraves à leurs affaires, néfaste si elle y porte préjudice; pour qui tout changement touchant à leurs prérogatives et à leurs intérêts est une « révolution » mettant en danger la vie de la nation; qui prétendent « diriger » le progrès pour le doser conformément à leurs propres aspirations; et qui en fait représentent la réaction sociale.

Les forces populaires, qui en réalité ont vécu jusqu'ici en marge de la nation servant uniquement de plate-forme aux luttes des factions pour le pouvoir, se sentaient portées en avant par le remous de cette guerre des peuples doublée d'une guerre sociale.

L'héroïsme extraordinaire des Grecs qui fit l'étonnement du monde entier lors de la lutte contre l'envahisseur italien, s'explique en partie seulement par les vertus guerrières de la race, par l'amour du peuple grec pour la liberté

ou par le complexe historique qui agitait les profondeurs de l'âme des descendants de Philopoemen, « le dernier des Grecs », et des Byzantins, lorsqu'ils se trouvèrent en face des héritiers de Rome et de Venise. Dans l'épopée que le peuple grec a écrite sur les montagnes d'Épire et d'Albanie, il y avait aussi quelque chose comme une *fuite devant la dictature*. Ce peuple qui a fait la guerre sous un régime détesté, s'est battu non seulement pour défendre son indépendance mais aussi pour reconquérir ses libertés politiques.

On cherche à expliquer le succès du Front national de libération et l'extension qu'il a prise par l'habileté de sa propagande et les « méthodes communistes » que celle-ci a employées. L'explication est plus simple : c'est que son programme répondait aux aspirations du peuple grec qui réclame non seulement justice pour les services qu'il a rendu à la cause alliée et pour les souffrances subies sous la botte de l'envahisseur, mais aussi justice sociale.

De là la puissante attraction que le Front national de libération exerçait, d'une part sur les masses qui ont suivi jusqu'ici le parti populiste (ce malentendu politique, produit d'un accident historique, où les masses populaires, affranchies depuis l'ère de Venizelos de l'emprise des vieux chefs des clans politiques, furent de nouveau menées par ceux-ci parce que, au cours de la dernière guerre, pour des raisons de lassitude physique n'ayant rien à voir avec aucune doctrine monarchique, elles s'étaient jetées dans les bras du roi Constantin, déclaré pour la neutralité de la Grèce). D'autre part le Front National de Libération exerçait aussi sa puissante attraction dans les rangs des éléments jeunes et idéalistes des partis des libéraux et des républicains, dont le caractère

« ploutocratique » ne fait plus de doute aujourd'hui.

Ce phénomène n'a rien d'extraordinaire. Pour la première fois dans l'histoire politique grecque les masses populaires, dont le libéralisme foncier et l'amour inné de la liberté, contrastait singulièrement avec un obscurantisme religieux et un conservatisme étroit résultant d'un attachement pieux à leurs traditions ethniques, prennent conscience de leur situation, de leurs aspirations et de leur force. Et c'est là la raison profonde qui exaspère les adversaires du Front national de libération.

### LE CLIMAT SOCIAL EN GRECE

On ne comprendra rien de ce qui se passe actuellement en Grèce si on ne tient pas compte du nouveau climat social du pays. Un correspondant spécial du *Manchester Guardian* (20 avril 1944) a donné cette analyse succincte de la « fermentation sociale » en Grèce : « Comme dans d'autres pays qui ont passé à travers l'horreur de l'occupation étrangère, en Grèce aussi cette terrible épreuve a brisé l'ancienne structure politique et bouleversé les conditions sociales et économiques existantes en anéantissant, par exemple, presque complètement la classe moyenne et en créant de nouveaux courants sociaux et politiques, qui ne sauraient pas être ignorés ».

Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un regard sur la presse clandestine, qui était l'expression la plus directe et la plus authentique des pensées, des sentiments, des tendances et des aspirations du peuple grec et qui comptait 113 feuilles, imprimées, ronéotypées ou écrites à la main.

Voici par exemple ce qu'on lit dans le jour-

nal clandestin « *Dimokratia* » ( République) de novembre 1942 :

« Nous appartenons aux jeunes qui combattent *pour un changement politique radical*, qui cherchent à traduire les aspirations de notre peuple, avide d'une *liberté supérieure...* Nous nous battons pour contribuer à *la formation des conditions d'une meilleure patrie pour l'après-guerre*. Car ce moment critique détermine d'une manière sûre notre orientation nationale sociale et politique... Nous manifestons nos vues conformément à l'idée qui domine notre action politique, à savoir *qu'il faut libérer, avec le Grec, le citoyen et l'homme* ».

Pour ce journal clandestin ceux qui sont tombés sur les champs de bataille de cette guerre, « ne se sont pas seulement sacrifiés pour éviter l'esclavage national, mais aussi *pour la dignité et la liberté du citoyen et pour l'amélioration du niveau de la vie de l'homme* ».

Pour un autre journal clandestin, la *Socialistiki Idéa* (Idée socialiste) du 15 décembre 1942, ceux qui se battaient contre l'envahisseur se battaient pour l'honneur et pour la liberté de la nation, et aussi *pour le droit du peuple* ». « Ils appartiennent à *la patrie et au peuple*, car ils sont sortis de ses entrailles ».

D'après le journal clandestin *Ellinikon Aima* (Sang grec) du 10 octobre 1942, le cadre des nouvelles conditions de vie du peuple grec est formé : « par la charte de l'Atlantique, qui confirme le principe de la liberté absolue de chaque peuple de régler son propre sort; par les préférences de l'Angleterre, nettement déterminées (en matière politique et sociale); et par les affirmations anglo-saxonnes réitérées concernant une organisation socialiste plus juste de l'univers civilisé et la condamnation définitive de toute dictature, fasciste ou antifasciste, politique ou militaire ».

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

Il faut bien noter que ces journaux clandestins n'appartiennent pas tous au Front national de libération ou au parti communiste grec; l'*Elliniton Aima*, par exemple, était l'organe d'un groupe de l'extrême-droite. D'ailleurs toutes les autres organisations de résistance, la E. D. E. S., la E. K. K. A., et jusqu'à celles « de droite », qui se présentaient avec un programme d'action ultra-nationaliste, ne pouvaient pas ignorer le climat social du pays et affichaient un programme plus ou moins « social ».

Il est intéressant d'ajouter également que le métropolite de Kozani (Macédoine) Joakeim, qui s'était rallié au Front national de libération, parlait dans ses appels à la jeunesse grecque de la « création d'une nouvelle Grèce *laocratique* » ce qui est plus qu'une Grèce *démocratique*, une Grèce où le peuple (*laos*) aura tout à dire et où la formule d'Abraham Lincoln : « un gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple », serait une réalité.

Nulle part plus qu'en Grèce ne s'applique cette remarque profonde du *Times* (7 avril 1944) qui résume le sens de cette guerre : « La parole libération, dans son sens actuel, ne veut pas seulement dire la fin de la tyrannie, mais le commencement d'une ère nouvelle de possibilités infinies dans la vie de l'Europe ».

### LE VRAI « CRIME » DE L'E. A. M.

Le vrai « crime » du Front national de libération, beaucoup plus que ses tendances sociales, était d'avoir constitué une force armée considérable, la E. L. A. S. et d'avoir donné à celle-ci le caractère d'une armée *populaire* nationale.

Depuis que le parti libéral, fondé par Eleu-

thère Venizelos, apparut sur la scène, l'armée joue en Grèce le premier rôle dans la lutte politique. L'arrivée de Venizelos au pouvoir a été précédée d'une révolte militaire, menée par les éléments jeunes de l'armée, provenant des larges couches de la nation, contre les représentants des vieilles familles et des anciennes castes politiques, qui formaient l'entourage de la cour, en particulier du prince héritier Constantin, commandant en chef de l'armée, et qui barraient le chemin aux avancements.

Arrivé au pouvoir, Venizelos commença à « démocratiser » l'armée en l'« épurant » des « officiers de la cour », en ouvrant les grades supérieurs aux éléments nouveaux — ses partisans — et en y introduisant d'autres. Un corps d'officiers vénizelistes fut ainsi formé, qui constituait le pilier du nouveau régime.

Le retour des anciens partis politiques au pouvoir, après la chute de Venizelos en 1915, fut marqué par une « épuration » radicale de l'armée des éléments vénizelistes et leur remplacement par des amis de ces partis et de la cour. Une « épuration » plus radicale encore s'en suivit, dans le sens inverse, après la révolte du général Plastiras, en 1922.

Depuis lors et jusqu'à la guerre italo-grecque, durant presque douze ans et demi, toute la vie politique grecque fut infestée par la « question des officiers mis en retraite », remuée, selon les circonstances, par le parti vénizeliste ou par les anciens partis. Le parti au pouvoir refusait aux officiers des partis adverses l'entrée dans l'armée. Cette éternelle « question » a rendu impossible la réconciliation du monde politique grec et le rétablissement d'une vie politique normale et stable, même lorsque le désir d'un rapprochement était très profond des deux côtés. Et ce fut toujours dans les rangs des officiers mis en retraite que se préparèrent tous les coups

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

de force qui ont périodiquement bouleversé la vie nationale. La dictature du général Metaxas elle-même naquit d'un tel « putsch », dont le prétexte fut, outre le « danger communiste », l'« anarchie politique » créée par l'immixtion continuelle des militaires dans la vie politique du pays.

Derrière la question de personnes — cela va sans dire — se posait la question politique. Les gouvernements vénizelistes ou antivénizelistes, les régimes républicain ou royaliste, se disputaient la prédominance de leurs hommes au sein de l'armée — qui se disait toujours « nationale » — parce qu'ils accédaient au pouvoir ou en tombaient dans la mesure où ils possédaient ou perdaient cette prédominance : Si bien qu'à vrai dire, il n'y a jamais eu durant toute cette période trouble qu'a connue la Grèce une armée grecque vraiment nationale, mais des armées de partis.

La campagne d'Asie-Mineure, où se jouait cependant la grande cause nationale grecque, a été menée, dans sa phase finale, la plus dramatique, par une armée divisée, où les officiers vénizelistes complotaient contre le haut commandement royaliste, s'ils ne développaient pas une activité ouvertement défaitiste et subversive. Et nous avons vu que même pendant la guerre contre l'Italie, Metaxas avait refusé aux officiers républicains ou libéraux de servir leur pays.

Au lendemain du suicide du président du Conseil Koryzis, alors que la Grèce était envahie par les armées d'Hitler, la nécessité de la formation d'un gouvernement d'« union sacrée » s'étant montrée impérieuse, le roi appela le général républicain Mazarakis pour former le nouveau cabinet. Mais la première condition posée par ce général était le retour en masse dans les rangs de l'armée des officiers vénize-

listes ou républicains en retraite; ce que, bien entendu, le roi refusa. Et la tentative échoua.

Pour la première fois dans l'histoire de la Grèce moderne s'était constituée, au cours de cette guerre, une force militaire nouvelle, essentiellement populaire, sortie des entrailles de la nation et forgée dans la lutte contre l'envahisseur, capable de défendre les intérêts des masses; une force militaire qui constituait l'unique garantie pour la création d'une armée populaire, une armée qui soit vraiment au service de la nation et non pas des partis, et qui seule pourrait mettre un terme aux disputes éternelles et néfastes des castes politiques et militaires pour le pouvoir et barrer la route à la dictature, royaliste ou libérale.

L'apparition de cette nouvelle force militaire faussait le jeu traditionnel du partage alternatif du pouvoir entre les vieux partis conservateurs ou royalistes et libéraux ou républicains. De ce fait, elle constituait pour tous un danger devant lequel les adversaires d'hier se sont donné la main pour le combattre, sans nullement se soucier si cela pouvait être préjudiciable à la lutte contre l'envahisseur ou à l'avenir de la nation.

### *LE CAS DU PARTI VENIZELISTE.*

Le Front national de libération a en somme apporté dans toute la vie politique grecque un profond bouleversement qui a affecté tous les vieux partis, ceux « de droite » aussi bien que ceux « de gauche ». De là leur opposition à la participation de l'E.A.M. au gouvernement du Caire, déjà du temps de M. Tsouderos. « Les chefs des partis politiques, écrivait un corres-

pondant du Times (28 octobre 1943) ne favorisent pas l'idée discutée au Caire d'inclure au gouvernement des chefs des organisations de guerrillas ».

Le cas du parti libéral ou vénizeliste est particulièrement instructif. Ce parti a toujours, dans le passé, mené la lutte pour le pouvoir contre les partis « de droite » et contre la couronne elle-même. C'est au nom du « libéralisme » et des « idées nouvelles » que la minorité vénizeliste eut chaque fois recours aux révoltes militaires pour s'emparer du pouvoir. Peu avant la dictature du général Metaxas le parti libéral n'avait pas hésité à accepter la formule du « front populaire » ; et ses chefs avaient daigné prendre contact avec les représentants du parti communiste grec lui-même (1). A ce moment les forces qui disputaient le pouvoir au parti libéral étaient « à droite » ; elles se groupaient autour du parti populiste ou royaliste.

Maintenant que de nouvelles forces populaires, surgies de la guerre et de la lutte contre l'envahisseur, sont apparues sur la scène politique et se dressent sur la route du pouvoir, le parti libéral a changé de front. L' « ennemi » n'est plus « à droite » ; il est « à gauche ».

« L'espoir de la démocratie grecque en ce moment git dans le développement de la coalition entre la gauche et les libéraux », écrivait le *New Statesman And Nation* du 20 mai 1944. C'eût été là en effet la réalisation idéale pour la Grèce de la formule du « front populaire », le rempart le plus solide contre la dictature. Mais pour frapper le « nouvel ennemi », les épigones

---

(1) L'original de l'accord signé alors entre les représentants des deux partis, a été saisi plus tard par le chef de la Gestapo de la dictature métaxiste, Maniadakis, et déposé au Musée criminologique de la police d'Athènes !

## LE DRAME DE LA RESISTANCE GRECQUE

---

d'Eleuthère Venizelos, le « grand libéral », battent l'appel de toute la réaction, ouvrent les bras aux adversaires d'hier — et, alors que la grande masse du parti reste foncièrement antiroyaliste — se mettent aux ordres d'un roi qu'ils détestent et dont ils connaissent les tendances autoritaires, uniquement par peur du mouvement populaire de résistance.

Lorsque le vieux Venizelos, réfugié en Crète, après l'échec de son putsch de mars 1935, disait à ses amis : « Même si je meurs, je continuerai à gouverner encore la Grèce du fond de mon cercueil de verre », il ne pouvait certainement pas prévoir que ses épigones, pour réaliser sa prophétie, n'auraient un jour d'autre ressource que la dictature de par la grâce du roi.

## VI

### *L'ENTENTE IMPARFAITE.*

Les choses en étaient là, et les hommes du Caire pouvaient se féliciter d'être arrivés à leurs fins. Mais leur cause était trop mauvaise pour pouvoir triompher. D'autre part les événements jouaient contre eux. On était à la veille de grandes opérations militaires dans le secteur méditerranéen, opérations dans lesquelles un rôle important était forcément réservé à la résistance grecque. Son affaiblissement, s'il profitait à la clique du Caire, affectait directement la cause alliée. De ce fait ce qui se passait en Grèce commença à préoccuper sérieusement les alliés.

C'est sous la pression des gouvernements des trois grandes puissances, après la conférence de Yalta, que M. Tsouderos dut changer d'attitude. Tout à coup il apparut comme l'apôtre de l'unité de la résistance — cette unité que les intrigues de son gouvernement venaient justement de briser ! Le 1 décembre 1943, il adressa un appel radiodiffusé en faveur de la réconciliation des patriotes. Le 31 décembre, avec l'appui de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, il renouvela son appel.

Ce changement d'attitude s'imposait d'ailleurs étant donné les circonstances. La tentative du gouvernement du Caire de supplanter le Front national de libération par la E.D.E.S. et

de faire du colonel Zervas le chef de toutes les organisations de guerrillas, avait lamentablement échoué. L'E.A.M. sut vaincre rapidement les difficultés créées par la campagne de calomnies, dont elle fut l'objet, et garder sa position prépondérante dans la résistance.

En avril 1944, M. Eden devait convenir, aux Communes, que le rapport entre les forces de la E.L.A.S. et de la E.D.E.S., était de trois à un, ce qui voulait dire que les premières constituaient les soixante-quinze pour cent des forces de la résistance. D'autre part, le rôle qu'avait joué l'E.D.E.S. dans la « crise » d'octobre n'a pas été sans provoquer de profonds remous dans ses propres rangs. Une dépêche du Caire au *New York Times* (14 janvier 1944), parlait même de rupture entre le colonel Zervas et le comité directeur de son organisation. En outre, des dissensions se produisirent au sein même du gouvernement du Caire au sujet de sa politique à l'égard de la résistance.

La « manière forte » n'ayant donc pas réussi, il était dans l'intérêt du gouvernement royal d'essayer la « manière douce » — l'évangile et l'unité ! — ne fut-ce que pour échapper au soupçon de s'opposer à la politique des grandes puissances alliées. Ce qui ne l'empêchait guère de poursuivre sournoisement sa campagne de calomnies contre le Front national de libération.

Selon le correspondant du *New York Times* au Caire, la thèse soutenue par M. Churchill dans son discours du 22 février 1944 (1) était confirmée par des personnes récemment échappées de Grèce et en mesure de connaître l'état

---

(1) « Des éléments puissants parmi les guerrillas pensent beaucoup moins à exterminer l'ennemi extérieur qu'à s'emparer de titres de propriété de leur pays et à devenir le parti dominant, une fois la guerre finie, sans nullement se préoccuper de l'opinion des masses nationales ».

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

d'esprit du pays. Plusieurs personnalités importantes de l'E.A.M., disait-on, étaient déçues des violences commises par certains éléments de cette organisation contre les Grecs, dans la tentative de « forcer le peuple à accepter la discipline du parti (communiste) ». Et le correspondant du grand organe américain qui puisait sans doute ses informations dans les milieux gouvernementaux grecs du Caire, ajoutait cette monstruosité : « Il y a aussi des indices que les Allemands, dans certains cas, tout au moins, n'ont pas cherché à mater l'E.A.M., malgré qu'il leur eut été facile de le faire, reconnaissant que l'E.A.M. était d'une grande utilité pour eux, en tant que facteur de troubles » !

Mais c'est surtout grâce à l'intérêt manifesté par le haut commandement du Moyen-Orient que des progrès réels ont été marqués; c'est aux officiers de liaison britanniques, spécialement envoyés en Grèce à cet effet, que revient le mérite d'avoir préparé le terrain à une entente entre l'E.A.M. et la E.D.E.S., les deux parties adverses étant tombées d'accord sur la nécessité d'arrêter les « hostilités ».

Le 10 janvier 1944, M. Eden exprimait aux Communes l'espoir que les différends entre les groupes de guerrillas grecques allaient être réglés. A cette occasion, le chef du Foreign Office soulignait l'importance, pour la cause alliée et pour l'avenir de la Grèce, de l'unité de la résistance. « Il est nécessaire, proclamait-il, que cette unité, une fois obtenue, soit maintenue aussi bien pendant la durée de la guerre qu'après la libération du pays ».

Le 9 février 1944, M. Eden faisait une nouvelle déclaration aux Communes concernant les négociations menées en Grèce entre les guerrillas; ce qui marquait l'intérêt que le gouvernement britannique portait à la résistance grec-

que et l'importance qu'il attribuait à son unité. Sur ce point la politique de Londres se séparait tout à coup de celle du gouvernement royal du Caire; mieux, la façon catégorique dont M. Eden prenait position en faveur de l'unité de la résistance, constituait une condamnation solennelle de la politique de division de M. Tsouderos.

Les négociations s'ouvrirent le 15 février « quelque part dans les montagnes ». Y participèrent, outre les représentants des organisations E.A.M. — E.L.A.S. et de celles de la E.D.E.S. et de la E.K.K.A., des délégués du commandement allié et du commandement de l'armée régulière hellénique.

Ces négociations furent assez épineuses; il fallut quatorze réunions pour arriver à un accord complet. Le 29 février cet accord était signé. Il comprenait neuf points : 1°) cessation des hostilités; 2°) chaque partie maintenait ses positions; 3°) chaque partie s'engageait à combattre l'ennemi et les collaborateurs, séparément ou conjointement; 4°) les plans d'opérations devaient prévoir, pour chaque organisation, liberté de manœuvre sous la pression de l'ennemi; 5°) les unités obligées de se retirer dans les conditions prévues par la précédente clause devaient retourner dans la zone évacuée après le départ des Allemands; 6°) un comité mixte des trois organisations était constitué; 7°) les missions alliées ravitailleraient les organisations de guerrillas; 8°) un secours devaient être accordé à ceux qui ont souffert de la guerre civile ou de l'invasion allemande; 9°) les prisonniers politiques et les otages devaient être relâchés.

Le point 7 de l'accord est particulièrement à retenir. Il confirmait un fait qu'on avait peine à croire : que, sur les instances sans doute du gouvernement grec du Caire, les alliés avaient depuis la « crise » d'octobre suspendu le ra-

vitaillement des forces militaires du Front National de libération. Le *Daily Herald* précisait à ce sujet qu'il s'agissait du « renouvellement de l'envoi des munitions britanniques à la E. L. A. S. ».

Cependant les négociations avaient exclusivement été consacrées aux questions militaires, ce qui fait que cet accord, qui avait soulevé une vague d'enthousiasme en Grèce et dans tous les milieux grecs de l'étranger, n'était au fond qu'un armistice. La question politique restait ouverte.

Néanmoins, c'était un beau résultat. Mais le gouvernement du Caire, n'y était pour rien; au contraire ce résultat était obtenu malgré lui et malgré ses intrigues, et constituait un échec pour sa politique de division.

### L'IMPASSE POLITIQUE

Le point de vue qui avait prévalu dans les négociations avec les guerrillas était que les décisions prises devaient uniquement avoir pour but d'assurer le maximum de l'efficacité militaire. Ce point de vue, soutenu par les Anglais, était certes bon en soi. Mais, pour garantir cette efficacité, il ne suffisait pas d'établir un accord militaire; il fallait aussi — et surtout — rétablir l'unité des organisations de résistance sur le plan politique; si elles se combattaient sur le plan militaire, c'est qu'elles étaient divisées sur l'autre.

Le Front National de libération voulait qu'on arrivât à cette occasion à un accord plus ample, comprenant aussi les affaires politiques. Ses délégués avaient soumis à cette effet une proposition visant la formation d'un comité gou-

## LE DRAME DE

---

vernemental au sein duquel toutes les organisations de résistance seraient représentées, et qui serait chargé du pouvoir exécutif en Grèce d'accord avec le gouvernement grec (*Times*, 18 mars 1944).

Si ces propositions avaient été acceptées un grand pas en avant aurait été fait vers la solution définitive de la « crise » — et beaucoup de choses malheureuses auraient été évitées. Mais le gouvernement royal du Caire, qui voyait déjà ses plans renversés par l'accord militaire entre les guerrillas s'opposa énergiquement à l'extension de l'entente sur le plan politique, en se servant de la E.D.E.S et de la E.K.K.A.

Ainsi le gouvernement du Caire avait quand même réussi à écarter le « danger » d'une entente complète entre les groupes de résistance et à laisser la porte ouverte à une nouvelle « crise ». Il était évident que sans l'accord politique, l'accord militaire ne saurait être viable.

C'était toujours la même crainte qui dominait toute la politique du gouvernement royal et des organisations de résistance avec lesquelles il était en rapport étroit, crainte qui rendait impossible une entente sincère et durable avec le Front national de libération ; à savoir que vu sa puissance et son importance, toute collaboration étroite avec celui-ci, et plus encore toute fusion de ses organisations politiques et militaires avec les autres organisations de résistance, finirait au détriment des dernières, peut-être par leur absorption graduelle dans le Front national de libération.

C'est pourquoi l'« armistice » de février n'a pas tenu ses promesses. On avait parlé de la formation d'un commandement unique de tous les groupes de guerrillas ; on avait même cité des noms. En réalité l'unité établie entre les organisations de résistance n'était que fictive.

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

L'accord militaire lui-même n'avait été accepté par le gouvernement royal du Caire qu'à contre-cœur, sous la pression des trois grandes puissances alliées. Dans son for intérieur, ce gouvernement ne pensait qu'à reprendre, à la première occasion, sa politique de division contre la résistance et à ruiner l'accord militaire en sabotant les négociations pour l'accord politique.

La seule « concession » qu'avait faite le gouvernement royal était d'accepter que les questions politiques fussent discutées dans une conférence plus large, qui comprendrait des représentants de toutes les organisations de résistance, de tous les partis politiques et du gouvernement du Caire, en vue de former un gouvernement d'union nationale.

### L'E.A.M. ET L'UNITE NATIONALE

Le gouvernement d'union nationale n'était pas seulement une formule de transition, assurant sans secousses et sans accrocs le passage du pays, si profondément éprouvé, bouleversé et divisé, de l'état de guerre à l'état de paix ; c'était une mesure de salut national. Le véritable accord général, l'apaisement réel, ne saurait être réalisé qu'au sein d'un tel gouvernement.

Nous avons vu que le Front national de libération, qui s'était dès le début de son action fait le champion de l'unité de toutes les forces de résistance, s'était aussi prononcé pour la formule du gouvernement d'union nationale lors des négociations de février 1944 pour la cessation des « hostilités » entre les guerrillas. L'accord politique n'ayant pas — par la faute du gou-

## LE DRAME DE

---

vernement du Caire — suivi l'accord militaire, l'E.A.M. revint à la charge d'une manière, certes, singulière, mais qui répondait aux circonstances : en formant un comité politique (P.E.E.A.) en mars 1944.

Ce comité ne constituait point une sorte de gouvernement « séparatiste » ou provisoire », dirigé contre celui du Caire, comme on a voulu le dire alors, en vue de compromettre tout ce mouvement; il visait plutôt à forcer la main au gouvernement du Caire pour élargir sa base.

Dans le manifeste où le comité exposait les raisons de sa constitution et ses buts, il était dit expressément que le comité était résolu « à prendre la direction de l'effort de tous les Grecs pour la formation d'un gouvernement d'unité et garantir la souveraineté populaire ». Et plus loin : « Pour atteindre ce but le comité invite tous les partis, toutes les organisations et M. Tsouderos à se joindre à lui (le comité) afin de former un gouvernement d'union nationale ».

Le premier geste du Comité politique de l'E. A. M. fut en effet de s'adresser au gouvernement royal pour demander sa collaboration. Un communiqué officiel grec publié à ce sujet au Caire reconnaissait que l'un des buts du comité en question était de rechercher la formation d'un gouvernement de large coalition nationale », et qu'à cet effet le comité s'était adressé au gouvernement.

Et le correspondant au Caire du *Times* (27 mars 1944) écrivait : « Dans les milieux grecs bien informés on a l'impression que le fait que le comité a invité le gouvernement grec à participer à un gouvernement aux bases élargies, montre que la situation en Grèce est maintenant beaucoup plus encourageante qu'il y a peu de temps, et que l'on s'achemine vers une Grèce unie pouvant consacrer toutes ses éner-

gies à la tâche de résistance à l'envahisseur ».

Le correspondant au Caire de l'*Observer* (9 avril 1944) ajoutait de son côté : « L'existence de ce comité a eu le double effet d'exercer une pression additionnelle sur le gouvernement du Caire, et de convaincre beaucoup de Grecs, qui ne se sont pas intéressés aux finesses politiques mais qui tiennent à l'unité nationale, qu'il n'existait plus de raison pour que le gouvernement du Caire continuât à *éluder le rétablissement des relations plus étroites avec les guerrillas* »,

Enfin le *Times* du 5 avril 1944, rappelait cette « demande raisonnable » faite par l'E.A.M. afin d'élargir la base du gouvernement en exil ».

L'initiative pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale appartenait désormais au gouvernement royal. Celui-ci ayant adressé une invitation aux diverses organisations de résistance en Grèce pour envoyer des représentants au Caire, l'E.A.M. fut la première à y répondre. Son message disait : « En réponse à votre télégramme... nous vous informons que nous sommes toujours fermement attachés à l'idée d'unité nationale et que nous ne nous lasserons pas de lutter pour sa réalisation en dépit de l'opposition et de toutes les calomnies ». Et le message précisait que le parti communiste était d'accord pour envoyer un représentant pour participer aux négociations.

Mais en réalité M. Tsouderos ne semblait guère être disposé à donner suite à l'engagement tacitement pris à la conférence de février envers les chefs de la résistance, d'établir un accord politique après l'accord militaire. Les jours passaient et l'accord militaire lui-même risquait d'être mis en question. La situation politique était arrivée à une impasse.

### LA FICTION DU GOUVERNEMENT TSOUDEROS

Pour sortir de l'impasse politique, il fallait que M. Tsouderos s'en allât. Son cabinet sans rien représenter — sinon ses membres — constituait un obstacle à la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

A vrai dire le gouvernement Tsouderos n'était qu'une fiction. Il n'existait que de par la volonté du Roi. Celui-ci, au moment de quitter la Grèce, avait senti la nécessité de se rapprocher de l'ancien monde politique sans rompre complètement avec ses amis d'hier. Il lui fallait un libéral disposé à collaborer avec le personnel de la dictature. Aussi s'adressa-t-il à M. Tsouderos, ancien gouverneur de la Banque de Grèce, renvoyé, quelques mois avant la guerre mondiale par le dictateur Metaxas comme suspect au régime, et qui vivait depuis lors retiré dans sa villa d'Ekali près d'Athènes, surveillé par la police. Entré au gouvernement présidé pratiquement par le roi, comme ministre des Finances et des Affaires étrangères, au moment où celui-ci quittait Athènes pour la Crète, il se vit aussitôt promu Président du Conseil. Son cabinet était la chose la plus hétéroclite ; le libéral Tsouderos était entouré des principaux ministres de la dictature, y compris le fameux chef de la Gestapo métaxiste, Maniadjakis, qui gardait le portefeuille de l'Intérieur.

Au cours de ses pérégrinations mouvementées de Crète au Cap et de là à Londres, le gouvernement de M. Tsouderos s'« épurait » progressivement de ses éléments métaxistes mais pour devenir, lorsqu'il s'installa finalement au Caire, un gouvernement pour ainsi dire de

famille, composé de parents et d'amis du Président du Conseil, où les armateurs faisaient la loi.

Ce gouvernement en exil devait se considérer comme le dépositaire provisoire du pouvoir; il n'était en fait qu'un gouvernement symbolique, n'ayant qu'une raison d'être : entretenir le contact avec les gouvernements alliés et réorganiser les forces miliaires de la nation pour la continuation de la guerre. Mais M. Tsouderos n'avait qu'une idée dans la tête : profiter de sa position inespérée, qu'il devait à la catastrophe nationale, pour ouvrir toutes larges les portes du pouvoir au parti vénizeliste, et pour se créer une place de premier plan dans ce parti, resté effectivement sans chef depuis la mort d'Eleuthère Venizelos.

Cet étrange président d'un gouvernement en exil, s'occupait surtout à servir ses ambitions politiques et à satisfaire ses amis personnels. Alors que la conspiration de silence était organisée autour de l'activité de la résistance en Grèce, ses portraits étaient envoyés aux quatre coins du globe pour « orner », à côté de ceux du roi, les bureaux des légations et des consulats grecs.

C'est ainsi qu'avec le temps le gouvernement de M. Tsouderos avait perdu le peu de contact qu'il avait avec le peuple grec vivant sous la botte de l'envahisseur; et son indifférence — ou son hostilité — à l'égard de la résistance, rendait plus profond encore le fossé qui le séparait de la nation.

M. Tsouderos aurait donc depuis longtemps dû s'écarter pour faire place à un gouvernement « vraiment national », comme disait le correspondant diplomatique de *Reuter* (9 avril 1944). Mais, appuyé par le roi, il se cramponnait à son poste sous différents prétextes. Il continuait certes à parler beaucoup de l'unité na-

tionale et adressait aux guerrillas grecques de pathétiques appels à l'union. Toutefois il ne faisait rien pour y parvenir — s'il ne faisait pas tout pour la saboter.

Son grand argument était l'impossibilité d'amener les organisations de résistance en Grèce à s'entendre entre elles, leur entente étant la condition préalable à la formation d'un gouvernement d'union nationale. N'existait-il pas en Grèce quelque 98 organisations et groupes de résistances? Il fallait donc d'abord mettre tout ce monde d'accord.

Or, il savait très bien que quand on parlait de la résistance grecque, il n'était question que du Front national de libération, et par conséquent, en réalité, il s'agissait d'obtenir la collaboration de l'E.A.M., étant donné que la seconde organisation de résistance, la E.D.E.S., obéissait aux ordres du gouvernement du Caire et de M. Tsouderos personnellement. Et l'E.A.M. ne pensait qu'à y parvenir.

M. Tsouderos ne voulait rien savoir. Il ne pensait qu'à durer. Son idée était de se maintenir au pouvoir jusqu'au moment de la libération, pour rentrer en Grèce à la tête de son gouvernement personnel — et de l'armée — et devenir l'arbitre de la situation. A cet effet il n'hésitait pas à flatter les royalistes et à soutenir le point de vue du roi au sujet du retour en Grèce de celui-ci, uniquement pour renforcer sa propre situation personnelle.

### *L'INTERMEDE VIOLENT*

C'est dans ces circonstances qu'éclatèrent les « mutineries » dans les forces armées grecques du Moyen-Orient. Ces « mutineries » n'étaient en réalité qu'une « grève » de caractère politi-

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

que, une « grève sur le tas », dira le correspondant au Caire du *Times* (24 avril 1944). Ces étranges « mutins » — dont M. Churchill disait dans son discours du 24 mai 1944 qu'ils s'étaient laissés « entraîner dans ces méfaits par des mouvements subversifs », ne refusaient pas de se battre; au contraire, ils se « mutinèrent » pour mieux se battre ! Ils ne se dressaient pas contre la participation de la Grèce à la guerre aux côtés des alliés; ils voulaient renforcer celle-ci et la rendre plus efficace encore. Ils ne se dressaient même pas « contre le roi et son gouvernement », comme disait encore M. Churchill dans son discours du 24 mai. Leur geste n'avait qu'un but : manifester le mécontentement des forces armées contre la politique d'atermoiement du Président du Conseil, M. Tsouderos, qui faisait obstruction à la formation d'un gouvernement d'union nationale, et forcer le Roi à constituer un tel gouvernement.

Tout cela était ouvertement dit dans une proclamation datée du 18 avril 1944 du Bureau central des forces armées du Moyen-Orient, autant dire du comité directeur de la « grève sur le tas » de ces forces. « Avec la formation du Comité politique de libération nationale dans les montagnes libres de Grèce, y lisait-on, les forces armées du Moyen-Orient ont pris aussitôt position aux côtés de ce comité *pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale*, afin de raccourcir la guerre pour la libération et d'éviter tout acte arbitraire contre la volonté populaire pouvant découler de l'absence d'un véritable gouvernement grec ».

On ne saurait être plus clair. Rien d'étonnant donc si les correspondants britanniques au Caire étaient, tous, d'accord sur ce point que les troubles étaient entièrement politiques (*Times*

24 avril 1944). Selon l'*Economist* du 29 avril 1944, les soldats et les marins grecs avaient fait « la grève sur le tas afin d'exprimer leur impatience pour le retard apporté à l'élargissement des bases du gouvernement grec ».

En effet, selon les informations — censurées (1) — du Caire aux journaux britanniques, les choses se passèrent ainsi : Le 31 mars 1944, des officiers de l'armée, de la marine et de l'aviation, rendirent visite au Président du Conseil, M. Tsouderos et demandèrent sa démission. Le gouvernement grec les fit immédiatement arrêter par les autorités anglaises. Le 6 avril, les équipages d'un contretorpilleur et de deux corvettes se refusèrent à prendre la mer jusqu'à ce qu'un gouvernement d'union nationale fût formé. (*Manchester Guardian*, 24 avril 1944)

Le caractère des « mutineries » a été mieux souligné par le fait que le commandant en chef de la flotte grecque, l'amiral Alexandris, un vénizeliste de vieille souche — et qui, pour avoir ce poste devait jouir de la confiance entière du gouvernement — avait refusé les ordres reçus d'étouffer les « mutineries ».

Néanmoins, le gouvernement — et les autorités britanniques — prirent des mesures de violence contre toutes les personnalités dirigeantes des organisations antifascistes grecques, politiques ou militaires, d'Égypte. Parmi les personnes arrêtées figuraient quatre officiers supérieurs; sans parler des arrestations parmi la colonie grecque d'Égypte, médecins, avocats, instituteurs, journalistes, industriels, commerçants, employés, ouvriers, etc.; ce qui était la

---

(1) « La censure rigoureuse des nouvelles grecques, exercée au Caire — et contre laquelle vingt-trois correspondants alliés ont récemment protesté — a rendu difficile de suivre l'évolution de la situation depuis que la mutinerie a éclaté », (*Spectator*, 12 mai 1944).

meilleure preuve que la « mutinerie » était approuvée par l'ensemble de l'opinion publique grecque.

C'est pourquoi on ne pouvait constater sans étonnement l'étrange sévérité, dont on faisait preuve à Londres à l'égard des « mutins » grecs, au moment où la presse anglaise unanime donnait l'exemple du bon sens en prenant la défense des déserteurs juifs et ukrainiens, qui avaient quitté les rangs de l'armée polonaise « parce qu'ils y étaient victimes d'un antisémitisme violent » (*The Economist*, 29 avril 1944). Les journaux anglais condamnaient l'attitude du gouvernement polonais, qui avait institué deux cours martiales pour juger ces cas d'indiscipline militaire. L'affaire étant portée jusqu'à la Chambre des Communes, le gouvernement polonais dut finalement céder à la pression du gouvernement britannique et amnistier les déserteurs.

Il ne s'agit certes pas de justifier un acte d'indiscipline militaire; mais on ne peut d'autre part méconnaître que les « mutins » avaient agi dans une intention parfaitement louable et dans un élan patriotique. Leur geste, pour condamnable qu'il fût, correspondait aux vœux unanimes de la nation, qui réclamait la constitution d'un gouvernement national, comme l'unique solution de la crise profonde qui divisait le pays. *L'Observer* du 24 avril 1944, tout en reconnaissant que l'immixtion des forces armées dans la politique était une affaire sérieuse, remarquait qu'il fallait tenir compte du fait que « la situation politique grecque est anormale et qu'elle ne peut pas être simplement jugée du point de vue de la discipline militaire ». De même *l'Economist* du 29 avril 1944, insistait qu'« il serait également insensé d'oublier les raisons qui avaient poussé les soldats et les marins grecs à la révolte. Ceux-ci

avaient employé « la méthode la plus effective à leur disposition pour demander un prompt élargissement de la base du gouvernement grec » (1).

Ces « mutins », qui s'étaient refusés à accompagner un convoi (2), voulaient que le peuple grec, retrouvant son unité sous un gouvernement vraiment national, puisse participer avec toutes ses forces à l'effort de guerre allié. Le journal grec de Londres, *Hellas*, (28 avril 1944), d'une nuance politique pourtant voisine de celle de M. Tsouderos, tout en condamnant le « mouvement », devait cependant reconnaître que d'un certain point de vue, ce mouvement exprimait « l'impatience avec laquelle l'opinion publique grecque réclamait la constitution d'un gouvernement de large coalition ».

Bref, les « mutins » s'étaient chargés de déblayer le terrain de la présence encombrante de M. Tsouderos, qui se cramponnait au pouvoir. Et c'est tout à leur honneur. Le correspondant diplomatique de l'*Observer* écrivait le 9 avril 1944 : « Suivant les informations reçues à Lon-

---

(1) Le *Spectator* du 12 mai 1944 écrivait dans le même sens : « La faillite des premières négociations (avec l'E.A.M., pour son entrée au gouvernement) et la répugnance évidente de M. Tsouderos à faire de nouveaux efforts pour unir les guerrillas grecques ou pour élargir son gouvernement, a eu comme suite la mutinerie récente des forces grecques du Moyen-Orient et sa propre chute. Cette mutinerie ne devait peut-être pas être jugée exclusivement comme une infraction à la discipline militaire. A tort ou à raison, les soldats ou marins grecs (dont la grande majorité s'est échappée de Grèce pour servir à côté des Alliés) se considèrent dans une certaine mesure comme les représentants de l'opinion grecque. Il n'y a aucun doute qu'en réclamant des négociations immédiates avec le Comité provisoire et l'inclusion dans le gouvernement de représentants de la E.A.M., ils reflètent un désir unanime ».

(2) Certains équipages s'étaient déclarés prêts à servir sous le commandement d'officiers anglais.

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

dres, la cause immédiate de la démission de M. Tsouderos serait dans les troubles qui s'étaient développés parmi les forces armées et navales grecques dans le Proche-Orient ».

La démarche des officiers de ces forces auprès du président du conseil grec eut lieu le 31 mars 1944. Le 3 avril, M. Tsouderos donnait sa démission. Selon le rédacteur diplomatique de *Reuter* (4 avril 1944), le Premier grec dut « se retirer pour ne pas faire obstacle au mouvement pour la formation d'un gouvernement de large base nationale, mouvement qui avait rapidement progressé ». Et le *Times* du 5 avril dans l'article qu'il avait consacré à ce sujet, attribuait la démission de M. Tsouderos au « mécontentement causé par son peu d'empressement à prendre en considération d'une manière plus active », la demande du comité politique du Front national de libération pour la collaboration du gouvernement avec la résistance.

### LES SABOTEURS DE L'UNION NATIONALE

Le geste désespéré des marins grecs s'explique aussi par l'atmosphère trouble dans laquelle évoluait la crise ministérielle ouverte au Caire par la démission de M. Tsouderos. En se retirant celui-ci avait indiqué au roi comme son successeur, M. Sophocles Venizelos, fils du grand homme d'Etat grec; ce qui était très normal. Quelques jours auparavant (le 31 mars) M. Venizelos, en sa qualité de ministre de la marine du cabinet Tsouderos, dans un appel lancé par radio du Caire, au peuple grec, s'était déclaré en faveur de la constitution d'un gouvernement d'union nationale comprenant des représentants de tous les partis politiques et de toutes les organisations de résistance.

## LE DRAME DE

---

Le roi, qui se trouvait à ce moment à Londres, n'a pas voulu donner suite à cette suggestion. Il ne pouvait qu'avoir peu de confiance en M. Sophocles Venizelos, connu pour ses idées anti-monarchistes. En outre, ce qui déplaisait surtout au roi, c'était précisément la position que M. Venizelos avait prise en faveur d'un gouvernement d'union nationale, avec la participation du Front national de libération. Le roi espérait donc, sous prétexte qu'aucune décision définitive ne pouvait être prise à ce sujet avant son retour au Caire, ajourner la crise gouvernementale par un replâtrage ministériel. « Il est question d'une possible recomposition ministérielle », disait le correspondant diplomatique de *Reuter* (4 avril 1944). Un communiqué officiel grec publié le 5 avril au Caire, confirmait que M. Sophocles Venizelos jugeait que la réponse du roi à M. Tsouderos ne donnait pas « une solution immédiate à la présente crise grecque » ; ce qui l'obligeait à réserver sa décision.

La crise évoluait ainsi dans l'équivoque. « La situation politique grecque est toujours enveloppée d'obscurité », télégraphiait le 5 avril du Caire, le correspondant du *Times*. Tel était également l'avis du correspondant de *Reuter* qui télégraphiait le même jour : « La situation politique grecque est très confuse ».

C'est alors que le cabinet dut procéder à une sorte de harakiri collectif pour forcer la main au roi. Le 5 avril, les ministres déposèrent leurs portefeuilles et envoyèrent un télégramme au souverain, lui suggérant à leur tour de charger M. Venizelos de la formation du nouveau cabinet. C'est alors seulement que le roi accepta — après deux jours ! — la démission de M. Tsouderos et nomma M. Venizelos premier ministre. Mais il s'y prit de façon à lui rendre cette mission inacceptable ; il avait refusé d'accepter la

démission des membres du cabinet de M. Tsouderos, prétendant ainsi imposer au nouveau président du conseil l'équipe ministérielle de son prédécesseur; ce qui était une façon d'empêcher la constitution d'un gouvernement national. Si bien que la situation continuait à être « assez confuse » (*Reuter*, 7 avril 1944). M. Venizelos refusa.

L'on vit alors l'entourage du roi chercher comme candidat à la présidence du conseil les personnages les plus invraisemblables, comme l'ancien vice-président du conseil, M. Georges Roussos et l'ancien ministre de Grèce à Londres, M. Caclamano, (*Observer*, 9 avril 1944), deux hommes qui, si respectables qu'ils soient par leur âge, n'étaient nullement indiqués par les circonstances — si ce n'était pour éterniser la fiction du gouvernement du Caire.

Ces combinaisons n'ayant pas réussi, M. Tsouderos retira, le 9 avril, sa démission et accepta de rester à la tête de son cabinet jusqu'à ce qu'une solution fût trouvée. Son retour au pouvoir coïncida avec l'arrivée au Caire du roi Georges, qui commença immédiatement ses consultations — en évitant toutefois de voir M. Venizelos! (*Times*, 13 avril 1944).

Théoriquement, il s'agissait toujours, comme disait le correspondant diplomatique de *Reuter* (9 avril 1944), « d'examiner les probabilités qu'avait Venizelos de pouvoir unir sous sa direction un groupe suffisamment représentatif de ministres afin de donner satisfaction à l'exigence présente d'un gouvernement vraiment national »; M. Venizelos, vu sa prise de position dans la question capitale de l'union nationale, était l'homme des circonstances. Mais le roi continuait ses consultations avec M. Georges Roussos. Ce n'est que le 13 avril seulement qu'il chargea — on serait tenté de dire, sérieu-

## LE DRAME DE LA RESISTANCE GRECQUE

---

sement — M. Venizelos de la formation du nouveau gouvernement.

C'est à la triste lumière de ces machinations et de ces manoeuvres que l'on doit envisager les « mutineries » dans les forces armées grecques. Celles-ci éclatèrent le 6 avril, soit trois jours après la démission de M. Tsouderos, lorsque le sabotage en haut lieu de l'unité nationale devint évident. Et c'est sous la pression de ces « mutineries » que le roi dut finalement abandonner la tactique de tergiversations, et que la formule de l'union nationale fut officiellement adoptée.

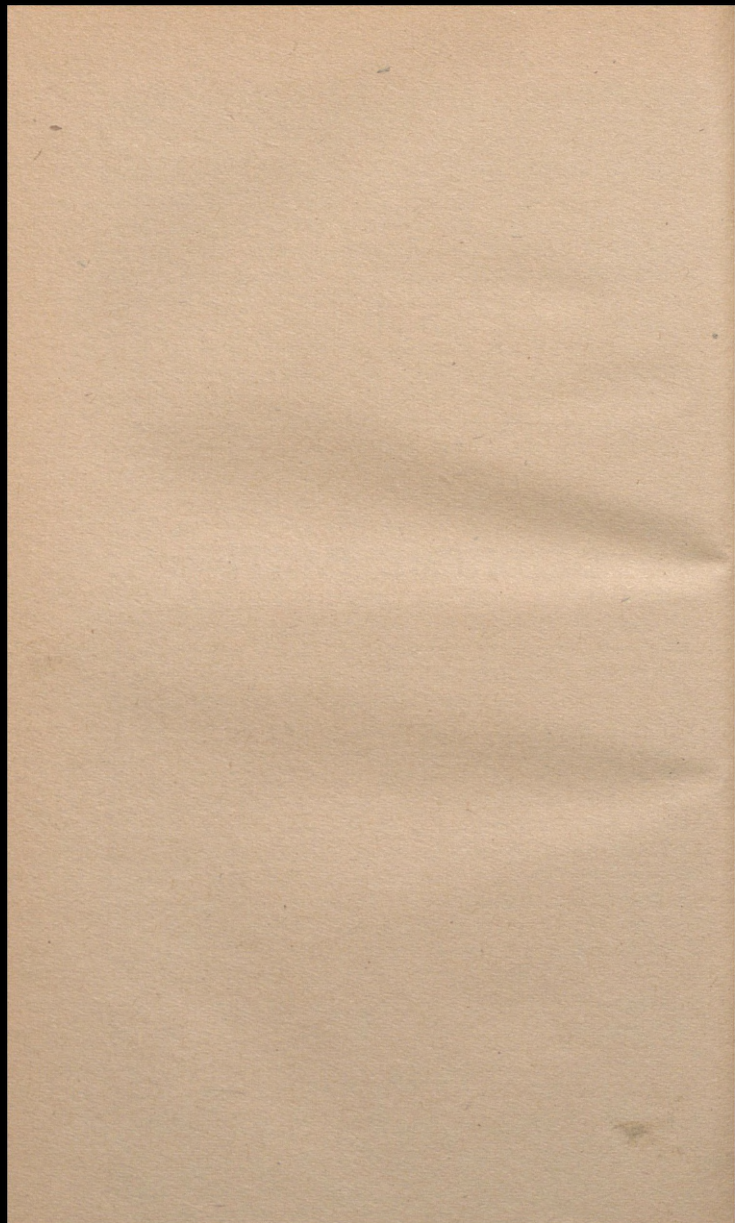
« Beaucoup de gens, concluait le correspondant au Caire de l'*Observer* (9 avril 1944), pensent que la crise actuelle a été *salutaire*, dans ce sens qu'elle a rendu évident qu'à l'avenir, tout gouvernement, pour survivre, doit être plus habile dans sa tentative de rétablir l'unité du mouvement de la résistance et faire de plus grands efforts pour définir exactement les sentiments des Grecs dans le pays ».

Ce qui revient à dire qu'en dernière analyse les « mutins » avaient servi la cause grecque et, partant, la cause alliée. « La démission de M. Tsouderos, écrivait le *Manchester Guardian* du 20 avril 1944, et la constitution d'un nouveau gouvernement sous la direction de M. Venizelos, qui désire y inclure des représentants de toutes les nuances de l'opinion politique et des organisations de guerrillas, est un pas en avant dans la bonne direction vers l'apaisement de l'inquiétude politique et sociale ».

Or, ce pas en avant n'a pu être fait, que grâce au geste des « mutins » de la marine grecque.



DEUXIÈME PARTIE



## VII

### L'ENTR'ACTE DU CABINET VENIZELOS

Avec la nomination de M. Sophocles Venizelos, comme président du conseil, on avait l'impression que la crise ministérielle et politique, était entrée dans la voie du règlement définitif. M. Venizelos s'était publiquement déclaré pour un gouvernement d'union nationale. Ayant contribué, nous l'avons vu, par son attitude à la chute du cabinet Tsouderos, il avait été proposé au roi par ce dernier pour former le nouveau cabinet, bref, il était l'homme indiqué par les circonstances pour présider le gouvernement d'union nationale.

Lui-même le pensait sincèrement et y croyait fermement. Dans la déclaration qu'il fit le jour où il prêta serment (14 avril 1944), il proclamait qu'il avait assumé cette tâche considérant que la prolongation de « l'état de crise, dans les circonstances critiques actuelles, crée des dangers nationaux très graves ». En outre, il définissait comme « but unique » de son cabinet — « correspondant aux vœux de l'opinion grec-

que toute entière » — une entente générale pour la constitution d'un « gouvernement de caractère pan-hellénique »; et il ajoutait qu'il travaillerait avec optimisme et courage pour « aboutir à l'unique solution pouvant rétablir l'union nationale en vue de la poursuite, plus efficace encore, de la lutte ».

Le *Times* du 15 avril 1944, saluant le nouveau gouvernement écrivait : « Les Alliés de l'Hellade observeront avec sympathie l'oeuvre du nouveau gouvernement; M. Venizelos et ses collègues ayant assumé la responsabilité de sauvegarder la force, l'unité et l'honneur de cette brave nation si cruellement éprouvée ».

Sans doute, le cabinet de M. Venizelos ne se présentait pas sous forme définitive. Son président l'avait désigné comme un cabinet de transition qui prendrait sa forme permanente après l'entrée des représentants des guerrillas et des partis politiques venant de Grèce.

L'optimisme de M. Venizelos semblait être fondé. Toutes les forces de la nation étaient en oeuvre pour le succès de sa tâche. Un appel à l'union de tous les Grecs, publié après sa démission par le gouvernement de M. Tsouderos, soulignait que la coalition générale vers laquelle évoluait la situation politique, devait comprendre « tous les groupes politiques, y compris celui de l'extrême gauche ». Et dans le message que le roi adressa au peuple grec dès son retour de Londres au Caire, le 12 avril, il soulignait également la nécessité d'avoir hors de Grèce « un gouvernement, le plus représentatif possible, composé de tous les courants de l'opinion patriotique, à l'exclusion seule de ceux qui ont collaboré avec l'ennemi. »

Cependant, comme nous l'avons déjà dit, il s'agissait surtout de la participation au gouvernement, du Front national de libération. Et selon une déclaration faite le 5 avril par M. Eden,

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

à la Chambre des Communes, des négociations étaient en cours à cet effet avec cette organisation.

M. Venizelos, dès qu'il avait assumé la constitution du cabinet, avait adressé une invitation aux organisations de résistance en Grèce pour envoyer leurs représentants en vue de leur participation au gouvernement. Et déjà le 17 avril on annonçait officiellement au Caire que le Front national de libération avait accepté d'envoyer trois délégués pour négocier la constitution d'un gouvernement d'union nationale. De même, la E. D. E. S. se déclara prête à envoyer à cet effet au Caire, un délégué.

Or, déjà le 21 avril 1944 — une semaine à peine après sa nomination comme Président du Conseil — M. Sophocles Venizelos, parlant aux représentants de la presse, exprimait son étonnement devant « l'opposition continue » contre son gouvernement. Cette opposition ne pouvait pas provenir des milieux de l'E. A. M. M. Venizelos avait l'appui de l'« Union nationale de libération », organisation locale représentant la E. A. M. en Egypte, de même que du « Comité grec de coordination », organisation résidant également en Egypte et dont le programme était l'établissement de l'unité entre tous les groupes de résistance. (*Sunday Times*, 16 avril 1944). M. Venizelos et son cabinet, pouvait-on dire, avaient derrière eux toute la résistance grecque.

L'opposition venait de haut, précisément à cause de l'accueil favorable que la tentative de M. Venizelos avait trouvé dans les milieux du Front national de libération. Cela suffisait pour le rendre tout à fait « suspect » et même « dangereux ». M. Venizelos était capable de réaliser la constitution d'un gouvernement d'union nationale; et au Caire on n'était nullement disposé à aller si loin. « Le roi Georges, écrivait le correspondant diplomatique du *Manchester Guar-*

*dian* (25 avril 1944), désire élargir la base du ministère grec et lui faire représenter réellement la vie politique en Grèce. Il est disposé à accepter la représentation des groupes de résistance mais le mandat conféré à M. Venizelos paraît consister en ceci : ajouter aux ministres de Tsouderos, au moins pour le moment, quelques porte-paroles bien connus des ex-partis politiques ».

La perspective d'une réussite de M. Venizelos inquiétait fort l'entourage du roi; d'autant plus que les services officiels d'information venaient d'annoncer que trois membres de l'E. A. M. étaient en route afin d'entrer au gouvernement. Aussi s'employa-t-on à brouiller M. Venizelos avec ses futurs collaborateurs avant que ceux-ci ne fussent arrivés au Caire.

La « mutinerie » dans la marine durait depuis deux semaines déjà, sans qu'aucune intervention eût eu lieu de la part des autorités grecques ou anglaises. On pensait sans doute que tout cela finirait pacifiquement dès que le gouvernement d'union nationale serait constitué.

Tout à coup des unités restées fidèles au roi, sous les ordres de l'amiral Voulgaris, qui remplaçait l'amiral Alexandris, commandant en chef de la flotte, furent chargées d'étouffer par la force la « mutinerie ». Ceci se passa le 22 avril. « Il semble, disait une dépêche du Caire à l'*United Press*, que l'action de Voulgaris avait comme but de mettre un terme à la mutinerie avant l'arrivée des représentants de l'E. A. M. ». C'était bien cela, et le coup avait réussi.

M. Venizelos apparut ainsi comme coupable de mauvaise foi à l'égard de ses futurs collaborateurs et comme responsable du sang versé. Son gouvernement était torpillé. Il ne lui restait plus qu'à donner sa démission — qui fut, bien entendu, immédiatement acceptée. Son rôle

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

selon le correspondant diplomatique de *Reuter* (29 avril 1944), « se limita à servir de transition entre Tsouderos, qui n'avait pas réussi à réaliser l'union nationale, et le successeur de celui-ci (M. Papandréou) ».

En réalité, le cabinet Venizelos fut une sorte d'intermède donné pour remplir le programme, en attendant la grande vedette qui venait de Grèce — et que les Anglais étaient allés chercher là-bas (1). Le fils d'Eleuthère Venizelos, en dépit de sa position prépondérante à la direction de ce qui reste encore du grand parti de son père, n'inspirait pas assez de confiance, n'était pas jugé « à la hauteur » de la tâche à laquelle on destinait le chef du nouveau gouvernement...

### LE « MYSTERE » PAPANDREOU

L'éclipse de M. Sophocles Venizelos — qu'on pourrait bien appeler « l'homme de l'union nationale » — coïncida en tout cas singulièrement avec le moment où — pour employer le mot de Churchill aux Communes (24 mai 1944) — « apparut sur la scène » M. Georges Papandréou.

M. Venizelos prêta serment comme président du conseil le 14 avril. Le lendemain, M. Papandréou arrivait au Caire, et déjà il se présentait comme « champion de l'unité nationale ». « Je viens, déclarait-il, en champion de l'unité nationale. La continuation de nos divisions intesti-

---

(1) Il en fut de même de M. Canellopoulos, un autre « homme de gauche » qui joua à un certain moment quelque rôle au Caire, où dès son arrivée, il entra au gouvernement comme vice-président du Conseil et ministre de la Défense nationale, et dont la fuite de Grèce avait, selon l'amiral Sakellariou, été organisée par les services secrets britanniques d'Égypte.

nes augmente la misère de notre peuple. L'unité nationale immédiate s'impose. C'est la volonté de nos morts ». (*Reuter*, 15 avril 1944).

L'apparition soudaine de ce « champion de l'unité nationale » était d'autant plus étrange, qu'elle était présentée comme devant contribuer à donner une solution à la « crise », alors qu'un gouvernement venait justement d'être constitué à cet effet.

Le fait était vraiment trop étrange pour passer inaperçu. « Lorsque M. Sophocles Venizelos, treize jours seulement après sa nomination comme président du conseil, céda la place à un autre premier ministre », remarquait le *Spectator* du 12 mai 1944, « des soupçons naquirent dans certains milieux concernant les circonstances de sa soudaine démission. Car il était remarquablement bien qualifié pour jouer le rôle de médiateur parmi ses compatriotes. Il était bien connu pour son honnêteté politique intransigeante; l'épouvantail bolchevique ne lui faisait pas peur; et il était animé d'un sincère désir d'arriver à un accord avec les guerrillas. Mais M. Papandréou prétend qu'il est entré en fonction ayant comme principal objectif l'ouverture des négociations pour un gouvernement de coalition. S'il en est ainsi, la raison pour laquelle M. Venizelos a dû s'en aller, n'est pas claire ».

Avant de quitter la Grèce, M. Papandréou avait envoyé une lettre au colonel Bakirdjis, président du Comité politique du Front national de libération, qui avait demandé sa collaboration à ce comité, lui déclarant sur un ton péremptoire :

« Nous ne sommes nullement d'accord avec la création d'un comité national, ayant la prétention d'exercer le pouvoir gouvernemental vu que cela constitue un acte de division qui, dans les circonstances actuelles, peut devenir fatal.

C'est pourquoi nous espérons que celui-ci (le comité) ne sera que provisoire et transitoire ».

M. Papandréou parlait déjà en futur président du conseil. En effet, sa lettre contenait la devise de son programme politique qu'on allait retrouver quelques jours plus tard dans sa déclaration gouvernementale : « Une patrie, un gouvernement, une armée ».

Toujours est-il que le jour-même où M. Venizelos donna sa démission le roi nomma M. Papandréou premier ministre. Celui-ci prêta immédiatement serment, avant même de consulter ses futurs collaborateurs et sans présenter aucune liste ministérielle, ne fût-ce qu'hypothétique. Son « cabinet », c'étaient les directeurs généraux des ministères qui continuaient à expédier les affaires courantes.

Beaucoup plus curieuse encore était la publicité faite autour de la personne de cet « homme nouveau ». M. Papandréou était présenté comme un « homme de gauche » — on le disait « chef d' parti social-démocrate » — jouissant d'une grande popularité parmi les partis politiques et les organisations de résistance en Grèce. (*Reuter*, 29 avril 1944). D'un « grand prestige personnel », il possédait toutes les qualités qui pourraient être utiles à rétablir l'unité politique parmi les Grecs. (*Manchester Guardian*, 29 avril 1944). On le reconnaissait comme « un des organisateurs en chef de la résistance grecque » — alors qu'on convenait qu'il n'avait pas participé activement à l'organisation des guerrillas! (*Manchester Guardian*, 28 avril 1944).

M. Churchill lui-même s'était empressé de lui faire l'honneur d'un message personnel extrêmement chaleureux et de lui promettre « l'appui entier » du gouvernement britannique, avant que le nouveau président du conseil eût formé son gouvernement d'union nationale, et

avant même qu'il eût donné une preuve quelconque de la sincérité de ses intentions. Dans ce message, rendu public le 30 avril 1944, M. Churchill déclarait notamment : « Le gouvernement britannique vous accordera un entier appui dans la suprême tâche, dont vous êtes chargé, de conduire toutes les forces grecques contre l'ennemi ». Le message fut distribué par milliers de copies dans l'armée et la marine grecques (1).

Enfin dans son discours du 24 mai 1944, aux Communes, M. Churchill le combla de nouveaux éloges : « un homme grandement respecté », « connu comme un caractère remarquable ».

On aurait dit que M. Churchill tenait particulièrement à renforcer la position personnelle de M. Papandréou. En effet, c'était bien cela. Le nouveau Premier grec était « l'homme de l'Angleterre ».

L'attitude américaine n'en était pas moins encourageante pour le nouveau Premier grec. Le *New York Times* du 1er mai 1944, tout en approuvant entièrement le « ferme message » du Premier britannique, remarquait que celui-ci a été envoyé immédiatement après la conférence entre le gouvernement britannique et le sous-secrétaire d'Etat Stettinius », (conférence qui, suivant le communiqué officiel, avait révélé un accord sur une très large base et produit partout une très grande satisfaction et devait par conséquent « être considéré comme l'expression d'une politique anglo-américaine commune ». Et l'organe officieux américain ajoutait qu'étant donné que M. Stettinius était à ce moment en train de conférer avec M. Harriman, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, et Robert Mur-

---

(1) (Dépêche d'Alexandrie au journal grec de Londres *Hellas* du 12 mai 1944).

phy, conseiller politique américain auprès du commandant allié dans la Méditerranée, on devait présumer que Moscou était tenu au courant de l'attitude du gouvernement britannique.

Ces manifestations extraordinaires de l'intérêt anglo-américain pour le nouveau Premier grec étaient d'autant plus étonnantes qu'elles étaient en disproportion avec la personnalité de celui-ci. M. Papandréou était jusqu'à ce moment un « grand inconnu » pour l'étranger. Lorsque, en avril, Georges Papandréou quitta furtivement la Grèce pour le Caire », écrivait l'*Observer* du 4 juin 1944, « son nom était inconnu du monde extérieur ». En Grèce même il ne s'était jamais détaché d'une manière particulière dans la vie politique du pays. Il fut deux fois ministre, comme à peu près tout le monde dans le parti vénizeliste, sans que son passage aux ministères qu'il occupa (de l'Intérieur et de l'Instruction publique) eût laissé un souvenir spécial. Il ne fut jamais « chef de parti ». Le soi-disant parti social-démocrate — « son parti — n'est même pas « très peu nombreux », comme disait M. Churchill dans son discours du 24 mai aux Communes : il est tout simplement inexistant. Pour ce qui est de son « socialisme », il se rapproche plutôt de celui des « néo-socialistes » français Marquet et Déat (1)

Du temps d'Eleuthère Venizelos, M. Papandréou s'était beaucoup agité dans ce qu'on appelait alors l'« aile gauche » du parti libéral; toutefois, il n'a jamais osé — comme Papanastassiou où comme les militaires : Pangalos, Condylis, etc., par exemple — passer à la dissidence. Sa personnalité suffisait tout juste pour grouper autour d'elle, au sein du parti libéral, un tout petit nombre de « partisans » qu'il n'a

---

(1) Voir à ce sujet l'article de l'*Observer* du 4 juin 1944.

jamais essayé d'entraîner hors du parti libéral pour former un parti propre, se rendant sans doute compte qu'il ne serait suivi par personne. D'ailleurs le « gauchisme » du parti libéral à cette époque n'avait rien à voir avec des tendances sociales quelconques; il se manifestait uniquement dans la question du régime, le grand chef, Eleuthère Venizelos s'étant déclaré pour le maintien de la royauté.

Bref, pour parler comme l'*Observer* du 30 avril 1944, il était douteux que M. Papandréou représentait autre chose que lui-même. Quant à ses rapports avec la résistance et au « prestige » dont il jouissait parmi ces organisations, tout ce qu'on sait à ce sujet c'est qu'il n'a jamais été en bons termes avec le Front national de libération.

Tel était l'homme qui fut tout à coup porté sur la scène politique grecque, ni plus ni moins qualifié que n'importe quel autre homme politique grec du passé pour jouer un rôle de premier plan, et encore moins pour parler au nom du peuple grec, promu « chef de parti » et porté aux nues comme « l'homme prédestiné » de la Grèce!

M. Papandréou devait en être le premier surpris.

### UN ETRANGE « CHAMPION » DE L'UNION NATIONALE

Le 2 mai 1944, le correspondant du *Times* au Caire, relatant la réponse de M. Papandréou au message de M. Churchill, disait : « Il est cependant impossible de donner une idée des récents développements de la situation grecque, à cause de la sévérité de la censure. 23 correspondants de guerre accrédités, dont 9 anglais, 12 améri-

cains et 2 alliés, ont signé une lettre de vigoureuse protestation qu'ils ont envoyée au ministre des Etats-Unis et au commandement général américain, attirant l'attention de ceux-ci sur leur mécontentement collectif contre la censure actuelle des nouvelles grecques en général ».

Cette lettre précisait qu'aucun commentaire n'était permis, sauf s'il reflétait la politique officielle telle qu'elle apparaissait au Caire, et qu'il n'était pas non plus accordé aux correspondants « de présenter n'importe quel événement, politique ou autre, antérieur aux récents troubles et au dernier changement de gouvernement » (la nomination de M. Papandréou comme président du Conseil).

Et pourtant jamais une information impartiale et objective n'eut été plus nécessaire et plus utile. Car jamais — pas même du temps de M. Tsouderos — l'équivoque de la politique officielle grecque n'avait atteint un tel paroxysme; jamais la situation n'avait présenté une telle gravité que depuis que M. Papandréou assumait le pouvoir.

Dans sa déclaration gouvernementale M. Papandréou avait répété ce qu'il avait déclaré à son arrivée au Caire : qu'il venait comme « champion de l'unité nationale »; et il ajouta qu'il considérait comme sa mission « la formation d'un gouvernement d'union nationale avec la participation de tous les partis politiques et de toutes les organisations nationales de libération ». De même dans sa réponse au message de M. Churchill, il proclamait : « Le mot d'ordre de tous les Grecs aujourd'hui est : unité nationale pour nettoyer le pays de l'infection de l'envahisseur et pour le rétablissement de notre peuple ».

La devise du nouveau gouvernement, telle que M. Churchill l'avait définie dans son message à M. Papandréou, était : « Union de tous contre l'ennemi commun »; et c'est pour accomplir

cette tâche que le Premier britannique promettait au président du conseil grec qu'il aurait « l'aide puissante et continue » de l'Angleterre

Le critérium des futurs membres du gouvernement devrait donc être leur contribution à la lutte contre l'envahisseur. « Nous jugeons chaque Grec, à quelque classe et à quelque parti qu'il appartienne, d'après l'aide qu'il apporte à la libération du territoire grec par l'ennemi hitlérien », avait dit encore M. Churchill dans son message. Or, de toutes les organisations de résistance, celle qui, selon la définition de M. Churchill, avait le plus aidé à la lutte contre l'envahisseur, était le Front national de libération. Et c'est à l'activité de cette organisation que pensait sans doute M. Papandréou lui-même lorsqu'il affirmait, dans la déclaration qu'il avait faite à son arrivée au Caire, que « la lutte contre l'envahisseur est poursuivie avec une intensité indomptable et un esprit de sacrifice digne des pages les plus glorieuses de la race grecque ».

D'autre part, il était unanimement reconnu (et l'organe grec de Londres *Hellas* du 14 avril 1944 l'a souligné avec force dans une dépêche d'Alexandrie) que la « crise » était due au manque de contact étroit avec l'organisation de résistance la plus représentative en Grèce ». M. Papandréou devait penser à son prédécesseur M. Tsouderos. Comme le disait encore avec justesse la *Hellas* du 21 avril 1944, « si le gouvernement précédent avait prêté l'attention qu'il fallait à cette irréductible nécessité (la formation d'un gouvernement avec la participation des organisations de résistance), la tâche qu'il a léguée à ses successeurs actuels n'aurait pas été de nature aussi difficile ».

Aussi le nouveau premier grec devait se considérer comme particulièrement heureux du fait qu'il avait trouvé le terrain tout préparé, puisque le Front national de libération venait de se

déclarer prêt à participer à un gouvernement d'union nationale et avait même envoyé des délégués au Caire pour négocier à cet effet; ce qui avait fait dire au journal grec conservateur d'Alexandrie, *Tachydromos* : « Ces assurances (de la E. A. M.) mettent un terme à maintes hésitations et inquiétudes des milieux conservateurs et dégagent la voie vers la formation d'un gouvernement national de coalition pour l'unification de notre lutte nationale ».

Enfin M. Papandréou devait penser que l'entente (avec le Front national de libération) était « la seule voie menant à l'unification de l'effort de guerre à l'intérieur et à l'extérieur du pays » (*Hellas*, 7 avril 1944); et, plus encore, que « seul un tel gouvernement serait en mesure de préparer le chemin menant à la normalité politique d'après guerre, normalité qui assurerait à tous les Grecs la liberté réelle d'exprimer, libres de toute influence, leur opinion, selon leurs convictions politiques et sociales » (*Hellas*, 14 avril 1944). Autrement dit que seule la constitution d'un gouvernement d'union nationale saurait éviter à la Grèce la guerre civile.

Or, déjà dans sa déclaration gouvernementale, M. Papandréou avait pris une position nettement hostile contre le Front nationale de libération, c'est-à-dire contre l'organisation de résistance dont seule la participation à son gouvernement donnerait un sens à la formule de l'union nationale. Le point 3 de son programme prévoyait la « suppression du régime de terreur dans la campagne grecque », ce qui, dans sa pensée, voulait dire de la « terreur » exercée par le Front national de libération et ses guerrillas! Et dans la partie de la déclaration gouvernementale particulièrement destinée aux forces armées grecques dans le Moyen-Orient, il parlait de « la honte des dernières semaines » — les « mutineries » dans la marine — et promettait que les provocateurs

de la mutinerie seraient sévèrement punis selon leurs responsabilités.

M. Papandréou jouait à l' « homme fort », alors que, vu la surexcitation des esprits, résultant de la prolongation de la crise gouvernementale et des circonstances dans lesquelles se produisirent les incidents des forces armées grecques, et surtout vu les exigences du moment, une politique de modération et de conciliation, commençant par une amnistie générale, eût mieux convenu.

Le correspondant diplomatique de l'*Observer* (23 avril 1944) signalait déjà : « Une situation très délicate a été créée parmi les Grecs dans le Moyen-Orient, situation qui peut briser l'espoir que l'on avait de voir au Caire un gouvernement grec d'union nationale. La nouvelle crise a été causée par le refus du roi des Hellènes d'amnistier ceux des membres des forces armées grecques qui participèrent à la récente agitation contre la politique du roi et le dernier cabinet de Tsouderos ».

Un geste de conciliation de la part du nouveau président du Conseil grec était d'autant plus indiqué qu'en dernière analyse, s'il était là c'était grâce à « la honte des dernières semaines ». *The Economist* (29 avril 1944) l'a rappelé dans un commentaire pertinent, où, mettant les choses au point en ce qui concerne les « mutineries » de la marine grecque, il écrivait : « Leur protestation (des « mutins ») a provoqué la démission de M. Tsouderos, l'administration intérimaire de M. Venizelos et maintenant la formation d'un nouveau gouvernement par M. Papandréou... »

Ce geste de conciliation de la part du nouveau président du conseil grec, était enfin d'une urgence évidente. Le correspondant diplomatique de *Reuter* (29 avril 1944), relevait très à propos que la coopération entre les diverses organisa-

tions grecques de résistance n'était pas encore complète. Et la question qui se posait était, selon lui, de savoir si l'on pouvait compter « avec l'appui des grandes organisations de la E. A. M. »

Mais voici que le « champion de l'union nationale » partait en guerre contre le Front national de libération, comme s'il tenait absolument à le pousser dans l'opposition, et à envenimer plus que jamais la situation. Tout cela au moment où il proclamait que la réalisation de l'union nationale en vue du renforcement de la lutte contre l'envahisseur, était la tâche suprême du nouveau gouvernement, et alors que l'une et l'autre étaient inconcevables — et irréalisables — sans la participation du Front national de libération.

### REPRISE DE LA COMEDIE NATIONALE

« La question est maintenant de savoir si les représentants du mouvement de résistance en Grèce consentiront à servir dans un gouvernement comprenant tous les partis », écrivait *The Economist* (29 avril 1944) au lendemain de la nomination de M. Papandréou comme premier ministre. S'il ne s'agissait que de cela, la question eut été vite réglée, puisque le Front national de libération ne demandait qu'à entrer dans un tel gouvernement.

La vraie question était de savoir si cette collaboration était réellement désirée au Caire; si M. Papandréou était vraiment l'homme de l'union nationale. Et sur ce point aussi on était déjà fixé. Les intentions de M. Papandréou n'étaient que trop manifestes. Loin de tenir à inclure l'E. A. M. à son gouvernement, il entendait au contraire l'en exclure, voire former un gou-

vernement d' « union nationale » contre cette organisation de résistance. Le correspondant diplomatique de la *Reuter*, M. Randal Neale, écrivait le 29 avril 1944 dans une note consacrée à la nomination de M. Papandréou comme président du conseil :

« La réponse de l'E. A. M. influera d'une manière décisive sur la formation de ce gouvernement. Dans le cas où celle-ci présentera des exigences démesurées que Papandréou ne pourra pas accepter, celui-ci se trouvera devant l'alternative de former un gouvernement ayant des bases plus étroites où se désister. *A s'en tenir à ce qu'on sait de lui, on peut conclure qu'il préférera former ce gouvernement* ».

Et le *Times* du 1er mai 1944 confirmait : « Dans son effort pour constituer un gouvernement composé par des chefs qui ont quitté la Grèce depuis l'occupation allemande et qui peuvent prétendre savoir ce qu'est l'opinion à l'intérieur du pays, il (M. Papandréou), n'excluera personne. Si l'E. A. M. — l'un des plus importants mouvements de libération — est d'accord, l'union complète pourrait être réalisée. Si elle se tient à l'écart, *on attribue à M. Papandréou l'intention d'aller en avant sans elle* ».

Ainsi donc au moment même où M. Papandréou assumait le pouvoir, et alors que le Front national de libération s'était déclaré prêt à collaborer et que tout dépendait des négociations qui allaient s'ouvrir avec les représentants de cette organisation, les intentions du nouveau président du conseil grec étaient connues à Londres; à savoir : gouverner sans la collaboration de la plus grande organisation de résistance; substituer au gouvernement d'union nationale un « gouvernement aux bases plus étroites », soit un simple gouvernement de large coalition.

La chose n'a rien d'étonnant, M. Papandréou appliquait une politique déterminée par Londres,

C'est à cet effet qu'on était allé le chercher à Athènes. Dans l'article que l'organe de la Cité consacra le 1er mai 1944 à la nomination de M. Papandréou comme président du conseil, était souligné l'« importance exceptionnelle » de sa déclaration gouvernementale. La façon dont il avait condamné l'activité « terroriste » des guerrillas en Grèce et insisté sur le rétablissement de la discipline dans les forces armées grecques était approuvée.

M. Papandréou n'était pas venu en « champion de l'union nationale » mais en « champion anticommuniste ». Sa vraie mission n'était point de rétablir l'unité entre toutes les forces politiques et les forces de la résistance grecque, mais d'élargir les bases du « front commun » déjà existant contre le Front national de libération, afin de donner un caractère plus « national » à la lutte contre l'E. A. M.

La marque de « social-démocrate » sous laquelle il apparut au Caire, ne servait qu'à couvrir le rôle suspect qu'il serait appelé à jouer (1).

L'*Observer* du 30 avril 1944 écrivait à ce sujet sous le titre : « L'attitude du roi et du nouveau premier ministre détruit les espoirs d'unité ». « Les perspectives actuelles d'un gouvernement grec d'union comprenant des représentants des forces actives des guerrillas, sont sombres. *L'attitude du roi de Grèce et les déclarations politiques de son nouveau Premier, M. Papandréou, ont grandement diminué les espoirs d'un rapprochement général qui étaient apparus il y a quinze jours* ». Et le grand organe conservateur de Lon-

---

(1) « Le gouvernement de M. Papandréou peut être qualifié de gouvernement de gauche », écrivait le *Journal de Genève* du 9 juin 1944. « Ainsi, la position des nouveaux dirigeants grecs semble être solide. Ils peuvent, en effet, prendre des mesures qu'un gouvernement de droite n'aurait pu se permettre sans risques.

dres soulignait le non-sens de l'attitude du gouvernement du Caire, en ces termes d'une logique rigoureuse :

« Le problème immédiat est le suivant : comment peut-on espérer que les délégués des guerrillas entrent dans un gouvernement qui, selon les propres paroles de M. Papandréou, s'est engagé à punir sévèrement tous ceux qui ont participé aux troubles récents, alors que ce sont précisément ceux-là mêmes qui, par leurs demandes, ont fait venir en Egypte les représentants des guerrillas en vue des négociations projetées? »

Mais était-ce vraiment cela que voulait le roi et son nouveau Premier? L'*Observer* n'en était guère convaincu. « Pour beaucoup de Grecs, notait-il, le refus du roi d'accorder une amnistie à ceux qui participèrent à ces troubles politiques, fait naître des doutes sérieux quant au désir exprimé par lui d'assurer un gouvernement d'union qui comprendrait les représentants des groupes de guerrillas ».

Et il ajoutait : « On exprime maintenant largement le soupçon que, malgré ses paroles d'il y a quinze jours, *le roi de Grèce n'a jamais vraiment eu l'intention de faire entrer les guerrillas dans son gouvernement : mais plutôt de faire les choses de façon à ce qu'il leur soit impossible d'y adhérer*, afin d'ouvrir ainsi le chemin à un nouveau gouvernement composé de fonctionnaires et de quelques politiciens d'Athènes soigneusement sélectionnés ».

Cela revient à dire qu'en haut lieu au Caire, *on poussait délibérément à la rupture avec le Front national de libération afin de rendre impossible la constitution d'un gouvernement vraiment national avec la participation de cette organisation, afin de revenir à l'équivoque du gouvernement Tsouderos sous une nouvelle forme plus acceptable, celle d'un gouvernement de*

large coalition, comprenant des personnalités venant de Grèce — même si elles ne représentaient rien. Et dans l'application de cette politique, destinée, selon l'*Observer*, à créer « une situation extrêmement grave » en Grèce après le départ de l'envahisseur, M. Papandréou avait donné des gages de lieutenant docile.

Il s'agissait en somme d'un sabotage délibéré et systématique de l'union nationale; ce qui était dans la logique des choses. Collaborer avec le Front national de libération, signifiait reconnaître que son programme social n'avait rien d'« antinational » ou de « communiste »; qu'il ne constituait pas un « péril » pour la nation. De ce fait, collaborer avec le Front national de libération, c'était perdre le meilleur atout contre les réformes sociales, « compromises » du fait qu'elles sont défendues par un mouvement « communiste », et renoncer à la lutte contre les forces qui les soutiennent. Or, à l'approche de la victoire — et de l'assiette au beurre — le roi et les milieux politiques qui gravitaient autour de lui, entendaient garder les mains libres et la voie ouverte pour combattre le Front national de libération avec tout ce qu'il représente comme tendances sociales.

## VIII

### LA CONFERENCE « PAN-HELLENIQUE »

Cependant au point où en étaient les choses, après l'intérêt général manifesté dans tous les milieux, grecs et alliés, pour la réalisation de l'unité nationale, il était difficile à M. Papan-dréou d'esquiver cette conférence entre le gouvernement royal et les représentants de la résistance (et de l'E. A. M.), conférence déjà prévue du temps de M. Tsouderos, et qui aurait certainement eut lieu si le gouvernement de M. Venizelos n'avait pas été renversé.

Le 10 mai, M. Eden, dans une déclaration faite à la Chambre des Communes, annonça la grande nouvelle en ajoutant sous les acclamations de l'assemblée : « Cette conférence peut être décisive pour l'avenir de la Grèce, et le gouvernement de Sa Majesté espère qu'elle sera couronnée de succès, rétablissant une unité politique sur des bases solides et durables ».

Il va sans dire que l'initiative de cette réunion a été attribuée à M. Papan-dréou. N'était-il pas le « champion » de l'unité nationale? La conférence pan-hellénique devait lui permettre de réaliser son « programme ».

La conférence se réunit le 17 mai à Beyrouth. Son objectif était défini d'avance : trouver un terrain d'entente entre tous les partis politiques et toutes les organisations de résistance grecques pour « former un gouvernement national qui représente pleinement toute l'opinion patriotique ».

du pays », ainsi que l'avait dit M. Eden, le 10 mai 1944 aux Communes. Car, comme le soulignait le *Times* du 16 mai 1944, seul un tel gouvernement pourrait « mettre un terme aux conflits et aux dissensions, qui ont fait tant de tort, moralement et matériellement, à une admirable cause », et rassembler toutes les énergies nationales dans un effort commun contre l'envahisseur ». Bien plus, il s'agissait de réaliser l'unité de la nation grecque afin d'éviter la guerre civile.

La conférence pouvait donc bien être « décisive pour l'avenir de la Grèce ». Et le *Times* du 16 mai exprimait l'espoir que les délégués grecs comprendraient combien il était important d'arriver à un accord sur les mesures nécessaires à la libération de la Grèce et pour assurer la survivance de celle-ci au moins pendant la périlleuse période de transition qui devait suivre la fin des hostilités en Europe.

Aussi l'ouverture de la conférence du Liban fut-elle accueillie avec enthousiasme par toute la nation grecque et par tous les amis de la Grèce. Le fait surtout que les délégués de la résistance y siégeaient avec les autres, était plein de promesses et justifiait toutes les espérances.

En apparence l'équilibre était parfait entre les délégués des partis politiques et ceux des organisations de résistance : 12 à 12. Toutefois les éléments libéraux dominaient de loin l'assemblée. Sur les 12 délégués des partis, 4 appartenaient au parti libéral proprement dit et deux autres à des rejetons de celui-ci : le parti progressiste de M. Kafandaris et le parti démocratique agraire de M. Mylonas, auxquels s'ajoutait M. Papandréou lui-même. Le grand parti populiste, presque aussi important que le parti libéral, n'était représenté que par un seul délégué; on pouvait compter en outre le délégué du parti populiste national, considéré comme une fraction du premier, et l'indépendant M. Dragoumis,

provenant des rangs populistes. En tenant compte des trois délégués des trois autres partis vraiment indépendants : communiste, socialiste-agraire de M. Sofianopoulos et le parti de l'Unité nationale de M. Canellopoulos, on arrive à ce résultat que sur 13 délégués des partis, y compris président du conseil, 7 appartenaient au parti libéral et ses annexes et 6, dont un indépendant, représentaient 5 autres partis.

Mais ce n'est pas tout. Parmi les 12 délégués des organisations de résistance, 6 appartenaient au Front national de libération, et les 6 autres à des organisations dépendant directement du parti libéral (la E. D. E. S., avec 3) ou collaborant avec celui-ci (E. K. K. A., 1; autres organisations, 2).

Si bien qu'en fait la conférence du Liban était dominée par le parti libéral. Seuls les « intransigeants » du parti populiste et les metaxistes n'avaient pas envoyé de délégués, la question du régime n'étant pas d'actualité puisqu'un plébiscite devait décider du retour du roi en Grèce après la fin de la guerre. Mais, par un paradoxe qui s'explique aisément, la cause royale était entre de bonnes mains; celles de ses adversaires d'hier, les libéraux.

### *M. PAPANDREOU « S'EN VA-T-EN GUERRE » CONTRE L'E. A. M.*

Dans son article déjà cité sur la conférence du Liban, le *Times* insistait avec raison sur la nécessité de « subordonner les rivalités personnelles et politiques à la cause nationale » et de sacrifier « des ambitions, des préjugés et des intérêts pour l'unité de l'Hellade » Tel n'était point l'avis de M. Papandréou. Il devint, en effet, tout de suite clair que pour le nouveau président du

Conseil (qui jouait le premier rôle puisqu'il présidait forcément les travaux) et ceux qui le menaient, *la conférence n'était qu'un instrument* devant leur servir pour mieux arriver à leurs fins, soit à *l'élimination du Front national de libération et de ses organisations militaires et politiques*.

L'importance de la conférence du Liban dépendait de la présence des représentants des organisations de l'E.A.M.; l'unité nationale, dont il était question, devait en réalité se réaliser entre le gouvernement du Caire et ses affiliés en Grèce (E. D. E. S., etc.) d'une part, et ces organisations de résistance d'autre part. En fait, la conférence du Liban n'a pu être réalisée que grâce à la participation du Front national de libération.

En outre, l'E. A. M. et les communistes pouvaient, à juste titre, la considérer comme un succès personnel. Son objectif n'était-il pas la formation de ce gouvernement d'union nationale qu'ils avaient toujours réclamé? Pour toutes ces raisons le succès de la conférence dépendait en tout premier lieu de l'accord à obtenir avec l'E. A. M.

Les deux tâches principales de la conférence étaient : désigner les membres du gouvernement d'union nationale pris parmi les représentants de tous les partis présents; fixer les lignes générales du programme de ce gouvernement en tenant compte de toutes les tendances. Il était évident que dans ce gouvernement et dans le programme politique de celui-ci, le Front national de libération et son programme devrait avoir la place qui correspondait à l'importance de cette organisation.

Le délégué du parti populiste, M. Londos, tout en attaquant avec violence le Front national de libération pour ses « tendances communistes »

et sa politique générale, n'en a pas moins insisté sur la nécessité de réaliser « l'entière union nationale » avec la participation du parti communiste et du Front national de libération avec son comité politique. De toute façon, un gouvernement d'union nationale sans la participation de l'E. A. M. était inconcevable. Et s'il s'agissait d'exclure cette organisation, la conférence elle-même n'avait aucun sens. C'était cependant ce qu'envisageait le président Papandréou. Il a trahi sa pensée dès son discours d'ouverture.

Compte tenu de l' « atmosphère chargée de nervosité et d'excitation politique, à la suite des derniers incidents regrettables dans le Moyen-Orient » (*Hellas*, 26 mai 1944), le discours d'ouverture de M. Papandréou était quelque chose d'ahurissant. Pour commencer, il proclama que la raison d'être de la conférence était « l'état de guerre civile » existant en Grèce et la nécessité d'unir toutes les forces grecques contre l'envahisseur barbare et pour la libération de la patrie; et il ajouta qu'en acceptant la présidence du conseil, il s'était donné comme mission « la réalisation de l'unité nationale ». On attendait donc de lui de donner le signal de l'apaisement par la proclamation d'une amnistie générale. Il flétrit au contraire la « mutinerie » dans la marine de guerre grecque qui, dit-il, porta préjudice au combat allié, servit l'ennemi et blessa profondément la Grèce; et il annonça qu'une enquête était en cours pour découvrir les coupables, qui seraient « sévèrement punis ». Le président du conseil grec souscrivait à la terrible accusation portée contre la Grèce d'avoir nui à la cause alliée !

Parlant ensuite de la résistance en Grèce, l'homme qui s'était présenté comme « champion » de l'union nationale, partit en guerre contre ce Front national de libération, dont la collaboration devait être la condition primordiale

de cette réalisation, en portant contre celui-ci les plus terribles accusations.

« La situation actuelle de notre pays est un enfer, dit-il. Les Allemands massacrent; les bataillons de sûreté massacrent; *les guerrillas massacrent*. Ils massacrent et incendient des villes et des villages. Que deviendra-t-il ce pauvre pays? »

Ainsi les guerrillas grecques étaient placées sur la même échelle d'horreur et de criminalité que l'envahisseur et ses mercenaires! C'était la première fois qu'une pareille accusation était prononcée contre les patriotes grecs; et elle venait d'un personnage dont les paroles devaient avoir doublement de poids : M. Papandréou n'était pas seulement président du conseil; il venait justement d'arriver de Grèce et était censé connaître exactement ce qui se passait là-bas.

Jamais la propagande allemande, qui ne faisait que répéter tout cela depuis des années, n'a été mieux servie. Peut-être le Premier grec tenait-il aussi ses informations concernant l'activité « terroriste » des guerrillas grecques, d'un rapport que le « ministère de l'intérieur » du gouvernement Quisling d'Athènes venait justement de publier sur « les affreuses atrocités commises par les bandes communistes dans certaines régions du pays », et dont parlait plus tard l'organe de la propagande nazie à Zagreb, *Die Neue Ordnung*, du 2 juillet 1944.

Il va sans dire que ces guerrillas que le premier ministre mettait dans le même sac que l'envahisseur allemand et ses tueurs stipendiés, étaient celles du Front national de libération. M. Papandréou l'a aussitôt précisé en reprenant pour son compte toutes les accusations portées contre l'E. A. M. par ses adversaires. « L'E. A. M., dit-il, ne vise pas seulement à la lutte de libération, elle veut préparer sa domination pour

l'après guerre (1). A cet effet, elle a essayé de monopoliser la lutte nationale. Elle ne permet à personne de prendre le maquis pour combattre l'envahisseur; elle empêche, sous la menace de mort, les Grecs de remplir leur devoir patriotique. Elle a essayé de terroriser et d'exterminer ses adversaires. Elle s'est confondue avec l'Etat pour considérer ses adversaires comme des ennemis de la patrie... ». M. Papandréou oubliait ce qu'il avait dit quelques jours plus tôt à son arrivée au Caire : que la lutte contre l'envahisseur était poursuivie avec une intensité indomptable et un esprit de sacrifice digne des pages les plus glorieuses de la race grecque.

Mais ce n'est pas tout. Comme premier témoin d'accusation, M. Papandréou cita les Allemands ! « C'est proclama-t-il, le Front national de libération qui, *par son activité terroriste* a créé le climat psychologique, qui a permis aux Allemands de réussir, à la troisième année de l'es-

---

(1) Dans ses Mémoires, que M. Papandréou a publié après la « libération » à Athènes, il révèle avec une candeur qui frise l'inconscience, qu'il a emprunté cet argument au chef du dernier gouvernement grec nommé par les Allemands ! Il cite en effet une déclaration du Quisling grec Rallis disant :

« Ceux qui menacent systématiquement notre unité nationale, cherchent, sous le masque de la libération, à exploiter l'aventure de notre patrie pour être à même d'imposer leur hideuse tyrannie ».

D'ailleurs, ce même argument constituait le fond de l'accusation portée par M. Churchill dans son discours du 22 février 1943 contre l'E.A.M., à savoir d'essayer de « s'emparer des titres de propriété » de la Grèce et de « devenir le parti dominant, une fois la guerre finie ».

Enfin, ce même argument a été présenté par M. Bevin devant le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. (2 février 1946) comme la principale justification de l'intervention militaire britannique en Grèce.

Comme quoi, les Allemands peuvent avoir la satisfaction que la lutte qu'ils menaient pendant les années d'occupation en Grèce contre les forces de la Résistance grecque, a trouvé de bons continuateurs sous l'occupation britannique.

clavage, ce qu'ils n'avaient pas réussi durant les deux premières années : la création des brigades de sûreté, destinées à la guerre civile. Un cercle vicieux est ainsi créé, dans lequel est pris notre peuple. Les guerrillas, les organisations nationales et les brigades de sûreté s'anéantissent mutuellement. Et l'aide apportée par les alliés aux groupes combattants devient presque vaine, de même que les sacrifices inouïs du peuple grec ».

Le président du Conseil grec justifiait l'envahisseur d'avoir organisé ses bandes de tueurs ! Les Allemands, en effet, ne disaient pas autre chose ; et pour mieux accréditer la légende de leur propagande — légende colportée maintenant par M. Papandréou — à savoir, que le « terrorisme » des patriotes avait révolté le « peuple grec », ils venaient de créer aussi une « organisation », la R. A. Z. A. D., qui voulait dire : « Union national-agrarienne contre le communisme », et qui serait soit-disant formée par les paysans grecs pour se défendre contre les « terroristes » de l'E. A. M. (1).

Cet homme, qui prétendait diriger le sort de la Grèce à un moment aussi critique de son histoire, était à un tel point aveuglé par l'ambition — ou la stupidité — qu'il ne se rendait pas compte du crime qu'il commettait à l'égard de la cause nationale : qu'en essayant d'affaiblir la position de la résistance sur le plan intérieur, il lui enlevait les plus beaux de ses lauriers ; qu'en la traînant dans la boue il effaçait le rôle considérable qu'elle jouait dans la lutte commune et tous les services qu'elle avait rendu à la cause alliée en continuant dans les conditions d'occu-

---

(1) Les accusations de M. Papandréou contre la résistance ont été citées en bonne place dans une brochure de la propagande allemande intitulée « Guerrillas grecques », et tendant à prouver que celles-ci n'étaient qu'une « bande de communistes et d'assassins ».

pation les plus terribles qu'ait connu un pays, l'épopée d'Épire et d'Albanie.

Toute la terrible question des atrocités allemandes en Grèce se trouvait ainsi renversée par ce monstrueux déplacement des responsabilités! M. Papandréou ignorait-il que dans tous les pays occupés les patriotes étaient qualifiés de « terroristes » et de « communistes » par les Allemands? C'est comme s'il prétendait aussi qu'en France — pour ne citer qu'un exemple — la milice de Darnand était le produit du « climat psychologique » créé par l'« activité terroriste » du maquis contre la population française!

Ce qu'il ne pouvait cependant pas ignorer, c'est que la création des « brigades de sécurité » témoignait précisément de la force et de l'activité toujours croissante de l'E. A. M. Les Allemands avaient essayé jusqu'au début de 1943 de combattre les forces militaires de l'E. A. M., par la gendarmerie grecque aux ordres du gouvernement des Quislings d'Athènes. S'ils avaient maintenant — à la troisième année de la guerre — recours à une troupe spéciale pour y parvenir, ce n'était que parce que l'E. A. M. était devenu trop fort à la suite de la capitulation de l'Italie qui lui avait permis d'entrer en possession de grandes quantités d'armes italiennes; autant dire, pour les mêmes raisons qui avaient amené le gouvernement du Caire — et Londres — à déclarer la guerre à l'E. A. M. Et si les Allemands avaient réussi à tuer les patriotes de la résistance, ce ne fut que grâce à la campagne des hommes du Caire contre l'E. A. M., campagne qui avait créé le « climat moral » pour la collaboration sans réserve entre les « patriotes » à la manière royale et les Allemands, dans la « bonne guerre » contre le « communisme ».

Toujours est-il qu'il n'en fallait pas plus à M. Papandréou pour considérer le Front national de

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

libération comme une organisation « antinationale » ; ce qu'il a fait en opposant l'E. A. M. à l'ensemble des autres organisations de résistance et des partis politiques. « Déjà dit-il, l'union nationale existe et est complète entre tous les partis politiques du pays et toutes les *organisations* nationales qui luttent pour la libération. La seule question est de savoir si le Front national de libération est disposé à s'unir à *nous tous* ». Cela était dit à l'adresse de l'organisation qui représentait effectivement la résistance en Grèce, et dont le programme ; la formation d'un gouvernement d'union nationale, était repris par la conférence même.

Le président du Conseil grec aurait-il eu l'intention de saboter l'une et l'autre qu'il n'aurait pas agi autrement.

### LA RESISTANCE MISE HORS LA LOI !

Le discours inouï de M. Papandréou mettait à jour toute la manœuvre montée autour de la conférence du Liban. Cette conférence, qui était réunie afin de prendre des décisions capitales pour l'avenir de la nation grecque, était transformée en *une sorte d'attrape, où l'on avait attiré le Front national de libération pour le décapiter.*

Rien n'était, en effet, plus loin de la pensée du Premier grec que la réalisation de l'union nationale. Celle-ci, nous l'avons dit, pour avoir un sens et pour servir vraiment les intérêts et l'avenir de la nation, devait se traduire dans la pratique par la fusion de toutes les forces nationales, en tenant compte de leur importance respective et de leur contribution à la lutte contre l'envahisseur. Elle devait par conséquent se faire *avec* le Front national de libération. La façon de traiter cette question montrait que M. Papan-

dréou entendait *rendre impossible* la participation — soit-disant tant désirée — du Front national de libération au nouveau gouvernement en lui posant des conditions inacceptables.

« Si l'E.A.M., disait-il, est décidée à *abandonner* ses desseins de domination par la force et accepte de *renoncer* à toute influence sur nos forces armées, si elle accepte la *suppression* de la E.L.A.S. (ses forces armées) ainsi que des autres corps armés et la création d'une armée nationale appartenant à la patrie et recevant les ordres du gouvernement, alors la participation de l'E.A.M. à *notre union nationale* pourra être considérée comme un fait. »

Seulement ce n'était pas tout. Comme si le Premier grec craignait que ces conditions fussent malgré tout acceptées, il s'empressa de déclarer que la participation du Front national de libération au gouvernement ne comporterait nullement l'absolution de ses « crimes » !

« Dans ce cas, ajouta-t-il, la question se poserait : Quel sera le sens de la collaboration, et quelles en seront les conséquences par rapport au passé ? Je pense que *le fait de la collaboration ne peut signifier ni l'amnistie ni l'oubli du passé*. Chacun gardera en entier ses titres et ses responsabilités devant l'histoire et devant le peuple ainsi que *devant la justice*, s'il s'agit de crimes de droit commun. Notre collaboration d'aujourd'hui ne regardera que l'avenir et ne visera que l'effort commun pour la réalisation de deux grands buts : la libération de la patrie et le rétablissement de la souveraineté du peuple ».

La « punition sévère » des responsables de la « mutinerie » de la marine grecque ne suffisait pas à M. Papandréou; l'homme qui n'avait rien fait pour la libération voulait aussi punir, après la guerre, les hommes de la résistance pour leur « terrorisme » !

L'intention de M. Papandréou était claire : faire un semblant d' « union nationale » — « notre union nationale » — sans la participation de l'E.A.M., une « union nationale » composé des « chefs » ou des représentants des vieux partis ayant depuis longtemps perdu tout contact avec la nation, rassemblés autour d'un « social-démocrate » de tendances totalitaires, choisi par les Anglais et nommé par un roi qui durant cinq ans avait couvert la dictature, et frapper, au nom de cette union fictive, l'organisation de résistance qui a le plus mérité de la nation.

Le président du Conseil s'était servi de son autorité et du prestige de la tribune de la conférence pour :

a) ébranler la position morale du Front national de libération en le dépouillant de tous ses titres d'organisateur de la résistance, de tous ses droits acquis sur les champs de bataille, et en le présentant comme une bande de malfaiteurs, d'incendiaires et de pillards;

b) faire de l'E.A.M. un véritable péril national, à cause de ses « desseins » de « dominer par la force » le pays, péril contre lequel toutes les mesures seraient permises;

c) se servir de l'union nationale comme d'un moyen de pression pour enlever toute force et toute influence à l'E.A.M., quitte à le rendre, en cas de refus, responsable de l'échec éventuel de la conférence et de l'union nationale.

Il s'agissait en somme de refuser au Front national de libération tout droit de parler au nom du peuple grec, au moment même où la voix de la résistance devait peser dans la balance; de lui opposer « la nation », et de prendre la défense de celle-ci contre la résistance; le mettre au ban de la nation afin de se donner le droit de sévir contre lui.

D'après M. Papandréou, le Front national de libération — dont il reconnaissait généreusement qu'à ses débuts il avait « ému des larges couches du peuple et provoqué l'enthousiasme de la jeunesse » — ne constituait plus « qu'une petite minorité organisée et armée en face de la grande majorité non organisée et désarmée du peuple grec » ! L'argument est de taille, mais trop connu; il provient directement de l'arsenal de la propagande du Docteur Goebbels. Pour l'envahisseur allemand aussi, toutes les forces patriotiques dans tous les pays envahis n'étaient que de « très petites minorités » par rapport à « la masse de la nation », censée être représentée par les gouvernements des Quislings.

« Si donc la E.A.M., dit encore M. Papandréou, entend utiliser sa force matérielle, qu'elle a acquise grâce au patriotisme du peuple et à l'assistance de nos alliés, comme instrument de guerre civile pour l'extermination de ses adversaires, si elle se propose demain, après la fin de la guerre, sous le prétexte de la république populaire, de s'imposer par la force à la majorité du peuple grec, alors naturellement, l'entente est impossible. Dans ce cas notre devoir est de *soulever la nation et de faire appel au concours de tous nos grands alliés, de leurs gouvernements et de leur opinion politique pour la lutte sur deux fronts : contre l'envahisseur étranger et contre l'ennemi intérieur.* »

Après avoir tout fait pour rendre impossible à l'E.A.M. sa collaboration avec le gouvernement du Caire, le président du Conseil grec escomptait l'« abstention » de cette organisation pour la placer sous l'accusation de faire obstacle à l'union nationale, et pour monter contre elle toute la nation grecque et tous les alliés ! C'était ouvrir toutes grandes les portes à la dictature et à la guerre civile.

Les intrigues de M. Tsouderos contre la résis-

tance étaient des jeux d'enfants comparées aux moyens mis en œuvre par son successeur. M. Papandréou voyait grand. Il entendait entraîner toute la nation grecque, les gouvernements alliés et l'opinion publique mondiale dans une sorte de croisade contre le Front national de libération ouvertement désigné comme « *l'ennemi intérieur* ». Et dans cette monstrueuse tentative il se sentait appuyé par le roi, et encouragé par le message que lui avait envoyé M. Churchill au lendemain de sa nomination comme président du Conseil grec, ce message où le Premier britannique le félicitait pour sa « fermeté de caractère ».

### LA GRANDE PEUR

Cette rage de M. Papandréou contre le Front national de libération, dont il tenait absolument à avoir la peau, s'explique aisément. Le Premier grec avait beau prétendre que l'E. A. M. avait perdu beaucoup de sa force et de son influence, qu'il n'était plus qu'« une petite minorité organisée et armée », le grand tort du Front national de libération était d'avoir pris trop d'importance,

Le Front national de libération devint en effet la cible de toute la réaction politique et sociale et de tous les partis politiques grecs, lorsqu'il apparut que ce Front constituait une véritable force nationale, dans le domaine de la résistance aussi bien que dans le domaine politique. Tandis que, en revanche, la E.D.E.S. en dépit des forts appuis officiels dont elle jouissait, périclitait de plus en plus; elle se nourrissait des maigres ressources d'un parti en déclin.

C'est ainsi que le Front national de libération apparut à la conférence du Liban avec ses bases

encore plus élargies. Le correspondant diplomatique de *l'Observer* (14 mai 1944) soulignait l'importance de ce fait, en ajoutant que plusieurs des hommes politiques, « des plus respectés et des plus capables » d'Athènes collaboraient maintenant pleinement avec l'E.A.M. et son comité politique.

Un autre organe britannique, le *New Statesman and Nation* du 20 mai 1944, remarquait que les discussions de la conférence seraient sans doute « influencées par le fait que le comité politique à l'intérieur de la Grèce a de nouveau été élargi ». Et il mettait en relief l'importance des nouvelles recrues du Front national de libération, « intellectuels, hommes de science ou chefs libéraux », parmi lesquels il citait le professeur Kouzis, ancien membre d'un cabinet populiste, mais qui, comme tant d'autres royalistes, fut adversaire de la dictature du général Metaxas, et le général Sariyannis, ancien chef de l'état-major grec pendant la campagne de l'Asie-Mineure en 1920-1922 et vénizeliste notoire.

C'est ce succès incontestable enregistré en Grèce par la constitution du comité politique de l'E.A.M. qui alarma les milieux politiques grecs, déjà fort impressionnés par le précédent yougoslave. En outre, l'E.A.M. venait de proclamer (27 avril 1944), dans les régions libérées de la Grèce, des élections pour une assemblée nationale; ce qui devait contribuer à élargir et consolider davantage ses bases.

C'était aussi la « grande peur » devant l'ascension du mouvement populaire du Front national de libération qui avait accompli le miracle de faire acclamer par les partisans de Gounaris, tombé sous les balles de la révolte de 1922, un ancien ministre de l'intérieur du général Plastiras.

### LE FOND DU PROBLEME

M. Papandréou touchait le fond du problème — et montrait en même temps où il voulait en venir — lorsqu'il posait comme condition à la participation du Front national de libération au gouvernement de « renoncer à toute influence sur les forces armées du pays » et d'accepter la démobilisation de ses guerrillas, la E.L.A.S. — cette « armée de classe », comme il la définissait — sous prétexte de la création d'une armée « nationale ». A ses yeux « la question capitale » était la question militaire.

Il est intéressant de remarquer à ce sujet que tous les délégués des partis politiques se sont unanimement prononcés pour la suppression de la E. L. A. S., après avoir fait chorus avec M. Papandréou pour dénoncer les « actes terroristes » de celle-ci. Pour donner plus de poids et aux accusations contre les forces armées du Front national de libération et à l'exigence tendant à la suppression de ces forces, on s'est servi des délégués des organisations rivales de l'E.A.M., de la E.D.E.S. et de la E.K.K.A. Ceux-ci se déclarèrent prêts à accepter le désarmement des hommes de leurs organisations respectives si cela était nécessaire à la réorganisation d'une « armée nationale ».

La nécessité de la création d'une force militaire unique, d'une véritable armée nationale, était hors de toute question. Cela correspondait aux intérêts immédiats de la Grèce et à ses devoirs en tant qu'alliée, mais aussi à ses intérêts généraux en ce qui regarde son avenir. Cette nécessité a été également reconnue par les délégués du Front national de libération qui se déclarèrent en principe partisans de la fusion de toutes les forces de la résistance dans une armée nationale. Or, il en était de l'armée nationale

comme du gouvernement d'unité nationale; elle servait de prétexte au gouvernement pour arriver à ses fins : désarmer et juguler l'E.A.M.

La nécessité de la création d'une armée nationale se posait avant tout pour des considérations d'ordre militaire d'intérêt immédiat : renforcer la participation de la Grèce, sur le territoire grec à l'effort de guerre allié, en mettant un terme aux « luttes fratricides » entre les guerillillas et en développant les forces de résistance. S'il en était vraiment ainsi, on devait logiquement commencer par organiser l'armée nationale en se servant de forces armées existantes, en les incorporant dans cette armée. A la conférence du Liban, il n'était question que de « *dissolution* » et de « *désarmement* » de ces forces. On se demande comment on intensifierait la résistance en Grèce en supprimant les forces de résistance qui y combattaient et en commençant par le commencement : l'organisation d'une nouvelle armée nationale !

Ce manque apparent de logique s'explique par le simple fait qu'il s'agissait beaucoup moins de créer une armée nationale, ou de combattre les Allemands, que de supprimer, sous prétexte d'« organiser » la résistance et de renforcer la lutte contre la force militaire, la force militaire du Front national de libération pour en éliminer l'influence politique. Si cette force était considérée comme dangereuse sous sa forme actuelle, la E.L.A.S., elle ne serait pas moins encombrante, incorporée dans la future armée nationale, à laquelle elle donnerait le caractère d'une armée *populaire* nationale.

Le fond du problème était en somme : comment faire disparaître cette armée sortie du peuple et forgée par la résistance pour le peuple.

## IX

### LA « CHARTE NATIONALE »

Si le Front national de libération avait les intentions qu'on lui prêtait, s'il voulait vraiment rester à l'écart pour « monopoliser » la résistance afin d'imposer, par la force, après la guerre, son régime au pays, l'attitude de M. Papandréou à la conférence du Liban lui offrait une magnifique occasion. Le réquisitoire du premier ministre grec contre l'E.A.M. fermait toutes les portes à tout rapprochement, à toute collaboration avec cette grande organisation de résistance. Ses délégués n'avaient qu'à sauter dessus pour proclamer qu'une entente avec le gouvernement du Caire était impossible. Nul n'aurait pu leur en tenir rigueur.

Si, dans ces conditions, la conférence du Liban n'a pas échoué, ce fut uniquement grâce au patriotisme, à l'esprit de modération et au sens politique dont firent preuve les délégués du Front national de libération, animés d'un profond et sincère désir d'arriver à un résultat. Ils étaient venus à la conférence avec la ferme volonté de réaliser l'unité nationale, qui fut dès le début l'objectif principal de la E.A.M. Cette volonté, M. Porphyroghennis, au nom de l'E. A. M., M. Svolos, au nom du comité politique, et M. Roussos, au nom du parti communiste grec, l'affirmèrent avec force dans un message adressé du Liban à M. Churchill — réponse de la Grèce combattante aux amères paroles prononcées par

le Premier britannique au sujet de la résistance grecque — et qui, selon le correspondant diplomatique du *Times* (22 mai 1944), a été reçu « avec une grande satisfaction dans les milieux officiels de Londres ».

Après avoir exprimé leur « admiration respectueuse » pour le Premier anglais et leurs remerciements pour l'intérêt qu'il manifestait pour la Grèce et son avenir, et après avoir attribué à cet intérêt le « jugement sévère qu'il avait prononcé sur la Grèce (dans son discours du 22 février 1944), les représentants du Front national de libération soulignaient que « la résistance et la lutte sanglante du peuple grec dans les villes et les montagnes, dépassent par leur portée morale la folie des actes de quelques personnes irresponsables, actes qui, quoique provenant d'un désir d'unité nationale, eurent des résultats déplorables et désastreux qui doivent être condamnés par tous ». (Allusion aux « mutineries » d'avril).

Et le message apportait cette promesse solennelle au Premier britannique : « Votre excellence peut être assurée que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour réaliser l'union nationale, condition primordiale non seulement pour une lutte plus efficace encore contre l'ennemi mais aussi pour la reconstruction de notre pays, victime de l'agression italienne, allemande et bulgare ».

Cette promesse a été tenue. Les délégués du Front national de libération se sont abstenus de toute vaine polémique, qui n'aurait servi qu'à envenimer davantage l'atmosphère déjà assez chargée de la conférence, et à exciter les esprits. Ils n'ont même pas voulu soulever la question de l'amnistie, ce qui aurait également pu créer de sérieuses difficultés; au contraire, avant l'ouverture des travaux, ils firent une déclaration collective condamnant « les récents troubles

dans l'armée et dans la marine ». Cette condamnation, ils la répétèrent au cours du débat, tout en soulignant cependant que les troubles — de même que les heurts à l'intérieur de la résistance — n'auraient pas eu lieu s'il y avait eu au Caire un gouvernement vraiment national, et que la faute en était surtout à M. Tsouderos, qui « durant des années s'était moqué de l'aspiration pan-hellénique à l'unité nationale ».

Aux accusations de M. Papandréou et aux philippiques des délégués des partis et des organisations adverses de résistance contre l'E.A.M., ils se contentèrent de répondre avec dignité en rappelant sobrement tout ce que le Front national de libération a fait pour la résistance et l'unité nationale.

Le délégué du parti communiste grec, M. Rousos, a traduit le sentiment général lorsqu'il exprima son regret qu'après trois ans de luttes héroïques du peuple grec, l'épopée de la résistance grecque, digne de l'épopée de la guerre dans les montagnes d'Albanie, ne soit pas encore reconnue, et qu'on ait vu même à la conférence une tendance à sous-estimer les luttes de la résistance et à insister sur quelques points négatifs de celles-ci.

C'était en effet un spectacle assez singulier, de voir sur le banc des accusés l'organisation qui s'identifiait avec la résistance et qui fut depuis toujours la promotrice de l'unité nationale, et cela à cette conférence qui n'a pu être réunie que grâce à l'action conciliatrice de cette organisation, et dont le but était la réalisation de son programme d'unité nationale!

C'est donc grâce à l'attitude du Front national de libération que la Conférence du Liban put aboutir à un résultat. Après quatre jours de débats, une résolution fut votée à l'unanimité le 20 mai. Cette résolution, que le Premier grec en l'annonçant le lendemain par la radio du

Caire au peuple grec, qualifia de « charte nationale », contenait un programme de huit points devant servir de base à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, notamment :

1) Réorganisation et rétablissement de la discipline dans les forces armées grecques du Moyen-Orient ;

2) Unification et soumission de toutes les organisations de guerrillas de Grèce sous les ordres d'un gouvernement unique, et mobilisation, en temps opportun, de toutes les forces combattantes de la nation contre l'envahisseur ;

4) Envoi d'approvisionnements et de médicaments suffisants en Grèce ;

5) Assurer, après la libération, en accord avec les forces alliées, l'ordre et la liberté du peuple grec, de façon que, libre de toute pression matérielle et psychologique, il puisse se décider, en tant que souverain, pour le régime politique et social de son choix ;

6) Imposer des sanctions sévères contre les traîtres et les exploiteurs de la misère du peuple grec ;

7) Prévoir la satisfaction immédiate, après la libération des nécessités matérielles du peuple grec ;

8) Satisfaire entièrement les droits nationaux grecs ;

### *TRIOMPHE DE M. PAPANDREOU*

Le succès de la conférence du Liban a été accueilli par toute la nation grecque avec un profond soupir de soulagement. M. Churchill l'annonça en ces termes, le 24 mai, aux Communes : « Je puis annoncer à cette Assemblée une amélioration très sensible de la situation grecque ».

Il était cependant assez extraordinaire de voir

M. Papandréou faire figure de grand triomphateur du jour! M. Churchill l'avait félicité « très chaleureusement » par télégramme pour le rôle qu'il avait joué « pour la réussite de cet heureux résultat ». « La conférence a été un triomphe notable pour M. Papandréou », écrivait le *Spectator* du 26 mai 1944. La presse anglaise était d'accord que le Premier grec avait gagné en « prestige ». Le correspondant à Beyrouth du *Times* (22 mai 1944) écrivait : « L'heureux résultat de la conférence reflète le grand crédit personnel de M. Papandréou, qui a impressionné tous les délégués par son courage et ses qualités de chef. Presque inconnu avant la conférence, il en a émergé l'homme du moment ». Et dans un article de fond, le *Times* du 23 mai 1944 ajoutait : « Maintenant la raison a repris ses droits, et la Grèce a retrouvé en M. Papandréou un chef courageux et progressiste... Pour la première fois depuis les grands jours d'Eleuthère Venizelos, tous les partis grecs se sont ralliés autour d'un chef ». « Ce dont les Grecs avaient besoin », répétait le *Spectator* du 26 mai 1944, « c'était d'une personnalité forte et respectée; et il semble qu'ils l'ont trouvée en M. Papandréou ».

Comment M. Papandréou a-t-il pu apparaître comme le grand triomphateur de la conférence du Liban? C'est là un des secrets de la publicité faite autour de ce « chef » imaginaire, dont on tenait visiblement à renforcer la position en vue de l'activité qu'il allait développer par la suite. Son attitude au cours des débats était tout ce qu'il fallait pour faire échouer la conférence. S'il ne dépendait que de lui, jamais celle-ci ne serait arrivée à un résultat pratique. Ce fut, à vrai dire, *malgré* le Premier grec qu'un tel résultat fut obtenu.

D'ailleurs en réalité la « charte nationale » constituait une condamnation solennelle de toute

la politique du Premier grec. Sur la question militaire d'abord, la Charte avait repoussé l'idée de la suppression des forces armées du Front national de libération, la E. L. A. S., ce qui était le but essentiel du gouvernement du Caire.

Sur ce point capital M. Papandréou avait vu se dresser contre lui le haut commandement allié dans le Moyen-Orient lui-même. Cette suprême autorité, considérant la situation uniquement du point de vue militaire, avait officiellement « rappelé » par lettre au président du conseil grec, lors de la conférence du Liban, « *qu'aucun changement susceptible de conduire à la réduction de la résistance ne devrait être fait, et que l'organisation immédiate d'un système complètement nouveau ne répondait pas aux exigences de l'effort de la guerre* » (1).

M. Papandréou dut tenir compte de ce « rappel » et abandonner son projet de dissoudre les forces armées de l'E. A. M.

La Charte disait expressément : « La poursuite immédiate du remplacement (de la E. L. A. S.) ne correspond pas aux besoins de la lutte, et un changement ne doit pas conduire à l'affaiblissement de la résistance ».

Mais il ne s'agissait guère de cela. M. Papandréou fut le triomphateur de la conférence du Liban en ce sens qu'il avait obtenu ce qu'il voulait : les signatures des délégués du Front national de libération au bas d'un document qu'il n'avait aucune intention de respecter et qui était uniquement destiné à être tourné *contre* la résistance. C'était là le couronnement de toute la manœuvre de la conférence, telle qu'on l'entendait au Caire, et qui consistait à lier le Front national de libération par sa parole, à le prendre dans *le piège de l'union nationale*.

---

(1) Cité par M. Papandréou dans son discours de clôture à la conférence du Liban.

### M. PAPANDREOU ET LA « CHARTE NATIONALE »

Le succès de la conférence du Liban, pour avoir un sens, devait être traduit dans la pratique par la formation immédiate d'un gouvernement d'union nationale, ce qui, nous l'avons vu, était l'objectif même de cette réunion. Et l'on attendait que ce gouvernement fût rapidement formé.

M. Papandréou quitta Beyrouth dès la clôture de la conférence pour présenter au roi ses résultats. Rentré au Caire, le 21 mai, il fut dès le lendemain chargé de former le nouveau gouvernement; et le 24 il prêtait serment comme premier ministre. Mais déjà un certain scepticisme s'était emparé des esprits clairvoyants. « Les perspectives sont splendides, mais tant que le nouveau cabinet ne sera pas constitué, il est trop tôt pour être optimisme », remarquait le *Sunday Times* du 21 mai 1944. Et le *New Statesman and Nation* du 27 mai ajoutait : « Jusqu'à ce que le nouveau cabinet grec soit annoncé, il est difficile de juger dans quelle mesure la conférence du Liban a été un succès et contribuera à l'unité nationale ».

Ce qui rendait sceptique l'organe libéral anglais, c'était la façon dont les débats avaient été menés. « Le premier ministre, M. Papandréou, remarquait-il, et les délégués choisis par le gouvernement grec pour assister à la conférence, s'en servirent comme d'une plate-forme pour accuser l'E. A. M. de terrorisme et essayèrent de se présenter eux-mêmes comme le seul authentique mouvement de résistance ».

Ce scepticisme était fondé. M. Papandréou avait quitté Beyrouth en brandissant la « charte nationale » comme une arme décisive avec la-

quelle il croyait pouvoir amener le Front national de libération à capituler, sinon le frapper à mort.

Le nouveau gouvernement, pour répondre à la « charte nationale », devait comprendre des représentants de tous les partis et de toutes les organisations de résistance, en premier lieu du Front national de libération. Dans « le message d'union » que la conférence du Liban adressa au peuple grec, elle déclarait entre autre : « Notre union apportera une nouvelle gloire à nos armes déjà glorieuses ». Dans un autre message adressé par la conférence aux gouvernements, aux peuples et aux forces armées de toutes les Nations unies, il était dit : « Ce salut démontre la fraternité et l'esprit de sacrifice; il exprime les sentiments des Grecs qui, après six mois de lutte victorieuse dans l'Epire et l'Albanie et trois ans de résistance héroïque dans les montagnes, ont décidé de frapper l'ennemi suprême : la discorde intérieure ».

De même, dans un message que M. Papan-dréou avait adressé à M. Churchill, il proclamait : « Vous nous avez donné la devise : Unité sur toute la ligne contre notre ennemi commun pour débarrasser le pays de cet assassin étranger. A partir d'aujourd'hui cette devise est celle de tout Grec ». Et il ajoutait : « La guerre civile entre les Grecs appartient au passé; l'avenir est à l'unité nationale ».

Dans un autre message à M. Eden, lui annonçant l'heureux résultat de la conférence du Liban, M. Papan-dréou promettait que dans quelques jours « un gouvernement de *complète union nationale* » serait formé, dont la mission serait de « rallier toutes les forces de la nation » pour la liberté du pays. Enfin, dans un message personnel au Comité politique du Front national de libération en Grèce, M. Papan-dréou répé-

tait : « Les divergences appartiennent au passé. L'unité nationale est réalisée ».

De son côté, le roi affirmait dans un message de félicitations adressé à M. Papandréou, à son retour de la conférence du Liban : « L'acceptation unanime de tous les points du programme national que vous avez tracé, garantit que le gouvernement d'union nationale pourra se consacrer désormais à l'intensification de son œuvre principale qui est de poursuivre aux côtés des alliés la lutte contre l'ennemi, en vue de la libération de notre chère patrie, de sa restauration complète, puis de la préservation de nos droits nationaux. Nous espérons que l'accord obtenu ne constitue pas seulement un terme, mais également un point de départ ».

### L' « UNION NATIONALE » SANS LA RESISTANCE

« L'initiative appartient maintenant au roi et à son nouveau gouvernement, écrivait le *New Statesman and Nation* du 27 mai. Ce gouvernement doit probablement comprendre des chefs de la résistance, peut-être même M. Santos, le chef communiste grec — ce qui serait un pas en avant, qui, s'il avait été fait l'automne dernier, aurait conduit depuis longtemps à l'unité, et aurait évité la mutinerie ».

M. Papandréou prêta serment au roi George, comme Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, le 24 mai. En même temps que lui, prêtèrent également serment au roi : M. Sophocles Venizelos (vice-président du Conseil); M. Dragoumis (sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères); M. Sakalis (ministre sans portefeuille).

En recevant à cette occasion les représentants de la presse, le Premier grec leur déclara que le nouveau gouvernement serait constitué dans deux ou trois jours, et il ajouta : « Nous sommes en train de négocier avec les hommes des montagnes (l'E. A. M.) afin de désigner les personnes qui doivent représenter ce mouvement au gouvernement ». (*Reuter*, 24 mai 1944). Tout ne semblait donc être désormais qu'une simple question de choix de personnes.

Le 29 mai, deux nouveaux ministres prêtèrent serment : M. Rallis et M. Mylonas; et l'on annonçait officiellement à cette occasion que le Premier avait pris également le portefeuille de la guerre. Des représentants du Front national de libération, il n'était toujours pas question; mais on disait que les guerrillas étaient en train de choisir leurs représentants.

La façon de procéder de M. Papandréou commençait déjà à inspirer des doutes quant à sa sincérité à réaliser l'unité nationale. « L'optimisme qu'avait inspiré la conclusion de la conférence du Liban pour l'unité grecque semble avoir été quelque peu prématuré », écrivait le *New Statesman and Nation* du 3 juin 1944. Et il ajoutait : « M. Papandréou a commencé à former le gouvernement d'union nationale. Mais à en juger par la distribution des portefeuilles, qui a eu lieu jusqu'à présent, il semble que le nouveau gouvernement n'est guère qu'un nouveau mélange de l'ancien personnel. Jusqu'ici les organisations de résistance et les guerrillas ne sont pas représentées; mais les postes les plus importants ont déjà été assignés; et quand les représentants de la résistance seront nommés, ils ne pourront occuper que des positions secondaires ».

Cette façon de voir trouva son entière confirmation, lorsque le 8 juin le gouvernement se compléta par la nomination de huit nouveaux

ministres : M. Canellopoulos (Finances); M. Kartalis (Information); M. Londos (Assistance publique); M. Sgouritsas (Education); M. Ttéotokis (Ravitaillement); Professeur Tsastos (Justice); M. Vassiliadis (Marine marchande); M. Rentis (ministre sans portefeuille).

Ainsi le gouvernement d' « union nationale » formé par M. Papandréou comprenait 8 libéraux de toutes nuances sur 14 membres. Les représentants du Front national de libération, ne figuraient pas parmi ceux-ci. De même, M. Sofianopoulos, chef du parti socialiste agrarien, et M. Stratis, chef du parti socialiste, qui prirent cependant part à la conférence du Liban, en furent exclus. On les trouvait probablement trop « à gauche ». L'observation du *New Statesman and Nation* (3 juin 1944) disant que « les nouveaux ministres choisis, exception faite de M. Venizelos, représentaient les éléments les plus conservateurs de la politique grecque », était parfaitement juste. De toute façon l'union était torpillée.

### L'UNION NATIONALE CONTRE LA RESISTANCE

Dans une déclaration faite le 11 juin, à l'occasion de la prestation de serment des huit nouveaux ministres, M. Papandréou qualifiait son cabinet de « gouvernement d'union nationale » et proclamait que son programme serait la « charte nationale » du Liban qu'il appliquerait avec tout le pouvoir dont il disposait.

Cette promesse dissimulait mal une menace directe à l'adresse du Front national de libération; elle apportait en même temps une indication sur les intentions du Premier grec, à sa

voir : substituer au gouvernement de « complète union nationale », qui devait sortir de la conférence du Liban, « son » gouvernement, qui n'en était que la parodie — une nouvelle fiction — et se servir de la « charte nationale » du Liban pour déclencher la guerre contre l'E. A. M.

C'était absurde; la « charte nationale » n'était que l'expression de l'unité établie à la conférence du Liban, et son application supposait la réalisation de cette unité par la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Mais M. Papandréou faisait son petit Machiavel; de la conférence du Liban, il ne retenait que la « charte nationale », qui liait le Front national de libération par les signatures de ses délégués, et prétendait l'appliquer par un gouvernement de son goût, où les représentants de cette organisation étaient absents

Toute la manœuvre, habilement montée, était dissimulée derrière une discussion de caractère anodin sur les modalités de la participation de l'E. A. M. et du parti communiste au gouvernement; M. Papandréou leur aurait réservé quelques ministères : Intérieur, Travail, Agriculture, et attendait que les représentants de la résistance fussent désignés. « Nous regrettons que des représentants du parti communiste, de l'E. A. M. et du comité politique ne participent pas dès aujourd'hui au gouvernement de l'union nationale », disait-il dans sa déclaration du 11 juin « Mais, ajoutait-il, d'après les lettres qui nous ont été adressées, nous espérons que bientôt eux aussi voudront participer de façon que nous puissions, en collaboration avec eux, appliquer notre charte nationale qu'ils ont également signée sans réserve en tant que chefs et représentants autorisés de leurs organisations ».

Toutefois cette façon de présenter les choses n'avait qu'un but : déplacer les responsabilités

de l'échec de la « complète union nationale » et laisser au gouvernement du Caire les mains libres pour son action ultérieure contre le Front national de libération. Le 5 juin M. Papandréou avait adressé au Professeur Svolos et à MM. Porphyroghennis et Roussos le télégramme suivant, qui n'était qu'un alibi :

« Après avoir signé, au Liban, notre charte nationale, et après avoir décidé de former un gouvernement d'union nationale de façon à exécuter notre programme, vous avez exprimé le désir qu'un certain temps vous fût accordé afin de désigner les personnes qui participeraient de votre part au gouvernement. Dix-sept jours sont passés depuis lors et vous serez, je suppose, d'accord avec l'opinion générale que la prolongation de cet état d'indécision est peut-être excessif. Je suis donc forcé de vous dire que la nomination de vos représentants ne peut pas être encore ajournée ».

Mais les hommes du Caire allaient plus loin encore; ils voulaient placer le Front national de libération sous l'accusation de parjure, comme si après avoir signé la « charte nationale », il ne respectait plus sa signature. Quel bel argument pour « prouver » sa mauvaise foi et ses intentions de s'imposer au pays par la force. A cet effet, on cherchait à faire croire que l'unité faisait défaut au sein même de l'E. A. M.; ses envoyés dans le Moyen-Orient ne seraient pas écoutés par les « hommes des montagnes ».

Dans cette tentative pour déformer les choses, le gouvernement du Caire pouvait compter sur la censure, qui ne laissait passer que la version officielle. Le correspondant au Caire du *Times* (10 juin 1944) télégraphiait : « Le plus grand obstacle est l'incapacité des représentants de l'E. A. M et des communistes au Caire d'obtenir de leurs partisans dans les montagnes de

Grèce le consentement à leur nomination comme représentants de gauche au nouveau gouvernement ». Et sur la foi de ces informations tendancieuses, le correspondant diplomatique de l'*Observer* (11 juin 1944) ajoutait que le professeur Svolos et M. Roussos, du parti communiste, étaient parfaitement d'accord avec le gouvernement de M. Papandréou, et attendaient seulement l'autorisation de leurs organisations en Grèce pour accepter les portefeuilles qui leur étaient désignés.

Or, même s'il en était vraiment ainsi, la faute n'en serait point aux « hommes des montagnes ». Le *New Statesman and Nation* du 3 juin 1944, rappelait très à propos que durant la conférence du Liban les délégués du Front national de libération « ont été soumis à une surveillance rigoureuse et empêchés de communiquer avec leurs partisans aussi bien en Grèce qu'au Moyen-Orient », et que par conséquent, à leur retour, ils auraient bien pu trouver que « pendant les discussions (à la conférence du Liban) il ne leur a pas été permis de se faire une idée exacte ni de la situation politique dans le Moyen-Orient ni de l'importance de leurs partisans au dehors ».

Rien donc n'eut été plus justifié que l'« intransigeance » des « hommes des montagnes ». Mais il ne s'agissait pas de cela. Dans leur réponse au télégramme de M. Papandréou, les délégués du Front national de libération avaient mis les choses au point en laissant entendre que s'ils ne faisaient pas encore partie du gouvernement, ce n'était pas à cause du retard apporté par leurs organisations à prendre une décision à ce sujet; autrement dit, qu'il ne s'agissait pas d'une question de choix de personnes. Tout en reconnaissant que la prolongation de l'état d'indécision était désagréable, et tout en affirmant leur profond désir de voir nommer des repré-

sentants de leurs organisations qui participeraient au gouvernement, ils faisaient remarquer que « des arrangements de toute façon indispensables n'ayant pas encore pu obtenir les résultats désirés », il ne leur était pas possible de faire quoi que ce soit, et il ne leur restait qu'à attendre des résultats favorables.

De quoi s'agissait-il? Des raisons plus profondes empêchaient l'accord complet et définitif entre le gouvernement de M. Papandréou et le Front national de libération. Et ces raisons étaient, dans l'ensemble, les mêmes qui avaient empêché dans le passé l'accord entre le gouvernement de M. Tsouderos et l'E. A. M. Car au fond rien n'avait changé. La comédie que jouait M. Papandréou avec l'union nationale, dont il parlait beaucoup pour être plus à même de l'éviter, ne pouvait tromper personne; moins encore le Front national de libération qui ne faisait, en l'occurrence, que chercher à déjouer les machinations des hommes du Caire, afin de préserver la nation de la guerre civile, à laquelle M. Papandréou et le roi poussaient avec une effrayante inconscience.

Si le gouvernement de « complète union nationale » n'était pas encore formé, ce n'est pas du tout, comme le prétendait le correspondant au Caire du *Times* (10 juin 1944), parce que « les Grecs, unis en théorie, se sont montrés incapables d'oublier entièrement leurs différends personnels et autres antagonismes, et ont ainsi empêché M. Papandréou d'accomplir avec succès sa mission ». C'est tout simplement parce que le gouvernement d'union nationale n'était pas désiré en haut lieu au Caire — et à Londres. Parce que le roi, qui s'y opposa durant deux ans, ne s'y décida — à contre cœur — que lorsqu'il y fut forcé et après avoir trouvé en la personne de M. Papandréou l'homme capable de le torpiller.

### M. PAPANDREOU DEVELOPPE SON JEU

Pour tout observateur attentif, il est en effet évident que le gouvernement du Caire — d'accord avec les Anglais — poussait délibérément les choses à l'extrême; loin de chercher la conciliation et la collaboration avec le Front national de libération, il tenait beaucoup plus à couper les ponts avec la résistance.

Dans quel but? M. Papandréou l'a montré tout de suite dans une déclaration faite le 13 juin à la presse. Les négociations, entre le nouveau gouvernement et l'E. A. M., dit-il en substance, sont toujours dans une impasse. Les représentants de l'E. A. M. ont été invités à entrer au gouvernement, mais ils remettent encore leur décision. J'attendrai quelques jours et je m'adresserai ensuite à la nation, qui doit savoir à qui en incombe la faute ». (*Reuter*, 13 juin 1944).

M. Papandréou attendit quinze jours; le temps nécessaire pour surexciter les esprits. Rien n'était plus indiqué à ce moment qu'une attitude conciliante. « Nous pensons, écrivait le *New Statesman and Nation* du 27 mai 1944, que le nouveau gouvernement qui est né comme résultat de la mutinerie, aura la sagesse d'accorder une amnistie aux chefs de celle-ci, qui sont convaincus de leur innocence, et dont de toute façon la loyauté ne fait pas de doute ». Et l'*Economist* du 24 juin 1944, écrivait dans le même esprit : « Une amnistie pour les marins des navires grecs dans le Moyen-Orient aurait probablement été une preuve sérieuse de bonne volonté de la part du gouvernement royal et aurait peut-être facilité la tâche des chefs de l'E. A. M. en Grèce ».

C'est la logique même. Puisque M. Papandréou se plaignait de l'« intransigeance » des

« hommes des montagnes », il devait tout faire pour faciliter les choses. Mais c'est précisément la bonne volonté et le désir d'arriver à un accord qui faisait défaut chez le Premier grec; c'est pourquoi il poussait à l'extrême sa politique de provocations. Au lendemain de la conférence du Liban, il commença par nommer commandant en chef de la flotte l'amiral Vulgaris, qui « étouffa » dans le sang la « mutinerie » de la marine. Au cours de la première réunion du cabinet, le 11 juin, il annonça officiellement que deux cours martiales, l'une militaire et l'autre navale, allaient être convoquées à partir du 19 de ce mois pour juger et punir les coupables. Le jugement commença le 21 juin; 20 accusés, officiers, soldats et marins, — la première « journée » — étaient condamnés à mort et aux travaux forcés, accusés d' « avoir tourné les armes contre l'Etat grec et les armées alliées britanniques ».

Sans doute le gouvernement du Caire n'osa pas pousser la provocation jusqu'à faire exécuter les sentences (1). Il ne se servait pas moins de cette pénible affaire pour rendre impossible au Front national de libération toute collaboration. « Le retard (apporté à la participation de l'E. A. M. au gouvernement), écrivait le *New Statesman and Nation* du 17 juin 1944, est sans doute dû à son désir (de l'E. A. M.) d'avoir quelques assurances définitives de la part du Premier ministre, non seulement en ce qui concerne la question constitutionnelle mais aussi et surtout en ce qui concerne la proclamation

---

(1) D'ailleurs de vives protestations s'étaient élevées de toutes parts. Les plus grandes organisations de Grecs d'Egypte et des Etats-Unis envoyèrent des dépêches urgentes au gouvernement du Caire l'invitant, au nom de l'unité nationale, à s'arrêter là. Une démarche analogue a été faite par un groupe de membres du Parlement britannique.

d'une amnistie pour les hommes arrêtés lors des récents troubles dans les forces grecques ».

Le 28 juin, M. Papandréou prit la parole au micro de la radio du Caire pour expliquer à la nation grecque pourquoi son gouvernement avait été formé sans la participation des représentants du Front national de libération. Cédant, dit-il, à son « ardent désir » de réaliser l'unité nationale, il avait promis à l' « extrême gauche » déjà lors de la conférence du Liban, cinq « importants ministères »; et il était rentré au Caire « joyeusement convaincu » que tout était « heureusement » arrangé.

S'il n'en fut pas ainsi, la faute en était au Front national de libération, plus particulièrement aux « hommes des montagnes » qui, pour faire traîner les choses, sinon pour faire échouer l'union nationale, provoquèrent de nouveaux incidents entre les forces armées de l'E. A. M. et les forces de la E. D. E. S. Et M. Papandréou revint à sa tentative d'opposer aux « hommes des montagnes » leurs délégués à la conférence, voire de dresser ceux-ci contre ceux-là. Il reconnaissait que les délégués avaient sincèrement tout fait pour faire appliquer la « Charte nationale » du Liban; mais une « coterie d'intransigeants » s'opposait à l'union nationale inventant des prétextes pour la faire échouer. Par conséquent, du moment que cette coterie d'extrémistes continuait à s'opposer à l'entrée des représentants de l'E. A. M. au gouvernement, ceux-ci étant liés par leurs signatures qu'ils avaient mises au bas de la « Charte nationale », avaient l'obligation morale d'entrer au gouvernement; car « ils n'ont pas, s'écriait-il, le droit de manquer à leur parole et de renier leur signature ». Et de les inviter à entrer au gouvernement pour montrer, par leur exemple, aux partisans du Front national de libération, « la voie du patriotisme et du devoir national »; ce

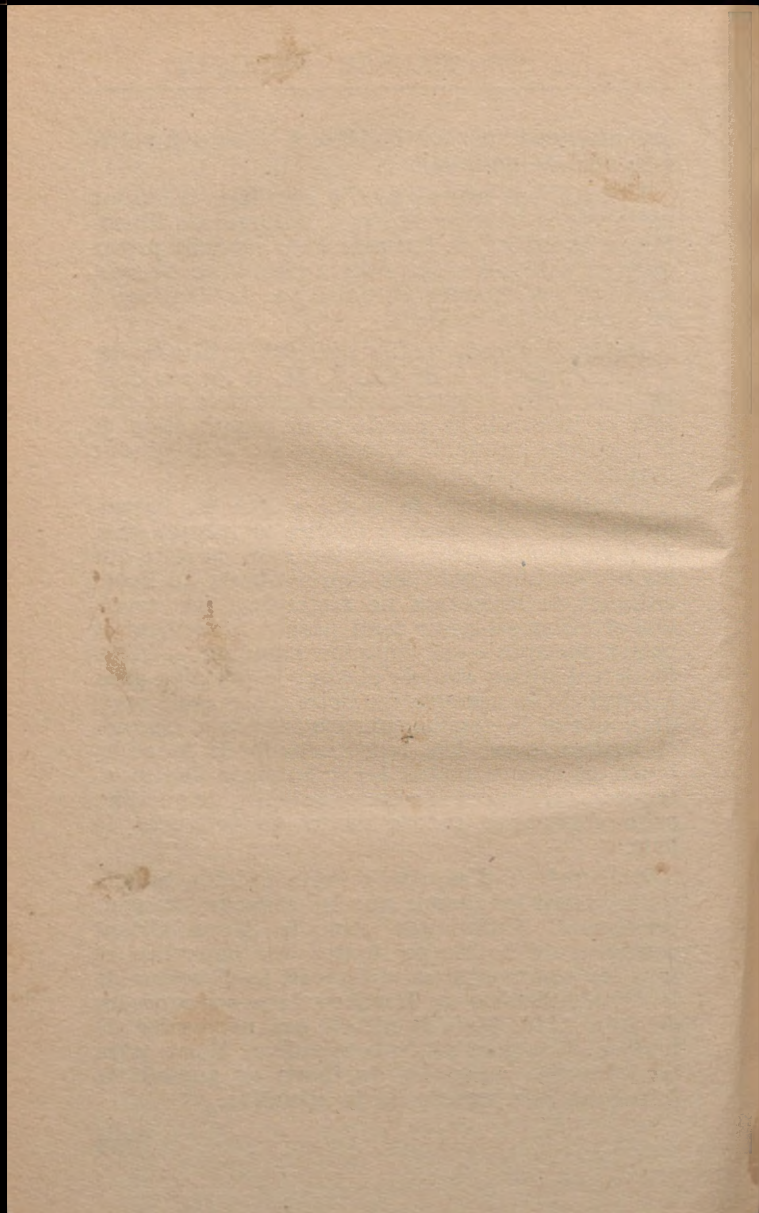
qui obligerait les extrémistes à « se soumettre à la volonté nationale ».

N'ayant pas réussi, par le chantage à l'union nationale, à amener le Front national de libération à capituler, le Premier grec espérait provoquer un schisme au sein de la résistance en agissant sur ses envoyés au Caire par le chantage à la « charte nationale ».

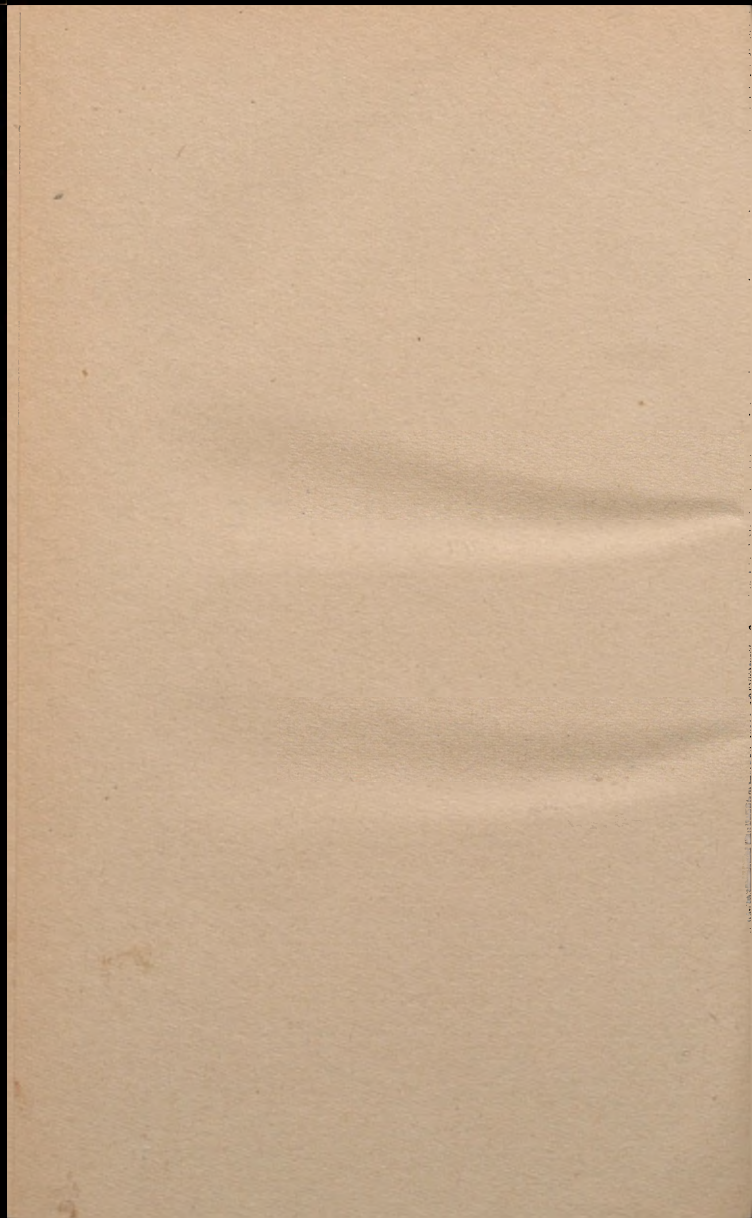
De toute façon, quelle que fût l'attitude des « intransigeants » de l'E. A. M. et de ses délégués au Caire, le gouvernement suivrait son chemin et tiendrait sa parole pour l'application de la « charte nationale », appuyé sur « la grande majorité du peuple grec ».

C'était là « toute la vérité » que M. Papan-dréou avait « le devoir » de dire au peuple grec. Et il rappelait à cette occasion avoir promis que les négociations avec les représentants du Front national de libération ne resteraient pas secrètes, et affirmait avoir tenu parole. Seulement la nation grecque — et l'opinion mondiale — n'entendaient qu'un son de cloche; le premier grec, à l'abri de la censure du Caire, leur avait servi de nouveau la version gouvernementale, truquée et tendancieuse. Les représentants de la résistance, et encore moins les « hommes des montagnes », n'avaient aucune possibilité de rectifier cette version et encore moins de présenter la leur.

« Je refuse d'exprimer toute opinion sur la Grèce, aussi longtemps que les censeurs du gouvernement britannique dans le Moyen-Orient continueront à couper toutes les nouvelles et tous les commentaires », écrivait le directeur de la *World Review* de Londres dans son numéro de juin 1944. Mais il n'était pas nécessaire de tomber dans une attitude négative. Même avec les nouvelles censurées du Caire, on pouvait se faire une idée exacte de la situation.



TROISIÈME PARTIE



## X

### LA RESISTANCE ACCUSE

Le 6 juillet, le conseil des ministres se réunit au Caire pour examiner, selon les termes du communiqué officiel, « l'attitude du Front national de libération à l'égard de l'application de la charte nationale du Liban ». C'était la manière désormais consacrée de présenter l'E. A. M. comme étant en conflit non pas avec le gouvernement mais avec la « Charte nationale », qui portait les signatures de ses délégués. Il s'agissait en réalité de fixer définitivement l'attitude du gouvernement à l'égard de la résistance et de proclamer officiellement la rupture avec celle-ci.

Le président du conseil croyait posséder un magnifique prétexte; c'était deux télégrammes qu'il venait de recevoir de Grèce en réponse à son message radiodiffusé du 28 juin au peuple grec. Mais ces documents ne faisaient qu'apporter la confirmation, qu'en effet des raisons profondes empêchaient l'accord complet et définitif entre le Front national de libération et le

nouveau gouvernement; en outre, ils démasquaient tout la manœuvre du Caire et montraient quels étaient les vrais responsables de l'échec de l'union nationale.

Le premier de ces télégrammes, dont le président du conseil donna lecture à ses collaborateurs, était signé par M. Porphyroghennis et le général Sarais, qui avaient représenté respectivement à la conférence du Liban l'E. A. M. et son armée, la E. L. A. S. Le second portait les signatures du colonel Bakirdjis (pour le comité politique), et de MM. Santos et Hadjis (pour le parti communiste grec).

Le premier télégramme citait neuf cas de « violation » de la « Charte nationale » de la part du président du conseil; notamment de maintenir — contrairement aux décisions prises à la conférence du Liban — ses idées sur la suppression de la E. L. A. S. et sur l'activité « terroriste » de l'E. A. M., et d'entretenir ainsi une « atmosphère de calomnies » qui encourageait le colonel Zervas à prendre de nouveau les armes contre la E. L. A. S.

Tout ce que M. Papandréou a pu répondre à ce sujet, c'était que la conférence du Liban avait décidé en principe la création d'une armée nationale; ce qui excluait de toute façon la dissolution immédiate des forces armées de l'E. A. M. ainsi que le voulait le gouvernement du Caire. En outre, il essaya de renverser la situation en accusant la E. L. A. S. d'avoir attaqué les forces du colonel Zervas; ce qui était manifestement faux. La E. L. A. S. n'avait aucune raison de prendre une pareille initiative; tandis que Zervas, s'étant placé aux ordres du gouvernement du Caire, pensait agir « dans l'intérêt national » en recommençant la « bonne guerre » contre les « terroristes » de l'E. A. M., mis effectivement hors la loi par le président du Conseil à la conférence du Liban.

La condamnation des coupables des « mutineries » de la marine grecque, constituait une autre « violation » de la « Charte nationale » par M. Papandréou. Ces hommes, disait le télégramme des représentants de l'E. A. M., « se sont, après tout, battus pour une cause, qu'ils tenaient pour patriotique et juste ». Par conséquent leur renvoi, dans le stade actuel des négociations, devant les cours martiales, rapproché des fréquentes « épurations » d'officiers des forces armées ne pouvait qu'augmenter la méfiance à l'égard du gouvernement.

M. Papandréou essaya de repousser cette accusation en se référant au fait que les délégués de l'E. A. M. à la conférence du Liban avaient condamné les « mutins », et que la « Charte nationale » prévoyait leur punition. Tout cela était certes exact. Mais le président du conseil dénaturait sciemment l'esprit de la Charte en prenant à la lettre un de ses paragraphes, qui répondait uniquement à la nécessité de mettre un terme à cette pénible affaire par une condamnation morale unanime, donnant satisfaction au gouvernement — et aux alliés — et facilitant la proclamation d'une amnistie. C'était donc pousser à l'extrême la mauvaise foi que de se servir du geste conciliateur des délégués de l'E.A.M., fait dans cet ordre d'idées, pour s'en réclamer afin de sévir contre les « mutins » et éterniser toute l'affaire.

L'attitude du Premier grec n'aurait un sens que s'il entendait rendre impossible l'entrée de l'E. A. M. au gouvernement. « Si l'E. A. M. participait au gouvernement sans avoir reçu ces assurances (concernant l'amnistie), écrivait le *New Statesman and Nation* du 17 juin 1944, il serait placé dans la situation particulière de sanctionner le chatiment de ses propres partisans par une autorité à laquelle lui-même appartenait ».

C'était absurde; mais c'était cela que voulait

M. Papandréou. Si l'E. A. M. acceptait quand même, il provoquerait un schisme dans ses propres rangs; et l'avantage serait toujours pour le gouvernement du Caire.

D'ailleurs, comme le faisait également remarquer le *New Statesman and Nation* (3 juin 1944), si les délégués de l'E. A. M. à la conférence du Liban « avaient été mieux informés, leur attitude à la conférence eût été beaucoup plus ferme, et probablement ils auraient insisté pour avoir des explications plus honnêtes sur les causes des mutineries et peut-être aussi sur la façon dont celles-ci ont été provoquées ».

### M. PAPANDREOU ET LA MILICE DES QUISLINGS D'ATHENES

Mais la plus lourde accusation des « hommes des montagnes » contre M. Papandréou portait sur une question qui mettait en évidence le jeu sinistre des hommes du Caire : la question concernant les « brigades de sûreté ».

M. Papandréou était notamment accusé de ne pas avoir tenu la promesse donnée à la conférence du Liban de dénoncer et de condamner publiquement la milice des Quislings d'athènes. En effet, dans ses déclarations faites depuis lors au Caire, le Premier grec n'avait soufflé mot à ce sujet, alors que les miliciens continuaient à sévir avec plus de brutalité que jamais, contre les patriotes.

Ce n'est pas tout. La conférence du Liban avait décidé la constitution d'une commission pour rédiger une motion condamnant l'activité des « brigades de sûreté » et menaçant les hommes qui s'étaient laissés embrigader par les envahisseurs pour tuer les patriotes, des châtiments

qu'ils méritaient, s'ils ne cessaient pas à temps leur infame besogne. C'était un moyen d'assister la résistance en Grèce en exerçant une pression morale sur les mercenaires des Allemands. Cette motion avait été rédigée — mais *M. Papandréou s'était abstenu de la publier!*

Le fait même dépassait toute imagination. C'était comme si le gouvernement du général de Gaulle ménageait les miliciens de Darnand. Le Premier grec le rendit plus monstrueux encore en cherchant à le justifier, Il rappela d'abord quelle était son opinion au sujet des « brigades de sûreté » telle qu'il l'avait exprimée à la conférence du Liban, à savoir que la création de la milice grecque était l'effet de l' « activité terroriste » de l'E. A. M. et de ses forces armées. Certes, en convint-il ensuite, la conférence avait décidé de prendre position contre les « brigades de sûreté » ; « mais aucune obligation n'a été assumée de la part du gouvernement pour désapprouver d'une autre manière quelconque les brigades de sûreté ». Par conséquent, pas de violation de l'accord du Liban à ce sujet de la part du gouvernement.

Ainsi donc, pour que le chef du gouvernement qui prétendait appliquer la « Charte nationale » prît position contre les tueurs des patriotes, il eût fallu une « obligation » spéciale à cet effet ! Une telle « obligation » n'était pas assumée, M. Papandréou avait la conscience tranquille s'il n'avait fait aucun geste pour condamner ni même pour « désapprouver » l'activité des tueurs à la solde de l'envahisseur !

Et pourtant l' « obligation » pour le gouvernement de prendre position contre ces monstres, découlait non seulement de l'horreur de leurs crimes mais aussi de l'attitude de la nation à cet égard. C'étaient les services d'informations du gouvernement du Caire eux-mêmes qui citaient,

dans un communiqué portant la date du 23 septembre 1944, le massacre, par les hommes des « brigades de sûreté », de 120 paysans du village Grotiatis, près de Salonique, comme représailles pour la mort de deux soldats allemands. Le 6 septembre 1944 une grève générale eut lieu à Athènes; et les deux principales réclamations des grévistes étaient : la libération des détenus politiques et la dissolution des « brigades de sûreté ». Cette dernière réclamation était également formulée lors d'une nouvelle grève, éclatée le 9 septembre.

En revanche, M. Papandréou continuait à parler de l'activité « terroriste » des partisans de l'E.A.M. et à poursuivre les « mutins » de la marine, alors qu'il n'avait assumé aucune « obligation » à le faire.

Il n'en fallait pas plus pour que la collusion entre la clique du Caire et les Quislings d'Athènes apparût à la lumière du jour. Le président du gouvernement royal ne voulait en aucun cas entraver l'activité « patriotique » des « brigades de sûreté ». Celles-ci ne menaient-elles pas la « bonne guerre » contre les « terroristes » de l'E.A.M. ? Il avait sans doute ses raisons d'être certain que le colonel Zervas et ses hommes ne risquaient rien.

Au Caire, on entendait, en outre, réserver ces « forces de l'ordre » — qui comptaient dans leurs rangs de nombreux officiers royalistes et métaxistes — pour l'avenir.

### LA QUESTION MILITAIRE

Beaucoup plus « sérieux » encore, selon M. Papandréou, était le second télégramme qu'il venait de recevoir de Grèce, signé par le président du Comité politique de l'E.A.M. et par deux

chefs du parti communiste grec. Par ce télégramme l'E.A.M. demandait carrément que le Premier grec retirât ses déclarations concernant la prétendue activité « terroriste » de l'E.A.M. ; qu'il précisât d'une façon définitive le sens de l'accord concernant la réorganisation des forces armées ; et proclamât l'amnistie pour les « mutins » de la marine de guerre. En outre, selon M. Papandréou, l'E.A.M. posait des « nouvelles conditions » qui ne constituaient pas de simples modifications ou des compléments à la « Charte nationale » mais qui en « renversaient » la « base » même.

Cette « base », selon le Premier grec, était la création d'une armée nationale. Et l'E.A.M. proposait de laisser intacte, jusqu'à la libération, la E.L.A.S. dans sa composition et son organisation actuelles. Cela pour M. Papandréou, signifierait qu'on aurait une armée qui, en apparence, serait soumise au gouvernement mais qui effectivement dépendrait d'une organisation représentant une petite minorité.

Or la « base » de la conférence du Liban était la constitution d'un gouvernement d'union nationale. La création d'une armée nationale n'était que la tâche principale de ce gouvernement. Par conséquent avant d'entreprendre cette tâche, un accord devait être intervenu avec l'E. A. M. pour rendre possible la formation du gouvernement. Le Front national de libération ne faisait donc que poursuivre les négociations, comme il en avait le droit, d'autant plus qu'il était désormais fixé sur les vraies intentions du gouvernement en ce qui concernait l'armée. Il ne s'agissait donc ni de présentation de « nouvelles conditions » ni de « renversement » d'aucune « base » de la « Charte nationale ».

Si vraiment le gouvernement du Caire tenait à la poursuite et à l'intensification de la lutte

contre l'envahisseur, il aurait dû être le premier à éviter de toucher aux forces militaires du Front national de libération puisqu'elles étaient *la* résistance. Cette attitude — nous l'avons vu — était celle du haut commandement allié dans le Moyen-Orient.

Et l'attitude des militaires responsables alliés constituait une condamnation solennelle de la politique du gouvernement du Caire à l'égard du Front national de libération en général et dans la question militaire en particulier.

### LA QUESTION GOUVERNEMENTALE

« Mais ce n'est pas tout », proclamait le Premier grec. « Le Front national de libération pose de nouvelles conditions en réclamant sept portefeuilles sur quinze », notamment les portefeuilles de l'Intérieur, de la Justice, de l'Instruction publique, de l'Agriculture, du Travail et de l'Assistance sociale, ainsi que le sous-secrétariat de la guerre. Ce qui avait surtout fait bondir le Premier grec c'était l'idée que le ministère de l'Intérieur pouvait passer au Front national de libération. « Avec le ministère de l'Intérieur qu'ils réclament, disait-il, ils auront aussi le contrôle sur la gendarmerie et la police ».

Or, pour prouver sa bonne foi, M. Papandréou avait « révélé » dans son message du 28 juin au peuple grec, que déjà au cours de la conférence du Liban, il avait offert au Front national de libération cinq portefeuilles. D'autre part, lors de la constitution de son cabinet, le 8 juin, il avait laissé inoccupés les ministères de l'Intérieur, du Travail et de l'Agriculture, ayant pris lui-même le ministère de la guerre; et on lais-

sait entendre au Caire que ces ministères étaient réservés au Front national de libération.

Ainsi donc, en « réclamant » sept portefeuilles, et parmi ceux-ci celui de l'Intérieur, le Front national de libération ne demandait que ce qu'on lui avait promis. Et ses « nouvelles conditions » se ramenaient à l'exigence d'un seul portefeuille puisque la septième n'était qu'un sous-secrétariat.

Les « nouvelles conditions » du Front national de libération — qui auraient été parfaitement raisonnables, vu la mauvaise foi du gouvernement du Caire devenue patente depuis la conférence du Liban — constituaient donc un minimum, qui ne justifiait nullement l'indignation du Premier grec. Le sous-secrétariat de la Guerre notamment, était la moindre des précautions que le Front national de libération pouvait prendre pour préserver les forces de la résistance contre les projets de dissolution du gouvernement du Caire, ces projets contre lesquels le haut commandement allié du Proche-Orient, lui-même, dut réagir avec force.

M. Papandréou ne proclamait-il pas tout haut dans sa déclaration du 6 juillet que « la base de la charte nationale du Liban est la création d'une armée nationale pour combattre l'envahisseur et *pour garantir la sécurité personnelle et la liberté politique du peuple grec* » ? Cette « armée nationale », telle qu'il la concevait, ne serait donc qu'une force *opposée* aux forces de la résistance, puisqu'elle serait destinée à assurer la « protection » du peuple grec *contre* ces forces, accusées de menacer la « sécurité personnelle » du peuple grec. D'autre part le Premier ministre en soutenant que le « but » de la conférence du Liban, était la création d'une « armée nationale », avait montré qu'en vérité, pour le gouvernement du Caire, il s'agissait surtout de mettre la main sur les forces de la

## LE DRAME DE LA RESISTANCE GRECQUE

résistance pour les supprimer. Le gouvernement d'union nationale ne serait qu'un moyen d'y parvenir.

L'indignation de M. Papandréou contre les « nouvelles conditions » de l'E.A.M. ne faisait que dévoiler sa manœuvre quelque peu grossière, qui consistait à faire au Front national de libération des promesses qu'il ne pensait guère tenir, uniquement pour le prendre dans le piège de la « charte nationale » signée par ses délégués, et pouvoir le dénoncer par la suite devant la nation grecque et l'opinion mondiale, comme responsable de l'échec de l'union nationale. Ce qu'il faisait en effet à ce moment.

## XI

### LA RUPTURE

En exposant leurs griefs contre le gouvernement du Caire et en dénonçant les violations de la « Charte nationale » commises par son chef, les dirigeants du Front national de libération ne manquèrent pas d'ajouter qu'il n'était dans leur intention que de contribuer à la création des conditions dans lesquelles l'union pourrait se réaliser. Rien n'était en effet plus loin de leur pensée que d'arrêter les négociations. Mais M. Papandréou s'était emparé des « nouvelles conditions » des « hommes des montagnes » pour rompre définitivement avec l'E.A.M. Il les qualifia tout simplement d'inacceptables; et sur ce point tous les membres du cabinet tombèrent d'accord.

Un communiqué officiel publié à l'issue du Conseil des ministres informa la nation grecque et le monde entier que le Front national de libération avait « refusé » de participer au gouvernement. Dans ce communiqué M. Papandréou, tout en exprimant l'espoir que la direction intransigeante de l'E.A.M. reviserait ses décisions et entrerait « dans la famille nationale » — représentée par lui-même et les « brigades de sûreté », ses protégées ! — proclamait que : « jouissant de la confiance de la grande majo-

rité du peuple grec » — Dieu seul savait comment elle avait été manifestée — et « soucieux des intérêts généraux de la nation », le gouvernement marcherait de l'avant « avec la ferme résolution d'appliquer la Charte nationale, qui porte aussi les signatures des chefs de l'E. A. M. ».

Ainsi M. Papandréou restait fidèle à la ligne de conduite qu'il s'était tracée dès le premier jour de la conférence du Liban, lorsqu'il envisageait l'appel direct à la nation. (« Je m'adresserai à la nation », proclamait-il encore dans la déclaration faite le 13 juin à la presse). Toute la comédie des « négociations » avec le Front national de libération ne servait qu'à préparer le terrain à cette scène finale, où il se présenterait devant la nation non pas dans le rôle d'artisan de l'union nationale, mais dans celui d'accusateur de la résistance, et où il pourrait dire : « Nous avons tout fait pour parvenir à la participation de l'E.A.M. à notre (*sic*) unité nationale. Nous avons épuisé toute la patience humaine et nous avons fait toutes les concessions possibles. Céder davantage serait porter préjudice à la nation. C'est pourquoi nous refusons. La nation sait désormais à qui en est la faute ». (Déclarations du 6 juillet).

Le fond de sa pensée il l'a trahi lui-même par ce passage caractéristique de cette déclaration : « Nous exprimons notre reconnaissance (*sic*) au comité des montagnes d'avoir enfin abandonné les faux-fuyants et les prétextes, et d'avoir révélé ses vrais buts. Désormais on peut s'expliquer pleinement. Nous savons ce qu'ils nous demandent; en face de leurs réclamations nous prenons officiellement une position responsable ; nous refusons ».

M. Papandréou se sentait appuyé par Londres. Toute la presse britannique — y compris

les journaux qui jusqu'alors s'étaient montrés plutôt favorables à l'E.A.M. — reprenait la version officielle, lancée déjà le 29 juin par *Reuter* du Caire, à savoir que l'E.A.M. avait refusé de collaborer au gouvernement grec. On s'en prenait surtout aux « hommes des montagnes » et aux « extrémistes intransigeants » de l'E.A.M.; ces « fauteurs de troubles » étaient les responsables de l'échec (*Sunday Times* et *Observer* du 2 juillet 1944, *Manchester Guardian* du 8 juillet 1944). « Les faits reviennent à ceci », écrivait le correspondant au Caire du *Times* (7 juillet 1944), qu'un petit groupe de communistes extrémistes qui dirige maintenant les destins de l'E. A. M., pense encore que la politique grecque peut être décidée par la violence, et que, ayant à sa disposition la E.L.A.S., qui est la plus grande armée de guerrillas, il peut être le maître ». Il serait difficile de déformer plus complètement la réalité.

Certains journaux partageaient l'opinion de M. Papandréou, que l'E.A.M. était en décroissance. « Les derniers rapports de nos observateurs militaires en Grèce », écrivait le correspondant au Caire du *Sunday Times* (9 juillet 1944), « indiquent que la E.A.M., qui avait pu rallier un considérable appui populaire, est en train de perdre beaucoup de sa popularité à cause de sa conduite quelque peu dictatoriale ». Ce qui justifiait pleinement l'attitude dédaigneuse du Premier ministre à l'égard de cette « minorité dynamique », désormais sans importance aucune...

Bref, c'était la rupture avec le Front national de libération. Le gouvernement du Caire était parvenu à ses fins. Et l'homme qui avait torpillé l'union nationale proclamait dans un dernier sursaut d'hypocrisie : « Nous gardons notre foi dans l'union nationale » !

## GUERRE A LA RESISTANCE !

La rupture avec le Front national de libération n'était pas — cela va sans dire — une fin en soi. Pour le gouvernement de M. Papandréou il ne s'agissait pas seulement de fermer la porte du gouvernement aux représentants authentiques de la résistance; à ses yeux, l'essentiel était les conséquences qu'il entendait tirer de la rupture. En plaçant l'E.A.M. sous la lourde accusation d'avoir violé la « Charte nationale » et d'être responsable de l'échec de l'unité nationale, il se donnait, si l'on ose dire, la base morale de son activité ultérieure contre la résistance.

Déjà dans son discours d'ouverture de la conférence du Liban, il avait montré où il voulait en venir lorsqu'il traçait en ces termes clairs son futur plan d'action : « *Soulever la nation et faire appel au concours de tous nos grands alliés, de leurs gouvernements et de leur opinion publique pour la lutte sur deux fronts : contre l'envahisseur étranger et contre l'ennemi intérieur* ».

Revenant à ces idées M. Papandréou proclamait dans sa déclaration du 6 juillet que la mission de son gouvernement était de « *défendre* » le peuple grec. Le « *défendre* » contre qui ? Non pas contre l'envahisseur ou les « *brigades de sûreté* », mais contre les forces de la résistance ! « *Notre peuple, disait-il, attend de son gouvernement la protection contre toute attaque par surprise que les organisations dynamiques (de résistance) pourraient entreprendre contre ses libertés* ». Et il ajoutait : « *Appuyés sur la confiance intégrale (sic) du peuple grec et aussi sur le concours chaleureux de nos*

grands alliés qui se battent pour les mêmes idéaux et pour la liberté des peuples, nous chercherons à délivrer notre sol national des conquérants barbares, qui souillent notre terre sacrée, *et aussi à protéger la sécurité personnelle et la liberté politique de notre peuple* ». La « Charte nationale » du Liban constituant le programme de la nation, ceux qui l'acceptaient appartenaient « aux membres de la famille nationale » et avaient leur place au gouvernement; ceux qui la reniaient, « s'en trouvaient exclus, par leur propre faute ».

Aussi le Front national de libération, placé dans le même sac que l'envahisseur, était tenu hors de la « famille nationale »; et toutes les mesures prises contre lui étaient d'avance justifiées. N'était-ce pas contre cet « ennemi intérieur » que le gouvernement entendait « protéger » la sécurité personnelle et les libertés du peuple grec ? C'était la guerre ouverte proclamée contre les forces de la résistance !

M. Papandréou se croyait assez fort. Le fait que son gouvernement n'était plus composé, comme celui de M. Tsouderos, uniquement par des « émigrés », mais comprenait des personnalités venant directement de Grèce, suffirait, pensait-il, pour qu'il puisse prétendre être le gouvernement d'union nationale. Dans le communiqué officiel publié à l'issue du Conseil de cabinet du 6 juillet, il était dit que le gouvernement se considérait comme jouissant « de la confiance de la grande majorité du peuple grec » parce qu'il était constitué par « ses représentants » ! « Un tel gouvernement, écrivait de son côté l'organe grec de Londres *Hellas* (16 juin 1944), sera assez fort pour appliquer les décisions prises à la conférence du Liban et incorporées dans la Charte nationale, décisions approuvées par les représentants de tous les

partis, y compris ceux du parti communiste et du Front national de libération ».

D'ailleurs valait-il vraiment la peine de parler de la résistance ? M. Papandréou la désignait maintenant ostensiblement — et intentionnellement — comme l' « extrême gauche » ; ce qui donnait à son gouvernement un surcroît d' « autorité morale » en tant que gouvernement de tendances anticommunistes.

« La formation d'un gouvernement d'union nationale sous la présidence de M. Papandréou », disait M. Tsatsos en assumant la charge de ministre de la Justice de ce gouvernement, « met définitivement un terme à l'état de relâchement existant jusqu'à présent. Dans les services du ministère de la Justice aussi bien que dans tous les autres services, doit désormais dominer le sentiment qu'une nouvelle période a commencé, période caractérisée par la ferme volonté de travail et de rétablissement de l'ordre. De cette volonté découlera le sens de l'Etat. Ceux qui veulent s'adapter à ce sens de l'Etat auront devant eux un libre champ d'action. Ceux qui persistent dans les mauvaises habitudes acquises, seront écartés et, s'ils insistent, seront frappés ».

Ces « fortes paroles », qui rappellent le style, plutôt périmé, des harangues mussoliniennes du beau temps de la dictature fasciste, traduisaient fidèlement l'esprit du gouvernement de M. Papandréou.

### *TRIOMPHE SANS LENDEMAIN*

En proclamant la rupture avec le Front national de libération, M. Papandréou croyait avoir gagné la partie. Il devait sans doute être très

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

satisfait et très fier de lui-même. Tout faisait croire qu'il était arrivé à ses fins : supprimer les droits que s'était créés la résistance et qu'elle entendait garder et faire respecter; juguler la résistance.

Mais le Premier grec ne tenait pas compte de la réalité; et la réalité, c'était la force de la résistance. Son gouvernement s'était placé dans une situation trop fausse pour triompher jusqu'au bout. Il prétendait n'avoir en vue que de renforcer la lutte pour la libération du pays, et prenait en même temps position contre les forces de la résistance qui en étaient effectivement le champion. Son action contre le Front national de libération ne saurait en fait être conduite qu'au détriment de la lutte contre l'envahisseur, autant dire au détriment de la cause nationale. Aussi le gouvernement royal, loin de rallier — comme il le prétendait — toutes les forces nationales pour la libération du pays, ne faisait en vérité que les diviser. La lutte contre l'envahisseur qui était soi-disant au centre de ses préoccupations, apparaissait comme un simple prétexte lui servant à éliminer les forces de la résistance.

Si la « base » de la « charte nationale » était vraiment, comme le voulait M. Papandréou, « la création d'une armée nationale pour se battre contre l'envahisseur », alors le gouvernement du Caire, par son attitude à l'égard de la résistance, commettait un véritable crime en se lançant dans une lutte ouverte contre l'E.A.M.

La politique du gouvernement du Caire touchait en effet au crime de lèse-nation. Elle tendait à affaiblir les forces de la résistance, alors que tous les efforts de la nation devraient tendre à les renforcer, au moment où la guerre approchait de son point culminant et pouvait se déplacer un jour ou l'autre vers les Balkans.

« Tant que l'unité dans le cabinet n'est pas achevée », écrivait le correspondant au Caire du *Times* (10 juin 1944), « il est difficile de procéder à la réorganisation des forces armées grecques, celle des partisans aussi bien que les régulières; ce qui est d'une grande importance, étant donné que la situation militaire à l'Ouest peut se développer de façon à avoir des répercussions dans les Balkans ». Et le *Manchester Guardian* du 17 juin 1944, signalait le danger que courrait la Grèce si elle était surprise par la fin de la guerre sans avoir réalisé son unité nationale.

Mais pour les hommes du Caire, l'intérêt national était le cadet de leurs soucis. Après avoir refusé durant plus de deux ans aux représentants de la résistance l'accès au gouvernement, ils lui déclaraient maintenant la guerre, au moment où ils prétendaient ne désirer que collaborer avec elle; et cela précisément parce que la tournure heureuse des événements réservait un grand rôle au Front national de libération.

Alors que toutes leurs pensées devaient être fixées sur ce problème capital de l'heure : comment renforcer la résistance afin que sa contribution à la libération du pays soit la plus grande et la plus efficace possible, ils étaient effrayés à l'idée que les forces de la résistance pouvaient se donner de nouveaux titres, se couvrir de nouvelles gloires; et dominés par cette idée, ils cherchaient à la liquider avant que l'heure de la libération — par les autres : les alliés — ait sonné.

Cette attitude n'était pas seulement contraire à l'intérêt national grec; elle portait aussi préjudice à la cause alliée. Les militaires alliés étaient les premiers à redouter les effets désas-

treux pour la résistance grecque et sa contribution à la guerre, que l'immixtion de la politique dans les affaires militaires pourrait entraîner. Aussi ce fut une fois de plus le haut commandement allié dans le Moyen-Orient qui intervint pour mettre un terme aux intrigues des hommes du Caire. Le premier coup de frein — nous l'avons vu — a été donné déjà lors de la conférence du Liban, lorsque ce commandement avertit M. Papandréou que ses projets de « réorganisation » de l'armée grecque ne devaient pas toucher aux forces de la résistance — c'est-à-dire de l'E.A.M. — qui se battaient en Grèce.

Mais sur le plan politique aussi la situation du gouvernement — en dépit de la prétention de son chef à le considérer comme le « gouvernement d'union nationale » — était très faible. « Le nouveau gouvernement de M. Papandréou n'est pas aussi représentatif que le laissait prévoir l'accord de la conférence du Liban », écrivait le *New Statesman and Nation* du 17 juin 1944. Et l'organe libéral ajoutait : « M. Papandréou devrait comprendre que sans l'appui de l'E.A.M. la position de son gouvernement, quoique composé d'hommes ne partageant pas le discrédit qui pesait sur les derniers gouvernements grecs, est encore instable ».

De son côté le correspondant au Caire d'un organe conservateur, le *Sunday Times* (9 juillet 1944), remarquait que, « vu de loin, il peut sembler que ce gouvernement, de même que ceux qui l'ont précédé, a failli à sa mission d'établir l'unité nationale ». D'après le même correspondant, tout en étant dans une position beaucoup plus forte que ses prédécesseurs, le gouvernement Papandréou ne pouvait pas « mépriser les forces de l'E.A.M. (*Sunday Times*, 16 juillet 1944).

Ce point de vue finit par prévaloir même dans les milieux officiels anglais, où l'on ne demandait cependant pas mieux que de suivre jusqu'au bout M. Papandréou. Soudain on s'avisait à Londres que tout était à refaire au Caire. Déjà le 28 juin 1944, M. Eden déclarait aux Communes, en réponse à une interpellation du député M. Bartlett, que les efforts de M. Papandréou « pour réunir tous les partis dans son gouvernement », recevaient le plein appui du gouvernement britannique.

Le 4 juillet le *Daily Telegraph* allait plus loin en rappelant que la Grèce était encore « sans le gouvernement d'union nationale auquel elle s'attendait ». C'était une façon de faire comprendre à M. Papandréou que son gouvernement, sous sa forme actuelle, sans la présence dans son sein des ministres de l'E.A.M., ne représentait rien. L'organe officieux anglais reprenait pour son compte la thèse des militaires en soutenant qu'il fallait « placer la libération avant toute autre considération ». Or, la libération de la Grèce était inconcevable sans la participation du Front national, dont les forces armées — reconnaissait le *Daily Telegraph* — étaient les plus importantes. « L'Europe et la cause commune, écrivait-il, s'approchent d'une crise, au cours de laquelle les mouvements de la résistance seront capables d'apporter une immense contribution à la victoire... Il serait très regrettable qu'à un tel moment, la Grèce manquât à son ancienne et moderne gloire ».

Pour le malheur des hommes du Caire, la raison qui les faisaient hâter leur mauvais coup contre le Front national de libération — l'approche d'événements décisifs — faisait justement porter tout l'intérêt des alliés sur les forces de la résistance, et pas seulement en Grèce : en Italie, les alliés venaient de reconnaître les partisans italiens et de les intégrer dans l'armée

(*Times*, 19 juillet 1944) tandis qu'en Yougoslavie la coopération des forces alliées avec celles du maréchal Tito était très poussée.

Enfin, l'échec de la participation de l'E.A.M. au gouvernement avait produit une profonde impression dans tous les milieux grecs. Et le langage agressif de M. Papandréou à l'égard du Front national de libération avait consterné les Grecs d'Amérique qui redoutaient que cet échec pût aussi devenir définitif. (*Hellas*, 7 juillet 1944). Des appels pathétiques parvenaient de tous les partis au Caire, adjurant le gouvernement de faire l'impossible pour éviter une rupture définitive avec le Front national de libération et réaliser l'unité nationale. (*Hellas*, 14 juillet 1944).

Le plus beau est que le vice-président du cabinet n'était pas du tout d'accord avec le président sur les causes de l'échec de la collaboration des « hommes des montagnes » ! Dans une lettre adressée à deux anciens vénizelistes notoires, membres de l'E.A.M., et rendue publique, M. Sophocles Venizelos écrivait notamment : « Nous ne savons pas quelles raisons plus profondes sont intervenues pour faire échec à la réalisation (de l'unité nationale) de la part de ceux des montagnes ». (*Hellas*, 28 juillet 1944). Ce qui revient à dire que lorsque M. Papandréou proclamait que l'échec de l'entrée de l'E. A. M. au gouvernement était dû au fait que les « hommes des montagnes » avaient posé de « nouvelles conditions » rendant impossible toute collaboration, il n'était pas cru même par ses propres collaborateurs !

Il n'est pas jusqu'à M. Tsouderos lui-même qui adressa une lettre à M. Papandréou pour insister sur la nécessité de poursuivre les négociations pour la formation d'un gouvernement national et de mettre un terme aux reproches à l'adresse des chefs de l'E.A.M. ! Ce qui prouve

qu'aux yeux de tout le monde, l'obstacle à la réalisation de cet événement était au Caire.

Mais le gouvernement n'avait rien compris à tout ce changement. Tout continuait à se passer au Caire comme si de rien n'était. Les condamnations à mort des « mutins » se succédaient à une cadence ininterrompue, comme si le sort même de la nation en dépendait : 40 jusqu'au 28 juillet, jour où le procès fut enfin terminé.

### M. PAPANDREOU AU PIED DU MUR

Le 27 juillet, ce fut un véritable coup de théâtre. Ce jour-là M. Eden avait pris la parole aux Communes pour répondre à une interpellation du député travailliste M. Parker, concernant la situation en Grèce. Dans ses déclarations, tout en reprenant la thèse du gouvernement du Caire et les accusations de son chef contre l'E.A.M., M. Eden faisait cette révélation inattendue : « Le gouvernement britannique, disait-il, a informé le gouvernement grec qu'à son avis, *l'accomplissement de l'unité grecque devrait être la principale considération* ».

Ainsi M. Papandréou apprenait par la bouche du chef du Foreign Office que le gouvernement britannique ne partageait pas son avis, à savoir que l'union nationale était déjà réalisée; qu'au contraire l'union nationale restait à faire par l'entrée de l'E.A.M. au gouvernement.

Du coup tout l'échafaudage du Premier grec fondé sur la rupture avec le Front national de libération, s'était écroulé. « Vous avez parfaitement raison d'accuser l'E.A.M., lui disait en somme M. Eden, et ces intransigeants ont tous les torts. Mais vous devez quand même leur ouvrir les portes du gouvernement, car sans

leur collaboration vous ne pouvez pas prétendre avoir réalisé l'union nationale ».

Sans doute le chef du Foreign Office, était-il revenu le 3 août, aux Communes, sur la question grecque, et avait-il essayé de se reprendre. Il serait « absurde », déclara-t-il, de dire que le gouvernement grec n'était pas « représentatif ». Et la veille, toujours au Communes, M. Churchill avait parlé du gouvernement de M. Papandréou comme représentant « largement toutes les principales forces de Grèce », et fait une fois de plus, à cette occasion, l'éloge du Premier grec. « Cette nouvelle figure, dit-il, qui apparut en vedette, rappelle, en plusieurs points, la vigueur et le courage de la personnalité du grand Venizelos ».

Mais rien ne pouvait plus effacer le fait que même aux yeux des dirigeants britanniques, le gouvernement de M. Papandréou, sans la participation de l'E.A.M., ne représentait rien. Le mot définitif fut prononcé à ce sujet par le *Times* du 28 juillet 1944. Commentant la déclaration du 27 juillet de M. Eden aux Communes, le grand organe de la Cité écrivait : « Il n'y a aucune raison valable pour ne pas faire avancer, et encore moins pour faire avorter, un mouvement national *authentique* et indispensable (le gouvernement d'union nationale), auquel est lié tout espoir de libération ».

Mais il y a autre chose encore : le changement d'attitude de l'E.A.M.

Le 1<sup>er</sup> août on apprenait par une dépêche du correspondant au Caire du *Times*, qu'une mission militaire soviétique était arrivée en Grèce et avait pris contact avec le Front national de libération. A en croire le correspondant de ce journal, l'« objectif probable » de cette mission serait de « rappeler à l'ordre les communistes récalcitrants », qui contrôlent l'E. A. M.,

et dont l'obstruction aurait fait échouer sa collaboration avec le gouvernement du Caire.

Or, la présence d'une mission soviétique en Grèce, à ce moment, ne pouvait qu'être en relation avec la grande offensive de l'armée rouge en préparation sur le front roumain, offensive qui visait à faire sauter tout le front balkanique allemand. Le *Times* lui-même remarquait dans un article de fond, le 21 août 1944, que si Moscou avait vraiment influencé les chefs communistes de l'E.A.M. au point de les faire changer de politique, « il avait certainement été guidé non pas par des calculs politiques mais par les réalités de la situation et les intérêts supérieurs des Nations Unies ».

Ce fut la perspective imminente de cet événement capital pour le sort des pays balkaniques — et de la Grèce — qui ramena le Front national de libération, qui portait effectivement toute la responsabilité et tout le poids de la lutte contre les envahisseurs germano-bulgares, reprendre ses efforts pour la réalisation de l'unité nationale.

D'autre part les heureux événements militaires auxquels on s'attendait dans les Balkans, rendaient nécessaire un éclaircissement de la situation en Grèce. L'attitude équivoque du gouvernement du Caire à l'égard des « brigades de sûreté », portait un énorme préjudice à la lutte contre l'envahisseur. Comme le faisait remarquer le correspondant diplomatique du *Sunday Times* (16 juillet 1944), désormais la lutte en Grèce était effectivement menée entre l'E.A.M. et les « brigades de sûreté ».

Tous les éléments réactionnaires — en particulier les officiers — qui n'osaient pas jusqu'alors se compromettre par une collaboration trop ouverte avec les Allemands ou les Quislings d'Athènes, affluaient maintenant dans les

rangs de la milice se sentant couverts par le gouvernement du Caire (1). Si bien que les « brigades de sûreté » devinrent cette « force d'ordre », dont le rôle, dans l'esprit des hommes du Caire, était primitivement destiné aux troupes du colonel Zervas. Ainsi cette question, restée en suspens malgré la décision prise à la conférence du Liban, revêtait tout à coup une importance primordiale.

Seule une prise de position nette et catégorique de la part du gouvernement royal pourrait mettre un terme à cette situation inouïe, où l'on voyait les mercenaires de l'envahisseur massacrer les patriotes avec l'approbation tacite du gouvernement dit d'union nationale !

C'est dans ces conditions que l'E.A.M. reprit avec le gouvernement du Caire les négociations que celui-ci s'était empressé de déclarer comme à jamais rompues. Seulement pour montrer que le « conflit » n'était pas avec la « charte nationale » du Liban mais avec celui qui l'interprétait avec une parfaite mauvaise foi, l'E. A. M. déclarait, dans une dépêche, être prêt à entrer dans un gouvernement qui ne serait pas présidé par M. Papandréou.

### *UNE DERNIERE TENTATIVE DE DIVISION AVORTEE*

La nouvelle que l'E.A.M. allait participer au gouvernement, arrivée au Caire au début du mois d'août, fit l'effet d'une bombe. Ces messieurs croyaient que tout était bien fini; et voilà que tout était à recommencer — et dans

---

(1) On sait que les trois Quislings, dont se sont successivement servis les Allemands à Athènes (Tsolakoglou, Logothetopoulos et Rallis, appartenaient au parti royaliste.

quelles circonstances ! L'attitude conciliante de l'E.A.M., venant après les indications formelles de Londres concernant la formation d'un gouvernement « authentique » d'union nationale, renversait tous les calculs et les plans de la clique royale et la mettait dans une situation embarrassante.

M. Papandréou réunit aussitôt, le 4 août, le Conseil des ministres pour prendre position. Après avoir donné lecture du télégramme de l'E.A.M., il rappela ses « longs combats pour l'unité nationale » (*sic*) et se déclara prêt à disparaître de la scène si cela était nécessaire à la réalisation de cette unité. Mais ses collègues, profondément émus du geste magnifique de leur président, se déclarèrent solidaires avec le « pionnier de la Charte du Liban », comme l'appela un ministre. Et M. Papandréou ne fit pas harakiri.

Cependant pour le Premier grec, il ne s'agissait pas tant de sauver son poste; il savait bien que ni le Roi ni Londres ne le laisseraient tomber. L'essentiel pour lui était de couper court à cet empressement inattendu de l'E.A.M. d'entrer quand même au gouvernement. Aussi, se sentant fort de l'unanimité du cabinet manifestée autour de sa personne, il fit une dernière tentative pour conjurer le « danger ».

Le télégramme de l'E.A.M. posait uniquement la question de la personne du président du Conseil. Dans sa réponse donc, que restait-il à dire à M. Papandréou ? Communiquer simplement la décision des membres du cabinet, qui se refusaient à accepter sa démission, ou déclarer qu'il s'en allait quand même.

M. Papandréou essaya d'abord de réveiller d'anciennes querelles. Pour exprimer sa « joie » de voir l'E.A.M. se joindre au gouvernement, il ne trouva que des paroles provocatrices: « Nous

sommes heureux, disait-il, de voir que vous (1) avez dominé l'intransigeance déraisonnée de vos chefs et que vous vous décidez à participer au gouvernement dans l'application fidèle de la Charte nationale du Liban ». Ainsi la décision de l'E.A.M. était présentée — sans aucune raison, sinon pour provoquer de nouvelles disputes — comme une défaite des « intransigeants ».

Ensuite M. Papandréou, après avoir demandé à l'E.A.M. d'envoyer ses candidats ministériels au Caire, et après avoir déclaré que « sa personne ne ferait pas obstacle à l'unité nationale », s'étendit sur une affaire absolument déplacée et qui, à elle seule, suffirait à remettre de nouveau tout en question : l'affaire des « brigades de sûreté » !

Sous prétexte de répondre aux réclamations maintes fois formulées par l'E.A.M. — dans le passé — pour la condamnation de ces formations, le Premier grec déclarait que toutes les condamnations resteraient sans effet, « aussi longtemps que continuerait le cercle vicieux actuel ». Ce « cercle vicieux », on se rappelle, c'était, selon M. Papandréou, l'activité « terroriste » de l'E.A.M., qui « provoquait » la « réaction » des « brigades de sûreté ».

Et M. Papandréou de recommencer avec une autre question, la plus épineuse de toutes : la question militaire. Il rappela ce qu'il avait dit à la conférence du Liban : que seule la réalisation de la complète unité nationale par la participation de l'E.A.M. au gouvernement et le « remplacement » de ses forces armées par l'armée nationale « appartenant à la patrie et recevant les ordres du gouvernement », condui-

---

(1) Le télégramme était adressé à MM. Svolos et Santos qui avaient assisté comme délégués de l'E.A.M. à la conférence du Liban.

rait à la dissolution des « brigades de sûreté ».

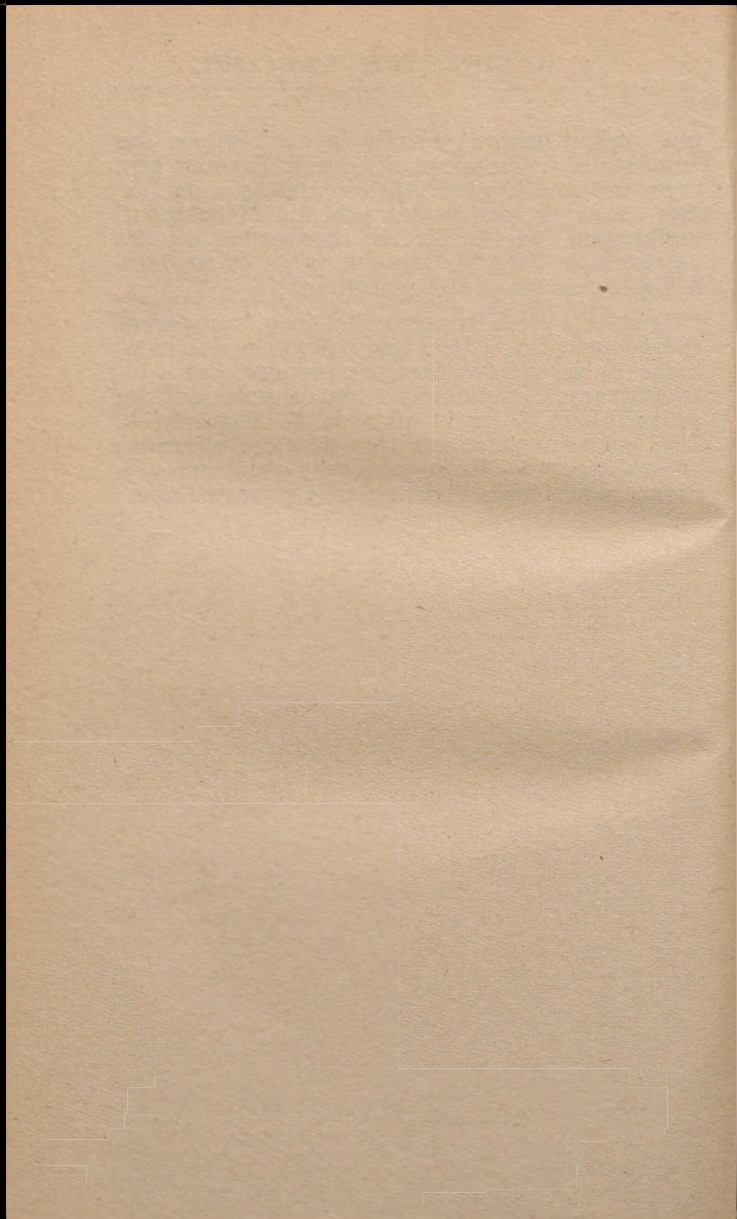
Or, le président du Conseil était le premier à savoir que la question militaire, ainsi qu'il l'avait posée au Liban, constituait ce « malentendu », dont parlait le *Times* du 21 août 1944, et qui était à l'origine de l'échec de l'accord complet entre l'E.A.M. et le gouvernement. Ce « malentendu » consisterait en ceci : qu'on avait fait croire à l'E.A.M. qu'on visait l'« élimination » des forces armées qu'elle contrôlait. En persistant à entretenir ce « malentendu », juste au moment où tout semblait s'arranger et où il y avait tout intérêt à clore les discussions vaines et oublier le passé, M. Papandréou trahissait son intention de tout détruire — à la dernière heure.

Comme s'il n'avait pas assez fait pour exciter les esprits, il remit au surplus sur le tapis « la question Zervas ». On se rappelle que l'E.A.M. avait donné comme une des raisons pour son refus de participer au gouvernement le fait que le protégé du gouvernement du Caire avait commencé, après la conférence du Liban, ses attaques contre les hommes de la E.L.A.S. M. Papandréou, qui mettait en doute la parole du Front national de libération, faisait siennes les contre-accusations du colonel Zervas contre les forces armées de l'E.A.M. ! Et il déclarait sur un ton péremptoire : « Nous participons à l'indignation nationale (de Zervas !) et nous exigeons la punition exemplaire des coupables de l'affreux massacre fratricide, ainsi que l'envoi d'ordres sévères aux forces de la E.L.A.S. pour qu'elles se conforment dorénavant aux clauses de la Charte nationale, qui implique la garantie de l'ordre et de la sécurité personnelle des citoyens, etc... ».

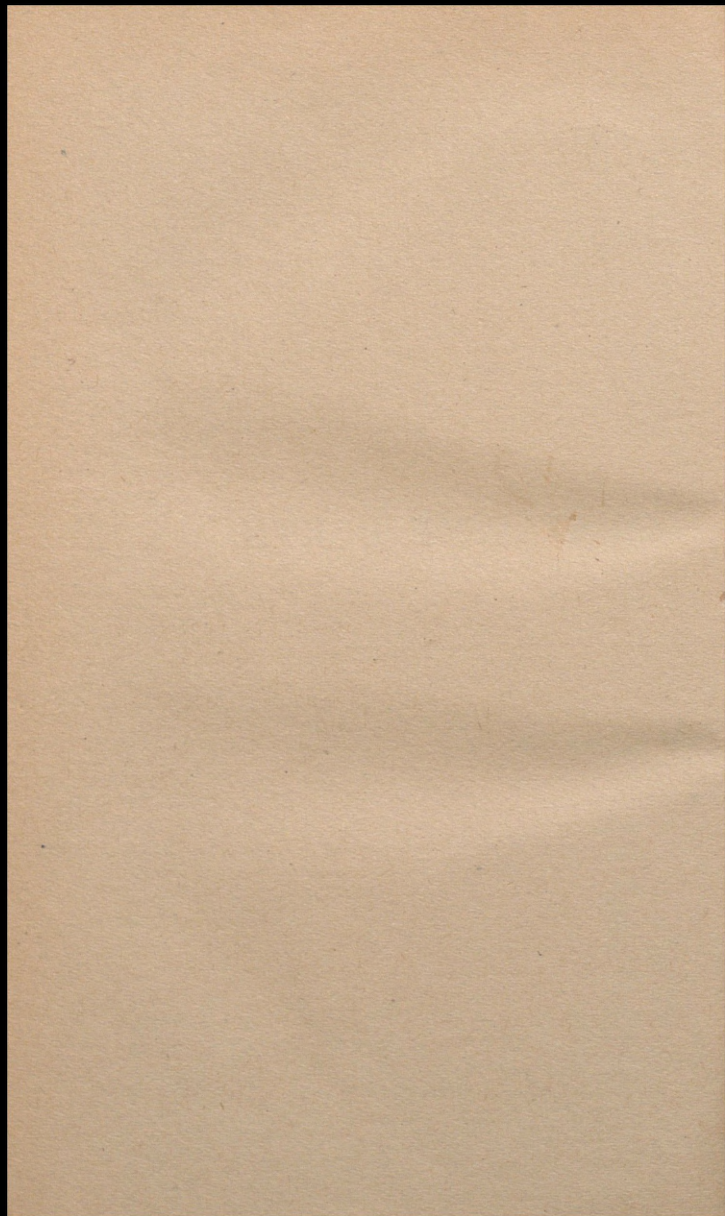
C'était reprendre contre le Front national de libération toutes les calomnies de « terrorisme »

qui avaient surtout révolté les « hommes des montagnes ». On aurait dit que le Premier grec regrettait que le procès des « mutins » de l'armée et de la marine eût pris fin, et entendait maintenant en ouvrir de nouveaux, où les patriotes de l'E.A.M. seraient jugés et condamnés par leur propre organisation !

Tout cela était trop grossier, trop transparent et trop puéril à la fois. Les « hommes des montagnes » ne se laissèrent pas prendre. Ces « intransigeants » ignorèrent tout simplement les provocations et les insultes de M. Papandréou. Sans même insister sur leur dernière exigence — son départ — ils annoncèrent que leurs candidats ministériels étaient partis pour le Caire.



QUATRIÈME PARTIE



## XII

### PANIQUE AU CAIRE...

Lorsque la nouvelle du départ des candidats ministériels de l'E.A.M. arriva le 18 août au Caire, les Grecs eurent le sentiment d'avoir remporté une grande victoire. C'était en effet une bonne nouvelle; la première bonne nouvelle depuis la « crise » d'octobre 1943. « La décision (de l'E.A.M.) mettra fin à la scission grecque et préparera la voie à une participation plus complète (de la Grèce) à l'effort de la guerre », remarquait le correspondant au Caire du *Times* (19 août 1944). Dans une déclaration faite le 4 septembre à la presse à Washington, M. Cordell Hull disait : « L'entrée des représentants des organisations combattantes en Grèce dans le gouvernement grec en exil, cause une profonde satisfaction au gouvernement et au peuple américains. Ce fait facilitera le rétablissement de la Grèce et de la vie politique grecque ».

Le baromètre de l'envahisseur enregistra

aussitôt le changement. Un ordre du jour du commandement allemand en Grèce portant la date du 19 août 1944, enjoignait aux armées d'occupation de procéder immédiatement à la concentration des garnisons éloignées dans les villes les plus proches de la région; de doubler les garnisons de nœuds ferroviaires; d'exécuter des vols de reconnaissance constants sur les régions occupées par les guerrillas, et de tenir le commandement au courant de tous leurs mouvements.

Il va sans dire que le fait a été présenté — encore! — comme un succès personnel de M. Papandréou, l'aboutissement de « ses efforts » pour l'unité nationale. Toutefois le président du conseil était le dernier à s'en féliciter. La décision finale des « hommes des montagnes » était précisément celle qu'il souhaitait le moins — et à laquelle il ne s'attendait sans doute guère, après la lettre qu'il leur avait envoyée.

Sa perplexité se manifesta de la façon la plus originale. Sous prétexte de prendre quelques jours de vacances — si bien méritées après son « triomphe » — il quitta le Caire, dans le plus grand secret, sans révéler à aucun de ses collaborateurs l'endroit de son prochain séjour; cela pour dérouter ses « adversaires », ces méchants « terroristes » de l'E. A. M., qui en voulaient à sa vie. (*Reuter*, 2 septembre 1944). M. Papandréou s'était rendu en Italie pour voir M. Churchill, qui se trouvait là-bas à ce moment. La rencontre eut lieu le 21 août; mais ce n'est que le 24 seulement qu'on eut connaissance, par un communiqué officiel, et du voyage du Premier grec et de son entrevue avec le Premier britannique.

D'après ce communiqué, les deux hommes « étudièrent profondément la *situation grecque*

*sous tous ses aspects*, et prirent des décisions de la plus haute importance ». Les deux hommes d'Etat, ajoutait le communiqué, furent « en complet accord sur la situation grecque ».

Que fallait-il en penser ? Au moment où rien n'avait encore transpiré de la présence de M. Papandréou à Rome, on déclarait dans les milieux officiels grecs du Caire qu'il était nécessaire que le président du conseil rencontrât les chefs des grandes puissances alliées afin de discuter avec eux les problèmes relatifs à la guerre, en particulier ceux qui concernaient les Balkans. Ces conversations apparaissaient d'autant plus s'imposer, que M. Churchill avait déjà eu en Italie des entretiens avec le maréchal Tito (*Hellas*, 25 août 1944. Dépêche datée du 23 août).

C'était une façon de préparer l'opinion publique à la nouvelle de la visite du Premier grec à Rome, nouvelle qui allait être « révélée » d'un moment à l'autre; cela pour faire croire que cette visite était en relation avec la nouvelle campagne des Balkans ouverte par l'offensive russe en Roumanie.

Or, le paradoxe était dans le fait que le communiqué officiel sur l'entrevue Churchill-Papandréou ne faisait aucune allusion à la situation militaire; ce qui n'avait rien d'étonnant. A l'encontre de ce qui se passait à ce moment en Yougoslavie, aucune activité militaire alliée n'était prévue en Grèce. A tel point qu'une brigade grecque de l'armée du Moyen-Orient — sa meilleure unité — venait d'être engagée sur le front italien.

Il est évident que « la situation grecque », qui a été « profondément étudiée sous tous ses aspects » par M. Churchill et M. Papandréou, c'était la situation politique. Cela résultait clairement des déclarations faites par ce dernier

à son retour au Caire. Dans son rapport fait le 27 août au conseil des ministres, il annonça — avec quelle satisfaction, on le devine — à ses collaborateurs que le chef du gouvernement britannique avait « exprimé le désir que le présent gouvernement grec continuât à exercer son action jusqu'à ce que la Grèce libérée pût élire le gouvernement qu'elle désire ». (*Reuter* 27 août 1944). Dans le toast que M. Churchill avait prononcé au cours du dîner offert à l'ambassade britannique à Rome en l'honneur du Premier grec, le Premier britannique avait fait l'éloge de M. Papandréou, dont la personnalité marquante, disait-il, « constitue une grande garantie pour l'avenir de sa patrie » (1). Enfin, d'après l'émission grecque de la radio du Caire contrôlée par le gouvernement royal, M. Papandréou avait déclaré que « le gouvernement grec était prêt à partir pour la Grèce avec les premières forces alliées, pour établir le pouvoir gouvernemental sur le sol national ». (*Reuter*, 27 août 1944).

Cette préoccupation du retour dominait toute la pensée des hommes du Caire qui, se rendant compte qu'ils étaient peu désirables en Grèce, ne pouvaient envisager leur retour qu'avec l'appui des forces alliées. C'était toujours la même pensée que M. Papandréou avait exprimée déjà dans ses premières déclarations faites le jour de sa nomination comme président du Conseil (27 avril 1944). Le 5<sup>e</sup> point de son programme prévoyait en effet « d'assurer, *en commun avec les forces alliées*, pendant la libération prochaine de la patrie, l'ordre et la liberté du peuple grec ».

Le Premier grec était en somme allé voir

---

(1) D'après un communiqué officiel grec publié le 25 août au Caire.

M. Churchill pour lui demander conseil — et surtout pour obtenir des assurances et des garanties concernant l'avenir du gouvernement royal. Peut-être aussi pour attirer l'attention du Premier britannique sur les « dangers » de la participation de l'E. A. M. au gouvernement, et pour lui expliquer qu'il y avait, malgré tout, encore le moyen de l'éviter...

Tel était également le but d'un autre déplacement inopiné, qui suivit de près celui du Premier grec. Le 1er septembre, le roi Georges apparaissait tout à coup à Londres. Les informations publiées à ce sujet dans la capitale britannique insistaient sur « le caractère purement personnel » de cette visite. Cependant la dépêche *Reuter* qui l'avait annoncé le 1<sup>er</sup> septembre, ajoutant que le roi de Grèce allait avoir des conversations avec les hommes d'Etat britanniques.

Cette contradiction apparente s'explique aisément. Les « affaires personnelles » du roi de Grèce étaient du domaine politique; il s'agissait en fait de son retour en Grèce et de l'avenir de son trône. Le correspondant diplomatique de l'*Observer* (3 septembre 1944) l'a dit en toutes lettres. « On remarque, écrivait-il, que les relations du roi George avec M. Churchill sont fondées sur une base aussi bien personnelle qu'officielle, et que ses (du roi) affaires personnelles incluent un intérêt concernant la perspective politique de ce pays (l'Angleterre) et d'autres concernant les questions du Proche et du Moyen-Orient, y compris l'avenir et le régime de la Grèce, maintenant que sa libération est proche ».

Le roi était donc allé à Londres pour appuyer les démarches faites dans le même sens par son Premier ministre auprès de M. Churchill à Rome

Son voyage était l'effet de la même panique, qui s'était emparée des hommes du Caire à l'approche de la terrible échéance : la réalisation du gouvernement d'union nationale.

### LA RESISTANCE AU POUVOIR

Le roi George avait quitté le Caire pour Londres dès que fut annoncé le départ des ministres de la E. A. M. de Grèce, et avant leur arrivée en Egypte. Pendant ce temps, au Caire, M. Papandréou essayait d'escamoter dans la confusion la reconstruction de son cabinet par l'entrée des cinq ministres du Front national de libération.

Ceux-ci étaient arrivés au Caire, le 31 août. La veille une crise venait d'éclater au sein du gouvernement, crise provoquée par le voyage secret du président du conseil à Rome. Les ministres se montrèrent indignés de la façon dont ils avaient été traités, et protestèrent vivement contre le fait que le président du conseil s'était rendu à Rome pour discuter de questions importantes sans en référer à ses collègues (*Reuter*, 2 septembre).

La deuxième réunion du cabinet qui eut lieu le 30 août, fut plus orageuse encore. M. Sophocles Venizelos, vice-président du conseil, M. Rentis, ministre sans portefeuille, et M. Mylonas, ministre de la Marine, tous les trois libéraux, donnèrent leur démission. Ils furent remplacés le même jour par un autre vénizeliste, M. Sophoulis, et deux royalistes notoires, MM. Tsacopoulos et Helmis.

C'était la dernière provocation à l'adresse des « hommes des montagnes », provocation qui, dans la pensée de M. Papandréou et de l'entou-

rage du roi, aurait encore pu tout remettre en question. Dans la composition du gouvernement faite après la conférence du Liban, on s'était abstenu d'inclure des monarchistes; et voici qu'on en introduisait deux, qui n'avaient même pas pour eux les titres, considérés jusqu'alors comme indispensables pour participer à ce gouvernement : être arrivé directement de Grèce et avoir participé à la conférence du Liban.

Le fait était grave; et dans les milieux officiels du Caire on devait sans doute s'attendre à la rupture. « Après le remplacement des trois ministres démissionnaires, les divergences persistent dans le cabinet grec, qui *continue à ne pas compter sur la collaboration de l'E. A. M.* », disait une dépêche de *Reuter*, datée du 2 septembre 1944 du Caire. Une seconde dépêche de la même agence, venant également de la capitale égyptienne et portant la même date, ajoutait : « Dans certains cercles de cette ville on a l'impression que, quel que fût le désir qu'auraient pu avoir les délégués de l'E. A. M. de participer au gouvernement grec, ce désir a été réduit du fait que ceux-ci ont eu connaissance de la visite de M. Papandréou en Italie et de la nomination de deux ministres monarchistes ». Si le voyage secret du Premier grec avait provoqué la démission de trois membres vénizelistes de son cabinet, le remplacement de ceux-ci par des monarchistes devait d'autant plus faire revenir sur leur décision les « hommes des montagnes » et leurs délégués au Caire. Le fait en tout cas est que les milieux du Caire escomptaient la nouvelle rupture. « La politique de M. Papandréou, disait une dépêche de l'Agence française d'information datée du 31 août 1944, semble actuellement orientée vers la consolidation de sa position intérieure, sans chercher d'appui dans le mouvement de la

résistance E. A. M. En effet, bien que les trois représentants de ce mouvement soient arrivés au Caire, ils ne sont pas entrés dans le gouvernement. »

Ce ne fut qu'un vain espoir. Les délégués de l'E. A. M. étaient venus bien décidés à entrer au gouvernement; aucune intrigue ne saurait plus les faire dévier de la voie que le Front national de libération s'était maintenant tracée. Le 2 septembre, alors que M. Papandréou et la clique royale attendaient la « grande nouvelle » : le nouveau refus des « hommes des montagnes », voire le départ de leurs délégués pour la Grèce, on dut annoncer officiellement que le cabinet était complété par la nomination de cinq nouveaux ministres représentant le Front national de libération et le parti communiste. C'étaient M. Svolos (Finances), M. Ascoutsis (Communications), M. Tsirimokos (Economie nationale), M. Zevgos (Agriculture) et M. Porphyrogenis (Travail).

M. Papandréou dut s'incliner et faire contre mauvaise fortune bon cœur. « Je suis heureux d'annoncer à la nation, disait-il dans une déclaration, l'heureux événement de l'accomplissement de notre unité complète ». Le « bonheur » du Premier grec, on se l'imagine aisément! Cette « unité complète » dont il se voyait obligé d'exalter maintenant l'accomplissement, consacrait l'échec de toutes ses manœuvres, de tous ses efforts, de toutes ses intrigues visant à tenir l'E. A. M. hors de la « famille de la nation » et à substituer un gouvernement d'union national, avec la participation de l'E. A. M., prévu par la « Charte nationale » du Liban, à son gouvernement d'« union nationale » *ersatz*, sans cette participation.

La présence des représentants des « hommes des montagnes » au gouvernement, constituait

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

en revanche une grande victoire pour la résistance, le couronnement de quatre ans d'efforts pour la reconnaissance de ses droits et pour l'accomplissement de l'unité nationale.

Sans doute le Front national de libération n'avait pas obtenu tout ce qu'il voulait; il avait même dû renoncer à maintes exigences parfaitement justifiées, et céder sur certains points qui semblaient être d'une importance primordiale. Mais dans les conditions où évoluait à ce moment la situation grecque par rapport à la situation générale, l'essentiel pour le Front national de libération, était d'être présent au gouvernement pour le surveiller, le freiner, s'il fallait, et l'empêcher de faire encore du mal.

La présence des représentants de la résistance au gouvernement, c'était la garantie que, dans la mesure du possible, celui-ci resterait fidèle à la « Charte nationale » du Liban, que sa politique cesserait de servir les intérêts de la clique royale et des aspirants dictateurs, pour suivre la ligne des intérêts nationaux.

### LA RESISTANCE A LA PAROLE

Les effets de l'entrée du Front national de libération au gouvernement se firent immédiatement sentir. La campagne de calomnies contre l'E.A.M. cessa, et avec elle prit fin aussi la conspiration du silence autour de la lutte héroïque de la résistance en Grèce. Au cours du premier conseil du cabinet, dans sa nouvelle composition, qui eut lieu le 4 septembre, il fut décidé à l'unanimité d'adresser au peuple grec un message annonçant la réalisation de la « complète unité nationale » et exposant les lignes générales du programme du gouverne-

ment. Il suffit de comparer ce document avec les précédents messages et autres déclarations de M. Papandréou, depuis qu'il fut nommé président du conseil par le roi, pour se rendre compte du changement intervenu.

Pour la première fois il n'y était plus question de « terrorisme » ni de « rétablissement de l'ordre » en Grèce, ces thèmes si chers au chef du gouvernement. Pour la première fois on n'y trouvait plus d'incriminations, directes ou indirectes, ouvertes ou dissimulées, contre le Front national de libération.

Les deux « grands buts » du gouvernement, qui proclamait adopter comme programme politique la « Charte nationale » du Liban, étaient définis ainsi :

- a) libération et rétablissement national;
- b) souveraineté populaire.

Le but principal de la « Charte nationale », et par conséquent du gouvernement, n'était donc plus, comme le proclamait jusqu'ici M. Papandréou, la création d'une « armée nationale » par la suppression des forces armées de la résistance. Quelle différence avec son programme tel qu'il l'avait exposé dans ses déclarations faites le jour où il prêta serment comme président du conseil, le 27 avril 1944!

Le message rendait ensuite un hommage solennel aux forces de la résistance, à ces « hommes et à ces femmes, les jeunes surtout, organisés ou non organisés, dans les villes et les montagnes qui, au milieu de dures privations emportés par la brûlante passion de la liberté, et dans un esprit de sacrifice sans pareil, se battent et souffrent ». Et le gouvernement exprimait « son admiration et sa reconnaissance au peuple grec, héros et martyr », et « s'inclinait

pieusement devant les milliers de victimes de la lutte nationale ».

Pour la première fois, le gouvernement du Caire trouvait des paroles chaleureuses pour parler de la résistance et reconnaître son rôle national; et il va sans dire que ces paroles étaient dictées par les représentants de l'E.A.M. La part de M. Papandréou dans la rédaction de ce texte on la devinait dans la tendance à atténuer le rôle de la résistance organisée, en portant l'accent sur la lutte de la nation toute entière. Mais on était quand même loin de sa façon de voir bien connue, lorsqu'il opposait, dans son discours de clôture à la conférence du Liban, la « grande majorité » de la nation à la « petite minorité » de la résistance.

Pour la première fois aussi le gouvernement prenait une position nette et catégorique contre les « brigades de sûreté ». Le message rappelait que la conférence du Liban les avait dénoncées, et proclamait que le gouvernement d'union nationale répétait « *aujourd'hui* » leur condamnation. M. Papandréou n'avait certainement pas senti le poids de cette précision. « *Aujourd'hui* », cela voulait dire, presque quatre mois après la conférence du Liban!

« L'existence, sous n'importe quel nom, de corps armés au service de l'ennemi », disait le message, « constitue un crime contre la patrie ». Et il ajoutait : « Nous commandons aux hommes des brigades de sûreté d'abandonner immédiatement leurs places. Après la formation du gouvernement actuel, il n'existe plus dans l'avenir, même un prétexte, pour qu'ils y demeurent ».

Ce paragraphe aussi portait la marque des représentants de l'E. A. M. M. Papandréou justifiait jusqu'alors l'existence des « brigades de sûreté », et son attitude équivoque à leur égard

## LE DRAME DE LA RESISTANCE GRECQUE

constituait ce « prétexte » à leur maintien, prétexte qui venait seulement de disparaître maintenant.

Le message parlait, bien entendu, aussi de la « guerre civile », de la lutte armée des organisations de résistance entre elles, et conseillait la « collaboration de tous contre l'envahisseur barbare ». Ici on sentait encore la prose de M. Papandréou, mais épurée des perfides allusions à l'E. A. M., considéré jusqu'à présent comme responsable de la « lutte fratricide » à cause de ses tendances à « monopoliser » la résistance, etc., etc.

Enfin le message définissait le second but du gouvernement, la « souveraineté nationale », par le terme employé jusqu'ici uniquement par l'E. A. M. de « *laocratie* » ou pouvoir du peuple.

## XIII

### *LA PARTIE N'EST PAS FINIE*

Cependant la partie n'était pas finie. Et pour cause! Dans les conditions où elle s'était effectuée, l'unité nationale, dans le vrai sens du mot demeurait plutôt problématique.

Lorsque M. Papandréou, exprimait sa satisfaction pour l'« heureux événement » de l'entrée au gouvernement des représentants de la résistance, il était loin de se déclarer battu. Le message du gouvernement au peuple grec contenait un paragraphe — le septième — qui montrait clairement que le Premier grec n'avait pas abandonné ses positions.

Ce paragraphe, sorti sans doute entièrement de sa propre main, traitait de la question du « passage de l'état d'esclavage à l'état de libération ». Question capitale. « Dans le gouvernement d'union nationale, y lisait-on, sont représentés tous les partis et toutes les organisations nationales combattantes, c'est-à-dire l'ensemble du peuple grec. Par conséquent le gouvernement a le droit et le devoir de s'attendre à ce qu'on se conforme à ses commandements. Et ses commandements sont le maintien absolu de l'ordre et la discipline totale à ses ordres. Ceux qui désobéiront à ses commandements doivent savoir qu'ils seront jugés comme des ennemis du peuple ».

Ici M. Papandréou retrouvait un peu de cet air autoritaire qu'il se donnait à la conférence du Liban, lorsqu'il proclamait que si le Front national de libération ne se soumettait pas au gouvernement, il serait déclaré « ennemi de la nation » et traité comme tel.

La différence était que maintenant, tout en usant d'un langage plus nuancé, il se croyait dans une position plus forte encore pour reprendre la même politique si clairement définie par ses déclarations antérieures. Son gouvernement n'était plus un gouvernement d'union nationale partielle, auquel la résistance pouvait refuser l'obéissance; c'était le gouvernement de l'union nationale complète, auquel participaient des représentants de l'E. A. M. et du parti communiste. De ce fait son chef — en tant qu' « homme fort », pouvant compter sur l'appui du roi et du gouvernement britannique — pensait dominer plus aisément la résistance : en se servant de sa présence au gouvernement.

C'était en somme le même procédé employé lors de la conférence du Liban. Alors M. Papandréou avait essayé de tourner contre la résistance l'accord signé par les représentants du Front national de libération en lui fermant les portes du gouvernement. Maintenant, il entendait se servir de la participation des représentants de la résistance au gouvernement contre le Front national de libération. Ce n'était qu'un changement de tactique.

Quoi de plus naturel? Ce qui manquait à la « collaboration » des hommes du Caire avec la résistance, c'était l'essentiel : la bonne foi et la sincérité. Ils n'avaient rien appris des événements et rien oublié. Quelques jours seulement après la constitution du nouveau gouvernement, le ministre de l'Agriculture, M. Zevgos, repré-

sentant le parti communiste, se voyait obligé de dénoncer les « réactionnaires », qui continuaient malgré tout leurs intrigues. « Notre participation au gouvernement et l'accomplissement de l'unité nationale, disait-il ont gêné certains milieux, qui ont toujours fait montre d'hostilité à l'égard de la lutte nationale, l'unité nationale et la souveraineté populaire. Pour dissimuler leur trahison et éterniser la lutte intérieure, ils emploient des méthodes depuis longtemps périmées en racontant que les communistes ont l'intention d'occuper de force le pouvoir ». Au fond, rien n'avait changé dans l'attitude de la clique royale à l'égard de la résistance.

Les milieux réactionnaires étaient en effet littéralement affolés par l'heureuse tournure prise par la situation en Grèce et le rôle désormais capital que jouait l'E. A. M. dans la libération du pays. En effet, il n'était plus question que de l'activité de ses forces armées; et c'était uniquement sur elles qu'on comptait maintenant pour chasser l'envahisseur. « La forte organisation patriotique E. L. A. S., sous le commandement du général Sarafis, est prête à attaquer les Allemands dès que le signal sera donné », disait une dépêche *Reuter* du Caire. D'autres dépêches d'agences soulignaient « l'activité extraordinaire » développée par les patriotes grecs, activité qui avait pris « les proportions d'un mouvement de grande envergure ». (*United Press*, 26 septembre 1944).

D'un bout à l'autre de la Grèce, les forces du Front national de libération harcelaient incessamment les Allemands en fuite, coupant leurs voies de communications, attaquant leurs colonnes et apportant la confusion dans leur plan d'évacuation. La lutte était portée jusqu'à la capitale même, où de véritables batailles

eurent lieu le 9 et le 13 septembre entre les patriotes et des forces des « brigades de sûreté ».

Cette activité de la résistance était d'autant plus appréciable que ses forces portaient seules tout le poids de la lutte contre l'envahisseur; l'intervention alliée était à ce moment limitée à des raids aériens contre les aérodromes allemands en Grèce, les voies de communication et les embarcations transportant des troupes évacuées des îles de la mer Egée.

D'autre part, les régions libérées passaient sous le contrôle de l'E. A. M.; et son attitude exemplaire, à l'apogée de sa puissance, démentait les racontars de ses adversaires sur ses soi-disant tendances à la dictature, etc. « Contrairement aux craintes antérieurement exprimées dans certains milieux grecs », écrivait un correspondant spécial de l'*Observer* (24 septembre 1944), « l'E. A. M., en assumant la charge de l'administration (dans les provinces libérées), a procédé avec douceur et sans chocs vifs ». Et il ajoutait que, d'après les rapports reçus de différents endroits, les hommes de l'E. A. M. n'avaient pas insisté pour assumer sans conditions l'administration.

On peut aisément s'imaginer les sentiments d'exaspération et d'inquiétude qu'inspirait aux milieux du Caire cet état de choses. Durant trois ans ils avaient calomnié et traîné dans la boue le Front national de libération; ils avaient tout fait pour dresser la nation et les alliés contre lui afin de lui couper tout appui moral et matériel et de le supprimer. Et voici que maintenant celui-ci jouait le rôle principal dans la libération du pays; et ce rôle était mis en valeur par les propres services d'informations du gouvernement; non seulement parce que des représentants de l'E.A.M. y siégeaient, mais surtout

parce qu'on ne saurait plus passer sous silence sans porter préjudice à la cause grecque, la contribution du peuple grec à sa propre libération. Car enfin on s'était rendu compte que la résistance représentait un capital national ! Pour M. Cartalis, ministre de l'information du gouvernement de M. Papandréou, on n'aurait jamais assez exalté la lutte des guerrillas en Grèce et sa contribution à la cause alliée.

La résistance avait sa revanche !

Et puis, il y avait autre chose encore. Le Front national de libération allait sortir de cette lutte glorieuse non seulement avec un prestige moral accru, mais aussi avec une puissance militaire considérablement renforcée par l'affluence de nouvelles recrues et par l'acquisition du matériel de guerre pris aux Allemands.

La libération, c'était certes beau. Mais ce n'était pas comme cela qu'on l'entendait au Caire.

### UNION NATIONALE — ET APRES ?

Sans doute, M. Papandréou, en tant que président d'un gouvernement qui comprenait des représentants de la résistance et du parti communiste, semblait être maître de la situation. Cependant toute la question était de savoir dans quelles conditions ce gouvernement ferait son entrée à Athènes, et dans quelles circonstances s'effectuerait le passage du pays de l'état d'occupation à l'état de libération.

Lorsque M. Papandréou, dans le message du nouveau gouvernement au peuple grec, préconisait la « discipline absolue aux ordres du gouvernement », il pensait qu'il serait effectivement rentré en Grèce comme un homme tout puissant.

Mais le ministre de l'Agriculture, M. Zevgos, parlait aussi — dans sa déclaration déjà citée du 24 septembre 1944 — du gouvernement national comme du « pouvoir central » auquel tous devaient se soumettre après la libération. Ce disant, le représentant du parti communiste exprimait certainement la pensée de l'E.A.M.

Il tombe sous le sens qu'aux yeux de l'E.A.M. ce « pouvoir central » ne serait pas exercé par la personne du président du conseil mais par le corps gouvernemental ou les ministres de la résistance auraient beaucoup à dire. Dans la Grèce libérée, dominée par la résistance, le rôle de celle-ci serait prépondérant dans l'œuvre gouvernementale, tandis que le chef du gouvernement perdrait forcément l'autorité qu'il possédait tant qu'il se trouvait loin du pays. Le représentant du parti communiste a en effet exprimé toute la pensée des milieux de l'E.A.M., lorsqu'il a dit dans sa déclaration : « Nous avons la conviction que tous les amis de la liberté, toutes les organisations antifascistes et démocratiques du pays et tous les patriotes, lutteront avec les communistes sur le front commun, sous les ordres du gouvernement national ».

C'est donc à un gouvernement dominé par les « éléments de gauche », pour qui le second point — l'essentiel — de son programme, la souveraineté populaire, ne serait pas un vain mot, un gouvernement décidé à reconnaître et à respecter les droits acquis par la résistance dans la lutte contre l'envahisseur, c'est à un tel gouvernement que devait obéir le pays — y compris les milieux qui étaient jusqu'ici opposés à la résistance, et le Premier ministre lui-même. Ce serait en somme la solution idéale : la nation grecque toute entière se rassemblant autour de la Grèce combattante.

Pour que le gouvernement puisse jouer le rôle

auquel le destinait son président et ceux qui le menaient, il eût fallu qu'il fût appuyé sur une force extérieure, une force *étrangère* — ne fût-ce qu'alliée. Un correspondant spécial écrivait dans *l'Observer* du 24 septembre 1944 : « Des éléments de droite parmi les Grecs sont encore effrayés des perspectives immédiates et disent que *l'ordre ne saurait être établi en Grèce que si les Alliés y expédiaient une force de police* ».

Il faudrait en effet une forte dose d'optimisme pour penser que tout serait fini après la réalisation de l'unité nationale, et que tout se passerait désormais dans une atmosphère d'idylle et de fraternisation générale. Et d'abord, l'union réelle et sincère qu'il eût fallu au pays serait-elle possible après tout ce qui avait précédé sa « réalisation » ?

Il est hors de doute que si M. Papandréou était libre d'agir à son gré, son attitude à l'égard de la résistance ne différerait guère de celle qu'aurait prise (si on lui avait demandé ses services) le Himmler de la dictature métaxiste, Maniadjakis, qui ne parle que des « crimes » de la résistance, et qui, aujourd'hui encore, s'enorgueillit du fait que de son temps, « tous les chefs de l'E.A.M. étaient des habitués du ministère de la Sûreté », c'est-à-dire de la Gestapo de la dictature.

Mais il y a autre chose encore. La « réalisation » de l'union nationale, toute hypothétique et fictive qu'elle fût, était fondée sur la reconnaissance, par les adversaires de la résistance, de ses services nationaux et de ses droits. Or, les adversaires de la résistance considéraient que la tâche de celle-ci était achevée, que son activité devait prendre fin avec la libération. Ils auraient voulu mettre un point final à ce chapitre héroïque — et que tout recommençât, comme si la guerre n'avait pas eu lieu. Bref,

pour eux, la résistance devait rester sans lendemain. Leur politique restait toujours la même : désarmer la résistance, la réduire à l'impuissance, l'éliminer de la scène politique, reconstituer la « légalité ancienne » des partis, supprimer la « légalité nouvelle », issue de la lutte pour la libération. Tout cela sous l'éternel prétexte du « retour à la normalité » — cette « normalité » dont jouissait la Grèce lorsque la dictature lui fut imposée.

En revanche, pour la résistance, la fin de la lutte pour la libération marquait le commencement d'une nouvelle vie. Ayant terminé son rôle glorieux dans cette lutte elle devait se survivre dans sa substance sociale, elle devait poursuivre sa mission de combat sur le plan intérieur et garder vivantes les énergies nationales qu'elle avait réveillées et préserver tout ce qu'il y a de profond et de neuf dans son esprit. Sa survivance ne constituait pas seulement une garantie que la Grèce serait refaite par son peuple, comme elle a été défendue par son peuple; elle était aussi l'unique assurance contre le retour de la dictature.

On ne doit pas perdre de vue que du fait que la Grèce a connu la dictature, le problème de la sécurité intérieure se pose pour elle — beaucoup plus que pour tout autre pays libéré — de la même façon pressante que le problème de la sécurité extérieure se pose pour toutes les nations unies. La guerre contre les agresseurs fascistes n'aurait aucun sens pour le peuple grec, si seul le problème de la sécurité extérieure était résolu. Il eut même été d'une atroce ironie pour le peuple grec, que dans un monde vivant en sécurité, débarrassé de la menace de toute agression fasciste, cette menace continuât à subsister en Grèce à l'état permanent, du fait que les forces de la résistance capables d'empêcher le retour de la dictature auraient disparu.

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

Le conflit restait donc ouvert malgré tout. Tout dépendait du rapport des forces entre la résistance, et le vieux monde politique gravitant autour du roi. C'était ce rapport des forces qui déciderait de l'évolution de la situation en Grèce et de l'avenir du pays.

Ce problème n'existerait même pas si on laissait libre cours au jeu des forces politiques et sociales qui s'affrontent actuellement en Grèce; la résistance dominerait aisément — comme cela s'est passé en Yougoslavie. Mais la situation étant faussée — elle l'est encore — par la présence des troupes britanniques sur le territoire grec libéré par les forces de résistance.

Le danger — le grand danger — étant de voir ces troupes se prêter au rôle de « forces de police », tel que l'envisageaient les hommes de l'entourage du roi et des aspirants dictateurs, qui y voyaient leur dernier espoir et y comptaient pour s'imposer au peuple grec.

Ces troupes, il est vrai, étaient venues en Grèce pour « maintenir l'ordre ». Mais il y a plusieurs manières de « maintenir l'ordre ». On pouvait le faire en donnant satisfaction aux revendications de la résistance et en écartant ainsi toute raison de mécontentement, d'inquiétude et de « désordre ». On pouvait le faire aussi en prenant position *contre* la résistance, considérée comme facteur de « désordre », du fait qu'elle ne voudrait pas se laisser supprimer, qu'elle entendrait survivre et faire respecter ses droits.

Malheureusement pour la Grèce tout laissait prévoir qu'il en serait ainsi. Les troupes britanniques venues en Grèce et saluées avec enthousiasme par le peuple grec comme une « armée de libération » se prêtèrent au rôle de « forces de police » pour le « maintien de l'ordre », tel qu'on l'entendait dans le camp des adversaires de la résistance.

C'est ainsi qu'on a abouti à la situation la plus paradoxale et la plus monstrueuse à la fois : cette « armée de libération » s'est transformée en « armée d'occupation » et s'engagea dans une lutte ouverte contre la résistance, marquée d' « illégalité » — comme du temps de l'envahisseur allemand ! — et apporta à cette Grèce, si éprouvée par la guerre et l'occupation, au lieu de la paix, la guerre civile.

C'est ainsi que cette armée de libération finit par devenir l'instrument d'une politique déterminée; une politique qui consistait à liquider par la force — après avoir essayé de le faire pacifiquement à la conférence du Liban — les forces de la résistance, et avec elles toute force capable de s'opposer demain à un nouvel attentat contre les libertés du peuple grec, sous forme d'un coup d'Etat ou d'élections truquées, ce qui revient au même.

## XIV

### LA QUESTION DU ROI.

La partie n'était pas finie... En effet. Il restait encore la question du roi. En théorie cette question n'était pas « d'actualité ». Elle aurait notamment été « réglée » par une série de déclarations officielles du roi et par la conférence du Liban. Ainsi, de ce côté au moins, les Grecs pourraient dormir tranquilles et attendre avec patience la fin de la guerre pour exprimer « librement » leur volonté à ce sujet, en tant que « peuple souverain »...

Or, la question du roi pèse comme nulle autre sur l'ensemble de la situation grecque. Certes, la vieille rivalité entre vénizelistes et royalistes, qui divisait jusqu'à présent le pays, n'existait plus; la guerre, avec les transformations profondes qu'elle a apportées dans la vie sociale et politique du pays, l'a balayée avec tant d'autres reliques du passé. Mais la question du roi demeure toujours; elle apparaît seulement sous un aspect nouveau.

Jadis vénizelistes et royalistes se disputaient simplement le pouvoir; la lutte « idéologique » des premiers pour le régime républicain, n'était qu'une variante de cette dispute. Le parti vénizeliste qui, depuis qu'il avait pris le goût du pouvoir, entendait le garder, même lorsqu'il se

trouvait en minorité dans la bataille électorale, avait, à un moment donné, en désespoir de cause, mis en avant le régime. C'était une manœuvre habile — et classique — pour déplacer la question du plan politique où le parti était faible, sur le plan constitutionnel où il pouvait s'imposer, à l'abri des lois exceptionnelles : « pour la protection de la république ». Si bien qu'en fait, dans cette dispute pour l'assiette au beurre, le parti royaliste pouvait prétendre représenter le principe démocratique de la majorité, puisqu'il luttait pour le respect de la volonté du peuple ». Il faisait même, dans une certaine mesure, figure de porte-parole des tendances vaguement et confusément radicales des masses populaires, tendances qu'on discernait dans le fond de leur aversion contre les libéraux, ce parti des « puissances d'argent ».

Aujourd'hui les choses se présentent autrement. Vénizelistes et royalistes ne se disputent plus pour une « majorité électorale », effective ou fictive. Les uns et les autres sentent qu'ils ont perdu le contact avec les masses « radicalisées » qui, dans la tourmente de la guerre, ont pris conscience de leurs droits et de leur puissance. Les deux adversaires d'hier reconnaissent que, même pris ensemble, ils constituent une majorité problématique. Ils se voient déjà comme des partis de cadres, avec des « chefs » sans partisans. Par conséquent, pour eux, la lutte sur le plan électoral n'a plus de sens. Ils sont arrivés à ce point crucial des partis, où le régime parlementaire semble être « en faillite », du fait qu'il ne joue plus en leur faveur. Il ne leur reste donc que la solution du « régime fort », de la dictature. C'est pourquoi ils se sont donné la main pour se défendre contre l'anéantissement complet et pour essayer de se maintenir sur la scène politique en se partageant le pouvoir. Pour le parti libéral en particulier, la situation est

devenue désespérée du fait qu'il a perdu sa principale clientèle électorale : les réfugiés, qui ont été les éléments les plus actifs de la Résistance.

Dans cette association de frères ennemis, le roi joue le premier rôle. Il est le point de ralliement, l'unique espoir de ces « hommes forts » par faiblesse politique, qui ont la « volonté du pouvoir » à défaut d'en avoir le droit. C'est de lui qu'ils attendent le sacre « constitutionnel » pour leur régime personnel.

C'est ainsi que la question du roi dépasse le cadre d'une question politique. Elle pose tout le problème de l'avenir de la Grèce; c'est-à-dire si la Grèce vivra comme pays libre ou sous une nouvelle dictature.

### *LE ROI GEORGES ET LE PEUPLE GREC*

Le roi Georges jouit d'une immense impopularité en Grèce. C'est un fait reconnu et indiscutable, et dont il porte l'entière responsabilité.

Il avait un beau rôle à jouer à son retour en Grèce en 1935. Sans avoir jamais été personnellement populaire, il avait quand même hérité une partie de la grande popularité, dont jouissait, pendant la première guerre mondiale, son père, feu le roi Constantin. D'autre part les conditions politiques existant au moment de son retour en Grèce lui étaient particulièrement favorables. Il rentrait à la suite d'un plébiscite prononcé en sa faveur et qui, tout truqué qu'il fût, représentait, pour ainsi dire, la seule donnée positive dans le chaos politique où se trouvait le pays à ce moment.

Le grand parti vénizeliste avait laissé les derniers restants de son prestige — et de sa puis-

sance — dans le pouth manqué de mars 1935. Par contre, la position du parti populiste sur lequel s'appuyait le roi était plus forte que jamais. Pour la première fois depuis l'ouverture des hostilités entre vénizelistes et royalistes, ces derniers pouvaient compter sur le concours d'éléments « dynamiques » de leurs adversaires, tel le général Condylis, qui fut en vérité le principal artisan du retour du roi. Enfin, le peuple, fatigué et dégoûté des éternelles disputes entre les partis, exploité et trompé par les uns et par les autres, aspirait à la paix et vivait dans la crainte de la dictature qui se préparait dans l'ombre.

Une occasion unique se présentait ainsi au roi pour appuyer son trône sur les masses et donner à la royauté un caractère populaire. Le peuple grec ne demandait alors qu'à être mené par un pouvoir prêt à reconnaître ses droits et capable de restaurer l'ordre et la paix intérieurs.

Rien n'était donc plus facile pour le roi que de devenir le drapeau d'un mouvement populaire rénovateur et créateur, le « défenseur du peuple » contre les « féodaux » de l'époque. Il n'avait qu'à tirer la leçon de vingt ans de crise politique, tenir compte des tendances profondes des masses qui le soutenaient, et faire de ce parti « populiste » un parti du peuple — ce qu'il devait être en réalité, — en s'appuyant sur la foule, par dessus les politiciens sans autorité et sans puissance personnelle.

Mais son idée fixe était le régime personnel. Au lieu de réagir contre le chaos politique qui régnait à Athènes, il fit tout pour l'aggraver davantage. Alors qu'il se trouvait encore à Londres, en exil, il se laissa entraîner dans une intrigue politique d'une grande fantaisie, qui consistait à s'entendre avec son pire ennemi, Eleuthère Venizelos ! Sa pensée était très sim-

ple : « puisque, se disait-il, je rencontre toujours les vénizelistes sur mon chemin, le mieux à faire c'est de m'entendre avec leur chef pour le partage du pouvoir. S'ils me combattent c'est qu'ils me considèrent comme le roi de leurs adversaires politiques. Je n'ai donc qu'à devenir leur roi pour les avoir de mon côté »...

C'était une « combine » de haute morale politique, et dont la saveur était relevée par le fait que les négociations avec Venizelos, qui se trouvait alors à Paris, étaient menées dans le plus grand secret, à l'insu des amis les plus proches du roi, même de ceux qui préparaient à ce moment à Athènes son retour en Grèce ! Il paraît, d'ailleurs, que le roi avait gardé son secret même auprès de ses propres oncles, notamment du prince Georges, frère de feu le roi Constantin, qui est considéré comme le Nestor de la famille royale, et qui, lorsqu'il apprit plus tard les manigances de son neveu se rappela tout à coup tout son vocabulaire de vieux marin...

Ainsi, lorsque le roi arriva à Athènes, il avait tout fait pour brouiller une situation déjà assez confuse; et il fit de son mieux pour la rendre plus inextricable encore. Sa pensée était de s'émanciper de la tutelle de ceux à qui il devait son trône, notamment du général Condylis, dont les antécédents « démocratiques » lui répugnaient particulièrement. Peut-être aussi entendait-il user l'un après l'autre les chefs politiques, dans des tentatives vaines d'établir un gouvernement stable et viable, afin de faire « avaler », à la fin, par l'opinion antivénizeliste son mariage politique, aussi hétéroclite qu'inattendu, avec le chef des libéraux antiroyalistes. L'âge des chefs politiques en question aidant, ce jeu a trop bien réussi; l'un après l'autre disparaissaient de la scène : Tsaldaris, Demerdjis,

Condylis. Seulement la mort n'a pas respecté non plus la personne de Venizelos; et le plan du roi échoua.

Le résultat en fut une situation plus chaotique que jamais, aggravée en plus par le mécontentement qui commençait à se manifester dans les rangs des partisans... démocratiques du roi, les amis du général Condylis. Ceux-ci se considérant « trahis » par le roi, se mirent de nouveau à s'agiter.

Le grand argument des partisans du roi, lors de la campagne pour son retour, était que la royauté constitue un facteur de « stabilité » et une garantie contre l' « anarchie politique » résultant des querelles des partis. Le roi apportait un démenti brutal à ses partisans, en poussant au paroxysme l'anarchie politique.

Cela ne l'empêcha cependant pas d'en profiter pour imposer la dictature. C'est en effet dans ces circonstances qu'un beau matin il manda le directeur de son bureau politique, M. Anghelopoulos, chez le général Metaxas pour lui offrir le ministère de la guerre. On avait appris, paraît-il, que les partisans du général Condylis dans l'armée préparaient un coup de force pour le jour même.

A ce moment le général Metaxas n'était que le chef d'un parti minuscule, représenté à l'Assemblée par 7 députés. Mais il attendait son heure, prêt à « sauver » la Grèce, à l'exemple de Mussolini et d'Hitler (1).

Son entrée au gouvernement fut le premier pas vers la dictature. Le second fut sa nomination comme président du Conseil, par le roi. Ayant obtenu les pleins pouvoirs par l'Assemblée — élue depuis quelques mois pour réviser

---

(1) Voir à ce sujet le livre de l'amiral Sakellariou et les articles de Maniadakis.

la constitution — il s'en servit pour la dissoudre le 4 août 1936 et instaurer son régime personnel, copié sur les modèles fasciste et naziste.

Le roi s'en accommoda parfaitement. Son séjour prolongé, lors de son exil, dans la capitale du pays du parlementarisme, n'avait pas pu le préserver de l'infection des idées totalitaires. Il pouvait devenir le roi d'un peuple; il devint le fourrier d'une dictature.

Ce rôle, il le remplit consciencieusement et fièrement. Il y prit même à tel point goût que lorsque, après la mort du général Metaxas, les propres ministres du dictateur préconisèrent la constitution d'un gouvernement de rassemblement national, il s'y opposa (1).

Ces ministres que le roi entendait garder près de lui, même après la disparition du dictateur, étaient pourtant ceux dont l'amiral Sakellariou, bras droit du général Metaxas durant la guerre contre l'Italie en tant que chef de l'état-major de la marine, dit dans son livre qu' « aucun gouvernement ayant le respect de lui-même ne les aurait acceptés ».

Le roi nomma comme successeur du général Metaxas le gouverneur de la Banque Nationale, Koryzis, un homme honnête et patriote, certes, mais faible et sans autorité; ce qui faisait de Georges II le véritable dictateur.

Le patronage de la dictature le conduisit à l'isolement total au milieu de la nation. Rien ne pouvait plus le racheter, ni son attitude pendant la guerre contre l'Italie, ni les honneurs dont on le comblait à Londres.. Il était seul et isolé; plus seul et plus isolé que le dernier de « ses sujets ».

---

(1) Voir le memorandum que l'ancien ministre de la propagande de la dictature de Metaxas, M. Nicoloudis, adressa le 7 octobre 1943 au roi, et qu'il publia sous forme de brochure à Cap-Town.

Une idée de son affreux isolement nous est donnée par un de ses plus fidèles serviteurs, l'ancien « ministre-gouverneur » d'Athènes, M. Kodjias, qui fut aussi un des piliers de la dictature de Metaxas. Dans son livre de mémoires, paru en grec en 1943 à New-York, M. Kodjias, raconte comment après l'échec de toutes ses tentatives pour résoudre la crise gouvernementale ouverte par le suicide du président du Conseil Koryzis, le roi se trouva seul, dans son cabinet de travail à l'Hôtel de Grande-Bretagne, avec le Himmler grec, le sous-secrétaire l'État à la sûreté, Maniadakis, et un des personnages les plus louches de la dictature de Metaxas, un certain Diakos, sorte de petit Stavisky grec. La chose était tellement frappante, que le roi lui-même sentit la signification profonde de cette sinistre scène.

« — Voilà où nous en sommes arrivés, dit-il. Nous ne sommes restés que trois. Mais comment décider, à nous trois, du sort de la Grèce ? »

Au moment le plus critique de la guerre, alors que la Grèce était à la veille de la catastrophe, le roi « des Hellènes » n'avait trouvé dans son entourage que deux « conseillers » pour « décider du sort de la Grèce » : le chef de la Gestapo grecque et un chevalier d'industrie !

Ajoutons qu'à en croire le chef de la Gestapo métaxiste, Maniadakis, le roi avait, à deux reprises, demandé à cet homme qui personnifiait la dictature sous son aspect le plus odieux, de former le nouveau gouvernement. Il paraît même que, pour le persuader d'accepter, il lui assurait que sa nomination comme président du Conseil serait la bien-venue pour « nos amis Anglais, qui mettaient toute leur confiance en lui » ! On dira peut-être que ce n'était plus du totalitarisme mais de l'inconscience.

Si la Grèce, au moment le plus tragique de

son histoire, n'a pas connu la honte suprême d'avoir à la tête de son gouvernement un policier de la plus basse espèce, ce fut uniquement parce que le Himmler grec fit en l'occurrence preuve de plus de respect envers la nation grecque que le roi « des Hellènes », et ne voulut pas accepter son offre, reconnaissant qu'il n'était pas l'homme indiqué par les circonstances.

Pour le peuple grec le roi est synonyme de la dictature; sa personne se confond avec l'abject régime métaxiste, qui a vainement essayé de se faire racheter aux yeux du peuple grec en usurpant la gloire de l'épopée que celui-ci a écrit avec son sang sur les montagnes d'Épire et d'Albanie.

Ce fait est même franchement reconnu par les milieux anglais, qui ne ménagent pas leur sympathie au roi Georges II et à sa cause. Le correspondant spécial du *Times* dans le Moyen-Orient, parlant de la situation politique en Grèce telle qu'elle se présentait au lendemain de la capitulation de l'Italie, écrivait : « Il serait inutile de cacher le fait que le Roi est blâmé pour avoir toléré et appuyé le régime Metaxas, qui a aboli le système parlementaire et établi une dictature sur le modèle nazi et fasciste. Les Grecs n'ont ni oublié, ni pardonné ce régime, et la popularité du Roi souffre de ce fait ». (15 septembre 1943).

### LE ROI RECONNAIT L'EXISTENCE D'UNE « QUESTION DU ROI »

Certes, en principe, le retour du roi en Grèce dépendait du vote populaire. Par conséquent la crainte de complications pouvant surgir de ce côté, semblait être sans fondement. Mais il en était du « règlement » de la question du roi

comme de la « réalisation » de l'unité nationale; elle restait, malgré tout, ouverte.

La crainte de complications trouvait sa justification dans l'attitude du roi depuis qu'il s'installa avec son gouvernement au Caire. Toute sa politique — nous l'avons vu — fut hostile à la résistance et opposée à l'unité nationale. Il n'avait qu'une préoccupation : comment retournerait-il en Grèce ! Tout le reste, la guerre, la lutte pour la libération, les souffrances du peuple grec, tout cela le laissait froid. Son intérêt pour les faits et les hommes était déterminé par rapport à « son » affaire. Ses faveurs allaient aux personnes qui étaient disposées à servir sa cause. Son attachement à M. Tsouderos, par exemple, s'explique par la servilité de celui-ci à son égard. C'est sous l'impulsion du roi que le gouvernement s'opposait avec tant d'entêtement à tout rapprochement, à toute entente avec la résistance, et à toutes les solutions vraiment nationales de différents problèmes créés par la guerre. Car le roi se rendait bien compte que le pays ne voulait pas de lui.

Dans le premier message qu'il adressa au peuple grec le 4 juillet 1943, trois mois après son installation au Caire, il reconnaissait de la manière la plus formelle l'existence d'une « question du régime ». « Ce jour-là (de la libération), disait-il, vous serez appelés à déterminer, par un vote populaire et libre, les institutions que doit avoir la Grèce, etc.. »

C'était là une concession considérable à l'opinion publique grecque, concession que ses partisans métaxistes ne lui ont pas pardonnée. M. Nicoloudis, le Goebbels de la dictature métaxiste, lui a reproché sévèrement d'avoir commis une « grave faute » (1).

---

(1) Dans son memorandum au roi.

## LA RESISTANCE GRECQUE

---

Mais le roi croyait avoir agi avec adresse. Sa concession, pensait-il, serait neutralisée par le fait que de toute façon la consultation populaire aurait lieu *après* son retour en Grèce. Comme « il a été convenu », précisait-il dans son message, (« convenu » entre lui et « son » gouvernement), les élections pour une Assemblée constituante auront lieu six mois *après* le retour du gouvernement (et du roi, bien entendu) à Athènes ». Et de proclamer qu'il serait « le premier » à respecter les décisions de l'Assemblée.

« Je connais vos rêves et vos soucis, ajoutait-il, et je fais tout ce qui dépend de moi pour la réalisation de vos justes aspirations et pour écarter tout ce qui peut justifier votre inquiétude. Je voudrais être clair en particulier sur un point : j'entends la vie politique libre de notre pays, à laquelle je m'intéresse autant que vous ».

Georges II croyait sans doute clôre ainsi « la question du régime ». Mais nul en Grèce ne saurait se laisser prendre à ses promesses et prêter foi aux « assurances » royales. Comme le disait le *Bulletin of International News* du 19 février 1944 (publié par le *Royal Institut of International Affairs* de Londres), la « majorité du peuple grec tient le roi pour responsable d'avoir imposé au pays la dictature de Metaxas, et se rappelle qu'à peine quelques mois auparavant, il (le roi) avait promis de respecter la constitution ». C'est pourquoi on craignait que s'il était permis au roi de rentrer en Grèce à la tête de son armée, « le plébiscite promis ne serait pas une libre expression de la volonté du peuple ».

L'amiral Sakellariou, alors vice-président du Conseil, royaliste convaincu et dévoué au roi Georges II, disait dans un rapport — daté du

## LE DRAME DE

---

6 novembre 1941 — sur l'état d'esprit du peuple grec d'après des informations émanant de Grèce : « On ne prête aucune foi aux assurances du gouvernement concernant les libertés futures du peuple; d'abord parce qu'on considère ce gouvernement comme le continuateur de la dictature; en second lieu, parce qu'on accuse notre président du Conseil de jouer double jeu » (1).

Le roi comprit qu'il n'avait pu tromper personne en Grèce, lorsque le 10 août 1943 la délégation comprenant des représentants de toutes les organisations de résistance et des partis politiques collaborant avec celles-ci, vint pour la première fois au Caire pour traiter avec M. Tsouderos de la participation de la résistance au gouvernement. Une des conditions posées par les délégués était celle-ci : Le roi ne devrait rentrer en Grèce qu'après le plébiscite, si le peuple grec s'exprimait en sa faveur.

La plus grande surprise du roi dut être l'attitude prise par « ses » ministres à cette occasion. Tous, à l'unanimité, s'étaient déclarés d'accord avec les délégués de la résistance, et un protocole fut signé à cette occasion. C'était la meilleure preuve que l'ensemble de l'opinion publique grecque n'avait pas confiance en la parole royale. Seul le président du Conseil, M. Tsouderos, s'y opposa. Quant au roi, il se sentit subitement malade et partit pour le Liban.

Ce fut là la cause principale de l'échec des négociations pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Et ce fut aussi le signal de la tension entre la résistance et le gouvernement du Caire. Désormais la « question du roi » était portée à l'avant-scène de la « crise

---

(1) Ce rapport était adressé au président du Conseil, M. Tsouderos et est cité dans le livre de l'amiral Sakellariou. Rappelons que l'amiral fut un « homme de la dictature ».

grecque ». « Les différends politiques grecs », écrivait le correspondant au Caire du *Times* (27 octobre 1943), « se concentrent dans la question concernant l'époque du retour du roi en Grèce, et c'est là évidemment une affaire très délicate, qui a été laissée complètement en suspens ».

Par son insistance à rentrer en Grèce avant les élections devant décider de l'avenir de son trône, le roi avait démasqué son jeu. La preuve était ainsi faite que l'homme qui avait violé la constitution après avoir juré de la respecter, s'appêtait à recommencer. On comprend donc l'inquiétude des milieux de la résistance. Le *Manchester Guardian* allait jusqu'à attribuer le conflit armé qui venait d'éclater entre les organisations de résistance en Grèce, à l'attitude du roi. « L'aggravation de la situation en Grèce », écrivait-il le 29 octobre 1943 », « provient du refus (du roi et du gouvernement) de se conformer à l'exigence du peuple grec; celui-ci désire qu'une garantie lui soit donnée d'être laissé libre de choisir — avant le retour du roi — s'il veut la monarchie ou la république ». Cet avis était partagé par presque tous les correspondants des journaux britanniques au Caire et à Ankara.

La presse britannique était unanime à reconnaître que le roi George II était indésirable en Grèce. L'organe de gauche, *Tribune*, écrivait le 29 octobre 1943 : « En Grèce, on veut avoir la certitude que le roi ne sera pas imposé une seconde fois au pays ». Et l'organe gouvernemental *Daily Telegraph* du 23 octobre 1943 confirmait : « Une fois de plus les Grecs, dans leur grande majorité, ne désirent pas le retour du roi Georges en Grèce ». « L'attitude du roi George », concluait l'*Observer* du 24 octobre 1943, a poussé à l'extrême, l'hostilité du peuple grec contre lui ».

## L'EQUIVOQUE CONTINUE

Le roi revint sur sa décision concernant son retour en Grèce en décembre 1943. Le 12 de ce mois on publia au Caire une lettre qu'il aurait adressée le 8 novembre de la même année au président du Conseil, M. Tsouderos. Dans cette lettre, le roi, après avoir souligné l'impérieuse nécessité de l'établissement de l'unité parmi les Grecs — unité dont il ne s'était jamais préoccupé jusqu'alors — déclarait : « Lorsqu'arrivera pour la patrie l'heure de la libération, j'examinerai de nouveau la question concernant l'époque de mon retour en Grèce, en accord avec le gouvernement, et à la lumière des conditions politiques et militaires du moment ».

Cette déclaration royale fut présentée par la propagande officielle comme un grand événement, comme une concession considérable du roi prouvant sa bonne foi et son sincère désir d'aboutir à une solution de la question du régime conformément au vœu national. Il était cependant assez étrange de constater qu'on avait attendu plus d'un mois pour la porter à la connaissance de la nation, puisqu'elle était visiblement faite pour calmer les esprits en Grèce. Elle aurait certainement beaucoup contribué à rétablir la paix dans le camp des guerrillas, étant donné que l'attitude prise précédemment par le roi dans la question de son retour en Grèce était pour beaucoup dans la « crise » que traversait à ce moment la résistance.

L'explication est simple. Le roi n'avait pas écrit sa lettre d'un mouvement spontané. Il fit ce geste sous l'effet magique des conférences de Moscou et de Tehéran, où le rôle des mouvements de résistance dans tous les pays occupés

par les Allemands avait été sérieusement examiné dans le cadre des grands plans d'opérations militaires contre le Reich.

Son geste coïncidait en effet avec un autre geste du Premier ministre, M. Tsouderos, qui, sous le même effet magique, venait justement de découvrir l'existence de la résistance en Grèce, et qui, frappé tout à coup de la révélation de la nécessité de l'établissement de l'unité nationale, adressait par la radio des messages paternels aux guerrillas, les invitant à s'unir et à combattre ensemble l'envahisseur.

Si, après avoir ignoré durant deux ans la résistance, le roi lui faisait tout à coup l'honneur de prendre en considération ses exigences, c'est qu'il y avait été forcé. Ce furent notamment M. Eden et M. Churchill qui, lors de leur passage au Caire, à leur retour de Moscou puis de Téhéran, agirent fortement sur le roi et M. Tsouderos. Mais le roi avait tout intérêt à faire croire que son geste était spontané, pour en avoir tout le bénéfice. D'après le correspondant au Caire de l'*Observer* (19 décembre 1943), l'opinion dans les milieux grecs était que la lettre du roi « était un coup extrêmement sage, qui pourrait contribuer beaucoup à augmenter sa popularité parmi les Grecs ».

Le correspondant au Caire du *Times* (13 décembre 1943), soulignait qu'« on aurait tort » de rapprocher la lettre du roi des conversations qu'il eût récemment avec M. Churchill et M. Eden, car la lettre était datée presque d'un mois avant l'arrivée des hommes d'Etat britanniques au Caire. Mais cela ne prouve absolument rien; la lettre était tout simplement antidatée. Le procédé est assez connu.

D'ailleurs, comme le remarquait le même correspondant du *Times*, la lettre du roi était

« rédigée en termes imprécis ». Sa déclaration ne constituait pas une réponse dans le sens de celle qu'attendait la résistance, après les négociations d'août de ses délégués au Caire. Le roi ne prenait aucun nouvel engagement : il ne changeait même pas de point de vue. Il déclarait simplement qu'il « réexaminerait » avec « son » gouvernement la question de son retour, c'est-à-dire s'il rentrerait avant ou après le plébiscite en Grèce. Qu'est-ce qui garantissait que le résultat de ce « réexamen » ne serait pas une décision identique à celle proclamée par son message du 4 juillet 1943 ? Rien.

Le roi se refusait à donner la réponse franche et claire qu'attendait toute la nation : qu'il ne rentrerait qu'*après* le plébiscite, si le peuple se prononçait en sa faveur. Il entendait toujours se réserver l'avenir. L'équivoque continuait.

### LA PORTE OUVERTE A LA DICTATURE...

La question du roi était si peu « réglée » par la lettre du 8 novembre 1943, qu'elle revint sur le tapis lors de la crise politique qui éclata en avril 1944 à la suite des « mutineries » de la marine de guerre grecque. Le roi, reconnaissant une fois de plus que son attitude équivoque était pour une large mesure à l'origine de ces troubles, se décida à faire un « nouveau geste ». Il arrivait justement au Caire venant de Londres, où les hommes d'Etat britanniques lui avaient certainement fait comprendre qu'il devait se montrer plus souple et plus habile dans la façon de traiter la question de son retour en Grèce.

Le 13 avril donc, il adressa par la radio du Caire, une nouvelle proclamation au peuple grec, où il déclarait : « Quand l'ennemi sera chassé de notre territoire et que la Grèce retrouvera sa liberté, tout le peuple grec sera appelé à décider par un vote libre du système politique par lequel il désire être gouverné. Comme tout autre citoyen grec, je suis, moi aussi, à la disposition du peuple et je me soumettrai librement à son jugement dès que les conditions normales seront rétablies ».

Le roi semblait faire ainsi un nouveau pas en avant. Ce n'était qu'une feinte. Tout ce qu'il disait dans cette déclaration était déjà connu. Ce qui eût été nouveau c'est qu'il s'exprimât avec précision sur la question de son retour. Dans sa lettre du 8 novembre 1943 à M. Tsouderos, il avait montré qu'il se rendait parfaitement compte que la question était celle de « l'époque » de son retour. Or, sur ce point capital, il s'abstenait de se prononcer. Par sa nouvelle déclaration, il ne donnait toujours pas de garantie, il ne prenait aucun engagement.

La situation demeurait plus viciée que jamais. Pour employer une expression du *Manchester Guardian* du 13 mai 1944, le roi apparaissait comme « une barrière à l'unité nationale ». Cette « barrière », la conférence du Liban, réunie, on le sait, pour réaliser l'unité nationale, essaya de l'écartier. Il eût en effet été absurde de parler d'unité sans régler au préalable la question du roi. Mais ce fut, une fois de plus, une « solution » qui n'en était pas une.

Le paragraphe 5 de la « Charte nationale » stipulait que le peuple grec, une fois libéré, déciderait en sa pleine souveraineté, soustrait à toute contrainte matérielle et morale, du régime politique et social ainsi que du gouvernement

de son choix. Et c'était tout ! La seule chose que les délégués de la résistance réussirent à obtenir en plus à ce sujet, c'était une déclaration ajoutée au paragraphe en question et disant : « Sur la question du régime, le monde politique du pays a une opinion formelle, qu'il maintient, bien entendu, en participant au gouvernement d'union nationale ». Mais on se gardait de préciser que cette « opinion », exprimée déjà par le protocole signé en août 1943 au Caire entre les représentants de la résistance et les membres du cabinet de M. Tsouderos, était que le roi ne devait rentrer en Grèce, qu'après le prébiscite.

Dans sa réponse aux félicitations de M. Churchill pour les résultats de la conférence du Liban, M. Papandréou affirmait triomphalement, comme s'il s'agissait d'un grand succès personnel : « La question du régime a cessé d'exister pour le peuple grec, car nous sommes, tous, tombés d'accord que cette question sera réglée par le vote libre et authentique du peuple, et devant lequel tous nous nous inclinerons ».

Affirmation gratuite. La vérité était que le roi, secondé par « son » nouveau Premier ministre, avait défendu avec tant de fermeté son point de vue, qu'il réussit à éviter un verdict tranchant de la conférence. Chacun était resté sur ses positions. Le monde politique déclarait avoir son « opinion formelle » ; mais le roi aussi avait la sienne ; et l'une continuait à être aux antipodes de l'autre.

Le premier à reconnaître cet état de choses assez paradoxal, était M. Papandréou lui-même. Aussi essaya-t-il d'y remédier par une déclaration qu'il fit au cours de la première réunion du nouveau cabinet, le 12 juin 1944 au Caire. Ce n'est que dans cette déclaration que le Pre-

mier ministre précisa quelle était l' « opinion formelle » du monde politique grecque : « que le roi doit attendre le verdict populaire ». Et d'affirmer que, conformément à la « Charte nationale » du Liban, cette opinion était également partagée par le gouvernement.

Mais le roi ? D'après M. Papandréou, le roi aussi était d'accord. « Parce que, disait-il, ayant pris connaissance de la Charte nationale, il avait approuvé la constitution du gouvernement national, dont la mission était d'appliquer ce programme national. Par conséquent il a accepté d'avance l'opinion du gouvernement grec à ce sujet ».

Cette démonstration de l' « accord » du roi était beaucoup trop subtile pour résoudre une question aussi importante — et aussi équivoque. Cette façon de le « prouver » indirectement, par déduction, enlevait toute valeur au témoignage de M. Papandréou. Et le zèle que déployait celui-ci pour démontrer par des subterfuges que la question était « réglée », le rendait plus suspect encore de vouloir en escamoter la vraie solution.

En tout cas, le Premier grec n'offrait aucune garantie que le roi partageât ou approuvât sa façon de voir. Si le roi était vraiment d'accord, il n'aurait eu qu'à faire une simple déclaration à ce sujet, dispensant son Premier ministre de ses acrobaties dialectiques. Le fait même qu'il s'en était abstenu, prouvait qu'il gardait son ancien point de vue, et montrait qu'il tenait absolument à ne pas se « compromettre » en quoi que ce soit par la déclaration du Premier ministre. Par conséquent celle-ci ne liait en rien le roi.

D'ailleurs même s'il n'en était pas ainsi, rien ne pourrait préserver la nation contre l'omni-

potence du roi, en tant que « gardien de la constitution » durant la période transitoire cruciale entre la libération du pays et le plébiscite, c'est-à-dire contre le roi-arbitre de la situation et contre sa fonction d'instrument « légal » de l'illégalité.

La question du roi n'avait donc pas cessé d'exister. Elle restait toujours ouverte, comme une porte donnant accès à la dictature.

Le drame de la résistance grecque — le drame du peuple grec — n'était pas encore terminé.

3908

FIN



# TABLE DES MATIÈRES

---

Carte de Grèce .....	5
----------------------	---

## PREMIERE PARTIE

I. — Genèse de la résistance grecque. — Le Front national de libération. — L'œuvre constructive de l'E.A.M. — Les organisations secondaires de résistance .....	7
II. — La résistance et le gouvernement royal. — Tendances sociales de la résistance grecque. — Le gouvernement royal contre la résistance. — Intrigues du Caire pour diviser la résistance. — Unité de la résistance. — Situation monstrueuse.....	21
III. — Naissance de la « crise ». — La résistance devient trop forte. — La « lutte fratricide ». — Les intrigues allemandes. — Le complexe anticommuniste. — La collusion entre Zervas et Goebbels. — La résistance au banc des accusés ! — La résistance n'a jamais cessé .....	36
IV. — Le réquisitoire contre le Front national de libération. — Le prétexte communiste. — Le « cheval de Troie » du front populaire.	62

- V. — Le fond de la « crise grecque ». — Le péril fasciste. — Les forces en présence. — Le climat social en Grèce. — Le vrai « crime » de l'E.A.M. — Le cas du parti vénizeliste. 70
- VI. — L'entente imparfaite. — L'impasse politique. — L'E.A.M. et l'unité nationale. — La fiction du gouvernement Tsouderos. — L'intermède violent. — Les saboteurs de l'union nationale ..... 83

## DEUXIEME PARTIE

- VII. — L'entr'acte du cabinet Venizelos. — Le « mystère » Papandréou. — Un étrange « champion » de l'union nationale. — Reprise de la comédie de l'union nationale. 103
- VIII. — La conférence « pan-helléniques ». — M. Papandréou «s'en va-t'en guerre» contre l'E.A.M. — La résistance mise hors la loi ! — La grande peur. — Le fond du problème. 124
- IX. — La « Charte nationale ». — Triomphe de M. Papandréou. — M. Papandréou et la « Charte nationale ». — L' « union nationale » sans la résistance. — L' « union nationale » contre la résistance. — M. Papandréou développe son jeu ..... 141

## TROISIEME PARTIE

- X. — La résistance accuse. — M. Papandréou et la milice des Quislings d'Athènes. — La question militaire. — La question gouvernementale ..... 161

- XI. — La rupture. — Guerre à la résistance ! —  
Triomphe sans lendemain. — M. Papan-  
dréou au pied du mur. — Une dernière  
tentative de division avortée ..... 173

#### QUATRIEME PARTIE

- XII. — Panique au Caire... — La résistance au  
pouvoir. — La résistance à la parole .... 193
- XIII. — La partie n'est pas finie. — Union natio-  
nale — et après ? ..... 207
- XIV. — La question du roi. — La roi Georges II et  
le peuple grec. — Le roi reconnaît l'exis-  
tence d'une « question du roi ». L'équi-  
voque continue. — La porte ouverte à la  
dictature ..... 217

BIBLIOTEKA

**ASG**

NAUKOWA

13852